

## Les rencontres diplomatiques de Paris et la célébration du Bicentenaire de la Révolution

# La France favorable à un sommet entre pays riches et pauvres

### En finir avec le manichéisme

On s'en doutait, mais on en a maintenant la preuve : M. Mitterrand voulait utiliser les fêtes du Bicentenaire de la Révolution et le sommet des sept pays les plus industrialisés pour tenter de relancer un dialogue Nord-Sud pratiquement inexistant depuis l'échec de la rencontre de Cancun en 1981.

Fraîchement élu, le président de la République avait alors joué un rôle majeur dans l'organisation de cette réunion. A l'époque, la nouvelle diplomatie française poussait en avant un trio de pays en voie de développement qu'elle jugeait particulièrement prometteurs : le Mexique, l'Inde et l'Algérie. Depuis, les dures réalités l'ont emporté sur les discours utopiques ou vengance de Cancun : l'Algérie a connu ses émeutes, le Mexique a sombré dans l'océan de sa dette, et l'Inde, même si elle parvient à se nourrir, n'arrive pas vraiment à s'arracher à un sous-développement endémique.

L'appel à un nouveau dialogue Nord-Sud lancé par le Sénégalais Abdou Diouf, l'Égyptien Hosni Mubarak, l'Indien Rajiv Gandhi et le Vénézuélien Carlos Andrés Pérez a une tout autre connotation destinée à ne pas effrayer le président Bush et M. Thatcher.

Un tel échange s'impose pourtant, mais à la condition qu'il ne se réduise pas à un dialogue de sourds, les autres s'accrochant au « statu quo », les autres prêchant en faveur d'un nouvel ordre économique mondial dénué de toute réalité. Bien des événements intervenus depuis Cancun permettent de penser qu'un tel manichéisme ne se serait plus de mise : les pays du tiers-monde savent aujourd'hui qu'ils ne constituent pas un bloc homogène ; beaucoup d'entre eux ont commencé à remettre en cause des modèles de développement désastreux, et cette tendance est encouragée par la crise du système communiste ; les pays industrialisés comprennent mieux qu'il est dans leur intérêt de multiplier la crise de la dette, apparue au Mexique en 1982 et qui menace de déstabiliser plus de la moitié de la planète.

A ces nouvelles données, il faut aussi ajouter la prise de conscience des drames écologiques qui se préparent du fait de l'industrialisation sauvage de certains pays en voie de développement, pour ne rien dire des crises sociales. Or ces drames menacent la planète tout entière, et les pays industrialisés vont bien devoir en tenir compte. Ce n'est pas par hasard si l'appel lancé jeudi à Paris établit un lien entre développement et environnement, un problème à l'ordre du jour.

Mais c'est sans doute l'évolution, rapide, du poids respectif des principaux acteurs de l'économie mondiale qui donnerait un tout autre caractère à un dialogue entre riches et pauvres. Si les idées restent françaises, les moyens financiers sont devenus japonais. Bien qu'en mauvaise posture politique, le premier ministre Soudais Uno aura été accueilli avec la plus grande attention lorsqu'il a donné jeudi le montant de l'enveloppe qu'il déposait dans la corbeille de l'aide au tiers-monde : 35 milliards de dollars en deux ans, dont 10 milliards consacrés à la nouvelle stratégie de réduction de la dette des pays intermédiaires.

M 0147-07150-4,50 F

3790147004500 07150

Défilé militaire sur les Champs-Élysées puis grande parade de Jean-Paul Goude de l'Etoile à la Concorde, Paris a célébré le 14 juillet devant trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement. En fin d'après-midi a commencé à la Pyramide du Louvre, le sommet des sept pays les plus industrialisés du monde. Le problème de la dette du tiers-monde devait être, avec les relations Est-Ouest, la lutte contre le terrorisme et la drogue, le principal sujet de l'ordre du jour de cette réunion qui devait durer jusqu'à dimanche.

Jeudi, quatre hommes d'Etat représentant des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (Sénégal, Egypte, Inde et Venezuela) avaient publié un communiqué demandant « un processus de consultations régulières entre pays développés et pays en développement » et l'organisation « la plus large possible » d'un sommet. Sans vouloir forcer la main à ses partenaires occidentaux, la France apporte son soutien à cette proposition.

(Lire page 3 l'article de CLAIRE TREAN).



### Les Sept et la dette

Dans quelle mesure le « sommet » de l'Arche se distinguera-t-il des quatorze qui l'ont précédé du fait qu'en raison des cérémonies du Bicentenaire un certain nombre de chefs d'Etat et de gouvernement des pays en développement sont présents à Paris, sans même parler de la tenue dans la capitale d'un « contre-sommet » ?

Une autre question est de savoir quelle figure présente l'Europe dans une réunion à

laquelle le président de la Commission, Jacques Delors, participe ? La préparation du grand marché intérieur de 1993 joue-t-elle un rôle, modifie-t-elle plus ou moins le jeu entre les sept grandes puissances industrialisées ?

Sur la première question, l'expérience du Fonds monétaire et de la Banque mondiale fournit un précédent. S'il est un pays attaché à l'idée que les cinq prin-

cipaux bailleurs de fonds de cette institution ont droit en tant que tels à un siège permanent et à toutes les prérogatives qui en découlent, c'est bien la France. Celle-ci, qui prit l'initiative des réunions au sommet (en 1975), voulait en départ limiter la participation à cinq pays : les États-Unis, le Japon, la RFA, la France et la Grande-Bretagne.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 4.)

- Le défilé militaire page 28
- Chronique d'un cortège privilégié page 7
- L'inauguration de l'Opéra Bastille, par Jacques Lonchamps page 7
- Capitale, par Philippe Boucher page 8
- Le sommet des « sept pauvres », par Jacques de Barrin page 4
- Le congrès de la Sorbonne, par Roger Chartier page 8
- Un entretien avec le président du Venezuela page 26
- Un texte inédit de Jean Guéhenno sur le cent-cinquantième page 10

### Les effets de la nouvelle programmation militaire

## Armée : rancœur dans les rangs

Aux militaires, nombreux, aujourd'hui, à s'interroger sur leurs missions et sur leurs conditions de vie, le chef des armées, M. François Mitterrand, demande d'envisager l'avenir avec une plus grande « espérance », compte tenu de « la nouvelle approche des rapports Est-Ouest ».

Désarroi. Désenchantement. Vague à l'âme. Ce sont autant de constats, en première approximation, de l'état d'esprit de nombreux militaires français aujourd'hui.

En réalité, il faudrait sans doute aller plus loin dans l'expression de leurs sentiments, voire de leurs ressentiments. C'est de résignation ou de déconfort qu'il convient plutôt de

parler. « No future », répètent certains cadres qui s'approprient le slogan des punk du début des années 80 pour symboliser l'absence d'avenir. « Armée peu de chagrin », diagnostiquent d'autres cadres que le projet « Armée 2000 » de réorganisation, présenté par le gouvernement, n'emballe pas spécialement, parce que ce plan leur paraît être plus un cache-misère qu'une préparation au nouveau millénaire.

On pourrait imaginer que, comme à l'accoutumée puisqu'elle est la plus volumineuse, l'armée de terre est la seule à être atteinte de langueur. Cette fois-ci, l'aviation et la marine connaissent, elles aussi, la même perte de tonus, une certaine désillusion face à des évé-

nements à la fois extérieurs aux trois armées et propres à une institution de défense mal dans sa peau.

M. Mikhaïl Gorbatchev et ses offensives de paix tous azimuts ont servi de révélateur.

Voilà, en effet, que l'adversaire potentiel, longtemps privilégié, fait partie de velours. Il y a de quoi démolir les esprits même les moins enclins à recommander de toujours surestimer la menace pour maintenir le moral des troupes. « Si cela continue, nous serons tous condamnés au chômage », confiait récemment le chef d'un service allié de renseignement à son interlocuteur français.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 17.)

### Le chef des Kurdes d'Iran assassiné

Abdel Rahman Ghassemlou a été tué en Autriche

PAGE 28

### L'offensive japonaise en Europe

Honda prend 20 % du constructeur britannique Rover

PAGE 27

### Les Français et le Parlement

Un sondage SOFRES-« le Monde »

PAGE 12

### Fin de la grève de la météo

PAGES 24 et 28

### Le Monde

SANS VISA

Pygmées à touristes

Escapes à la table à Jeux

Pages 13 à 16

Le sommaire complet se trouve page 28

### L'exécution pour trafic de drogue du général Ochoa

## A Cuba, en pays de justice sommaire

Le général Arnaldo Ochoa et trois autres officiers cubains convaincus par une cour martiale de participation à un trafic de drogue en direction des États-Unis ont été fusillés jeudi 13 juillet à l'aube (Nos dernières éditions datées 14 juillet).

Dieu seul sait si la dernière pensée d'Arnaldo Ochoa aura été pour Fidel Castro comme il l'avait promis devant le « jury d'honneur » qui l'avait « précondamné ». L'avenir dira, par ailleurs, si l'affaire a vraiment ébranlé la santé du « commandant en chef » Fidel Castro, comme l'a assuré avec solennité le nouveau ministre de l'Intérieur et désormais numéro trois du régime, le général Abelardo Colomé. Et il n'est pas très important de savoir si, effectivement, Raul Castro, successeur désigné et frère du Lider

maximo, a senti dans sa salle de bains, comme l'assure la presse, « des larmes rouler sur ses joues » en pensant au sort des enfants d'Ochoa et de ceux des trois autres fusillés du 13 juillet : Fidel a fait connaître qu'il le confirmait comme ministre de la défense.

Mais Arnaldo Ochoa était-il bien un trafiquant de drogue ? Trop de procès insultant à la plus élémentaire justice (contre Huber Matos, Marcos Rodriguez, Jorge Valls, Pedro Luis Boitel et d'autres) ont eu lieu à Cuba en trente ans de révolution pour que l'on prenne pour argent comptant tout ce qui ressort d'une instruction à plus forte raison « sommaire », comme rappelle qu'elle le fut un éditorial de *Granma* du 3 juillet.

Qu'il y ait bien eu trafic de drogue, nul ne peut en douter car on ne voit pas pourquoi les frères Castro auraient pris le risque de

ternir l'image de leur révolution s'il n'y avait eu anguille sous roche. Mais quelles motivations pouvait bien avoir Arnaldo Ochoa - l'un des hommes les plus comblés de la République, bénéficiant des privilèges discrets de la nomenclature - à amasser des centaines de milliers de dollars impossibles à dépenser à des fins privées dans l'île ? L'instruction a suggéré que le général avait déjà distribué des cadeaux à des officiers de son futur régiment : l'armée occidentale basée à La Havane. Mais la même instruction avait été aussi jusqu'à souiller l'image d'Ochoa dans ce qui semblait le moins contestable en lui : sa qualité de « héros de la République » et de grand militaire. Voici à présent, à entendre M. Fidel Castro lui-même, que l'ancien commandant en chef en Angola se serait mal battu !

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 6.)

NOËLLE CHÂTELET

la nouvelliste met nos cinq sens dessous dessous, et y ajoute un sixième: le sien, délicieusement diabolique.

Jérôme Garcin / L'Événement du Jeudi

A CONTRE SENS

NOËLLE CHÂTELET

A CONTRE SENS

« Il est exceptionnel que l'écriture livresque comble avec tant de frémissement secret l'écart qui la sépare des prodiges de l'opéra. »

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

MERCVRE DE FRANCE



## ENVIRONNEMENT

## Les échanges « dette-nature »

L'E surendettement auquel sont confrontés de nombreux pays en voie de développement (PED) ne menace pas seulement leurs balances des paiements, le niveau de vie de leurs populations, les bilans des banques commerciales des pays développés ou les budgets publics des gouvernements débiteurs ou créanciers. Au travers des comportements qu'il provoque, il joue un rôle essentiel dans la destruction du système écologique au niveau tant local que mondial.

L'axe principal de ce lien négatif entre dette et atteintes — parfois irréversibles — à l'environnement se trouve être la forêt tropicale humide. Cette forêt, qui joue un rôle primordial dans l'équilibre écologique planétaire, se situe, justement, sur la plus grande partie, sur le territoire de pays fortement endettés. Or, depuis plusieurs années et de manière accélérée, la forêt tropicale est coupée, inondée ou brûlée pour construire des routes et des barrages, établir des cultures ou des élevages. On estime qu'elle disparaît à raison d'une superficie équivalente à un stade de football chaque seconde. A ce rythme, elle sera totalement détruite dans cinquante ans. Ce processus comporte au moins quatre conséquences particulièrement néfastes.

## ● La destruction du patrimoine génétique

La destruction des forêts des pays endettés — ils ont été dotés de la plus grande richesse génétique au niveau mondial — provoque chaque jour la disparition de plusieurs dizaines d'espèces végétales et animales. Or, la « biodiversité » est jugée essentielle par les scientifiques : elle permettra dans l'avenir à l'agriculture, à l'élevage mais aussi, tout simplement, à la vie humaine de s'adapter aux changements de l'environnement ou de résister aux maladies.

## ● Les perturbations du régime des eaux de surface

Le sol qui soutient la forêt tropicale n'a généralement pas une grande valeur agricole, en raison notamment de sa faible épaisseur. Mais la forêt contribue à fixer, à la fois, le sol et l'eau provenant des pluies excédentaires. La déforestation entraîne une érosion accélérée qui provoque l'engorgement des barrages, l'encombrement des canaux d'irrigation. Pis encore, elle joue un rôle essentiel dans la multiplication des périodes de sécheresse, des glissements de terrain, des inondations catastrophiques comme à Sri Lanka récemment encore, ou dans la résurgence du paludisme.

## ● Le renforcement de l'effet de serre

La contribution des pays endettés du tiers-monde à la production du gaz carbonique res-

ponsable de l'effet de serre — grâce, si l'on peut dire, à la destruction de la forêt tropicale, notamment par le feu — est loin d'être négligeable.

Si elle se concrétisait, la modification du climat mondial conduirait à une extension des déserts, à une hausse du niveau de la mer et à l'inondation de nombreux territoires côtiers.

## ● L'atteinte aux droits de l'homme

Enfin, la vaste entreprise de destruction de la forêt tropicale conduit à déplacer autoritairement des populations entières, à les arracher à leur milieu habituel, voire à assassiner leurs défenseurs, comme dans le cas du Brésilien Chico Mendes.

Deux facteurs sont, parmi d'autres, directement à l'origine du triste sort réservé à la forêt tropicale : le mode de constitution de la dette accumulée pour financer de grands projets peu respectueux de l'environnement et l'adoption sans discernement du modèle occidental de développement ; plus encore, le mode de « gestion » de la crise de la dette comporte des risques. Les créanciers multiplient les pressions pour que, dans les plus brefs délais, les pays débiteurs réduisent leurs dépenses publiques — donc, en particulier, les budgets de l'environnement — et qu'ils augmentent leurs excédents en devises — donc les superficies consacrées à la production d'énergie électrique, à l'agriculture et à l'élevage d'exportation.

La forêt tropicale n'est d'ailleurs pas la seule victime écologique de cette priorité absolue au court terme, imposée aux pays endettés : on constate, également, une nette détérioration de l'environnement marin à proximité de nombreux complexes touristiques édifiés à la hâte dans le but d'engranger des devises et d'ancrer ces pays dans l'économie de marché.

## Souveraineté drapée

Le danger est encore aggravé par l'attitude des gouvernements de plusieurs pays endettés. Sur place, ils se font les complices des intérêts privés destructeurs de la forêt : communauté d'origine sociale et corruption obligent. Sur la scène internationale, ils se drapent dans la « souveraineté nationale » face à tous les reproches des écologistes : il faut bien détourner l'attention de l'électorat des dures réalités économiques et sociales.

Pourtant, il est impératif de convaincre les pays en développement qu'il est de leur propre intérêt de participer à un effort mondial de protection de

(\*) Haut fonctionnaire.

l'environnement, et qu'il existe, notamment, un moyen de supprimer le lien qui existe entre dette et destruction de l'environnement. Une solution, partielle, existe, celle des échanges « dette-nature ».

Très schématiquement, l'opération se déroule de la manière suivante : la banque d'un pays riche créancière d'un pays endetté du tiers-monde vend à une organisation écologique, avec un rabais, une créance qu'elle détient sur ce pays. En échange de cette créance, l'organisation écologique obtient du pays endetté de la monnaie locale, et celle-ci va lui permettre de financer ses actions sur place : création de parcs naturels, plantations d'arbres, protection des espèces menacées, formation des paysans et des forestiers à l'utilisation de techniques culturales moins nuisibles.

Grâce au rabais, l'échange génère un effet de levier non négligeable en période de pénurie générale de fonds. Et, sous certaines conditions, notamment un étalement dans le temps pour éviter les effets inflationnistes de telles opérations, tous les partenaires en tirent avantage. Plusieurs pays débiteurs (Costa Rica, Equateur, Bolivie, Madagascar...) en ont fait une partie intégrante de leur politique.

Pour que les échanges « dette-nature » démontrent pleinement leurs multiples vertus, il conviendrait non seulement, comme on l'a vu, d'accroître l'effort d'explication à destination des pays endettés mais encore d'encourager plus de banques — et notamment les banques françaises — que peu à la traîne dans ce domaine — à céder ainsi leurs créances.

Déjà, les banques qui acceptent de se débarrasser des prêts à problèmes peuvent bénéficier d'un impact médiatique favorable en raison de la vague écologiste. Mais nos gouvernements pourraient aussi admettre, par exemple, qu'elles déduisent de leur impôt, au titre des dons aux œuvres, la perte qu'elles enregistrent du fait de la décade.

Les échanges « dette-nature » ne constituent certainement pas un remède miracle — en existe-t-il ? — pour résoudre le problème de la dette, ni celui de la destruction de l'environnement. Il s'agit seulement, pourrait-on dire, d'une contribution concrète et efficace à la solution de deux fléaux qui, conjointement, hypothèquent gravement l'avenir de milliards d'hommes. Lorsque l'urgence est telle, toutes les contributions constructives sont bienvenues. Il serait temps de démentir enfin l'adage thaïlandais selon lequel « on n'érige les barrières qu'après que les buffles ont été volés ».

## TÉLÉVISION

## La SEPT : une autre ambition

par ANDRÉ HARRIS (\*)

Il est des gens parmi nos intellectuels français que le rapprochement de ces deux mots : télévision et culture, rend bien souvent déraisonnables.

Soit qu'ils voient dans cette promiscuité comme une insupportable et insurmontable antinomie : média de masse s'opposant à réflexion, soit qu'ils craignent le nouvellement fasciné par l'image, dont une longue fréquentation de l'écran les écarterait jusqu'il y a peu, ils s'engourent d'un mouvement un peu puéril et, dans le pire des cas condescendant, pour le « petit écran » en lequel ils croient tout à coup reconnaître une « nouvelle culture » : celle des masses.

Naturellement, derrière un certain confusionnisme se cache une vraie question : l'évolution dominante de la télévision condamnait-elle celle-ci parce que ce serait dans sa nature ontologique en quelque sorte — à se couper définitivement de l'intelligence ? (1)

Pour qui a vécu l'effondrement, au regard de la création, des télévisions occidentales — celles de l'Europe après celles des Etats-Unis — il y a lieu d'être angoissé.

C'est précisément à cette angoisse-là qu'a voulu répondre, il y a un peu moins de trois ans, la création de la SEPT.

## Chaine d'un « troisième type »

C'est un fait : la multiplication des chaînes classiques, pour l'essentiel privées et vivantes de la publicité, n'a pas entraîné de sur-plus créatif. Ce n'est pas un mince paradoxe — que les tenants du libéralisme « métaphysique » gagneraient d'ailleurs à méditer, car contrairement à ce qui se passe dans les domaines les plus courants du marché où l'offre et la demande, lorsqu'ils sont à niveau, tendent à s'équilibrer, il ne s'est rien passé de tel pour la télévision : l'augmentation du nombre des chaînes comme, dans le même temps, de la durée de diffusion, n'a pas généré davantage de créativité (bien qu'on puisse toujours arguer sur la précision de ce concept) mais n'a pas généré non plus davantage de programmes originaux produits par ces nouvelles chaînes.

Que M. Wolton (2) prenne le temps d'interroger les auteurs, réalisateurs, producteurs français, allemands, italiens, espagnols qui ne savent plus comment faire prendre en compte leur créativité par les chaînes dominantes, il verra alors que la SEPT correspond à une réelle attente, dès aujourd'hui effectivement vitale pour eux.

Il y a bien longtemps que plus personne ne voit — positivement — l'entend — la télévision comme l'école du vingtième siècle. C'était pourtant une belle idée que bien peu d'enseignants avaient fait leur dans les années 60. A cette époque, ils apercevaient dans la télévision comme une pédagogie concurrente de la leur et ils considéraient comme un devoir d'en protéger leurs élèves. Avait-ils tort ?

Aujourd'hui, en tout cas, toutes les études concordent, dans nos

sociétés occidentales, pour souligner le danger que fait courir à la « santé publique » la surconsommation de télévision et les conséquences néfastes que celle-ci entraîne sur l'aptitude des adultes, et des enfants bien plus encore, à fixer leur attention sur un livre et à maintenir leur vocabulaire à un niveau décent.

Pourquoi les Allemands, qu'une certaine forme de vanité française a souvent — c'est vrai — tendance à indispense, sont-ils en train de construire un dispositif créatif commun avec nous ? Parce que, comme nous, ils croient possible une télévision de « troisième type » qui n'obligerait pas le public à choisir entre le « ghetto culturel » et « l'assommoir distrayant ». Dans ce cas, comme le présume M. Wolton, le choix serait vite fait.

Pas plus que nous et que nombre de nos interlocuteurs européens — futurs associés — ils ne croient à cette utopie qui a ruiné tant d'illusions et maintient au chômage tant de bons auteurs, utopie selon laquelle on pourrait transgresser la dictature absolue de l'audience, le conformisme féroce des télévisions dominantes en y introduisant — par quel miracle subterfuge ? — une proportion décente d'intelligence ou — n'ayons plus peur du mot — de culture.

« La force de la télévision reste l'image », écrit M. Wolton, que nous aurions du mal à ne pas approuver. Pourquoi l'image — et c'est bien ce que la SEPT prétend démontrer — serait-elle incapable de soutenir une exigence d'intelligence ? Parce qu'elle est rapide et peu analytique ? Donnons-lui le temps d'exister et la forme qu'impose une exigence de contenu. Bref, inventons.

Et puis, quelle fatalité imposerait, comme le redoute M. Wol-

(\*) Directeur général, directeur des programmes de la SEPT.

ton, à cette exigence de qualité d'être ennuyeuse ? Quel est son critère de l'ennui ? Que la SEPT soit aujourd'hui regardée par trop peu de gens — ceux qui ne peuvent pas la capter s'en plaignent à nous par milliers, — nous sommes les premiers à le regretter et nous ne l'avons pas caché. Qu'on mette à la disposition du public de la SEPT — et nous nous employons à le réclamer partout où nous le pouvons en Europe — les moyens de réception qui soient à la mesure de son ambition créatrice et l'on verra que notre foi est fondée.

## Elitisme et démocratie

Nous ne pouvons tenir pour vrai ce qui n'a jamais été démontré : la télévision de masse, parce qu'elle est celle du plus grand nombre, de la plus étale indifférenciation, serait ainsi et pour cela, la plus démocratique.

De la sorte et selon la même théorie, l'avènement de la SEPT et rapidement de la future chaîne franco-allemande puis européenne, devenant « alternative », manifestant hautement son ambition d'être « autre » serait dès lors en contradiction avec la démocratie ? De la sorte, cette aventure sans précédent dans l'histoire culturelle de l'Europe serait — loin du peuple — alors que ce sont les peuples et leurs cultures qu'il s'agit de rendre plus proches.

C'est vrai, notre ambition commune est bien de construire un outil de « toutes les innovations » et ceux qui ont la chance de capter la SEPT savent qu'il nous arrive d'y réussir.

(1) Nous ne croyons pas, contrairement à Niel Postman, à cette fatalité. Nous recommandons cependant très vivement la lecture de son ouvrage : *Se déconnecter de la machine à papier*, qui analyse avec brio l'évolution et les méfaits de la télévision américaine.

(2) Cf. son article dans *Le Monde* du 11 juillet intitulé : « La SEPT, ligne Maginot de la culture ? »

## BICENTENAIRE

## On a volé la Bastille

par ROBERT ESCARPIT

La prise de la Bastille n'a été qu'un événement local et d'importance limitée mais qui a en pendant deux siècles un retentissement symbolique universel dont les échos sont loin d'être éteints sur toute la planète. Il est donc normal que tous les peuples s'associent à la célébration de son bicentenaire, mais était-ce pour nous, Français, la meilleure façon de les associer que de convier les chefs des sept nations qui constituent la nomenclature mondiale et les présidents potentiels du tiers-monde, qui, souvent, sont responsables de l'injustice, de la misère et du désespoir qui règnent dans leur pays ?

Il aurait fallu d'abord y associer le peuple de France : c'est là, pour nous, le sens profond de la prise de la Bastille. C'est ce jour-là, pour beaucoup d'entre nous, que la France est née, que nos ancêtres se sont sentis partie intégrante d'un pays dont souvent ils ne parlaient pas la langue et dont la culture leur était étrangère.

## Quelle vitrine ?

Cela ne s'est pas fait facilement. Il a fallu une guerre civile cruelle pour vaincre la révolte des Vendéens fanatisés par leurs évêques tollés catholiques et leurs fédéraux pseudo-protestants. Il a fallu la guillotine pour dominer les résistances de la bourgeoisie méridionale. La France a tenu bon, mais il est resté de ces conflits un antiparitarisme qui revêt des formes plus ou moins virulentes, plus ou moins atténuées, mais toujours prompt à se réveiller.

Il ne s'agit pas d'éprouver une hostilité particulière contre la ville de Paris et ses habitants. Il ne s'agit surtout pas de nier le rôle moteur qu'a joué le peuple de Paris au cours des révolutions successives qui, à force de sacrifices, ont construit la République imparfaite mais irremplaçable qui est la nôtre maintenant. La rue Transnonain est à Paris tout comme le Mur des Fédérés.

Il s'agit de dénoncer l'antique prétention d'un certain Paris à être la vitrine d'une France cos-

mopolite mais non humaniste. La politique culturelle de Jack Lang, efficace et clairvoyante à ses débuts, avait éveillé des espoirs qui sont maintenant déçus. La haute couture, la parfumerie de luxe, l'art d'avant-garde et le bel canto ont, certes, des mérites, mais la France ne s'y reconnaît pas, même la France de Paris qui, dans son immense majorité, se trouve écartée de ces festivités de riches et de privilégiés. Même à 35 F la place de poulailler, l'Opéra de la Bastille est hors de portée de la majorité des Parisiens.

Quant aux autres Français, ils ne peuvent même pas songer. Ils ne se consolent pas en regardant à la télévision le show qu'on a substitué à l'événement historique. Le leur manquera l'odeur de poudre et de sang qui est celle de l'histoire.

Ils feront, en travellings et à rebours, le parcours de la Révolution française de l'Arc de triomphe napoléonien jusqu'aux Tuileries. Sur les lieux de l'événement, ils ne trouveront, au lieu des soubres murs de la tyrannie couronnés de flammes, qu'un théâtre de béton et de cristal peuplé d'étrangers dont beaucoup ont encore à apprendre et à gagner pour eux-mêmes la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

En 1789, nos ancêtres avaient pris la Bastille. Deux cents ans plus tard, on nous l'a volée.

● Précision. — Une « coupe » malencontreuse effectuée dans l'article du professeur Alfred Spirel consacré aux travaux du docteur Benveniste (*Le Monde* du 13 juillet) a déformé le sens de ses propos. Il fallait lire : « vouloir empêcher le docteur Benveniste de poursuivre ses investigations alors qu'on n'a pas démontré qu'il était dans l'erreur est une limitation indéfendable de sa liberté, de notre liberté. C'est dans ce sens que va la récente décision du directeur général de l'INSERM : permettre l'investigation scientifique de ce problème en se tenant à l'écart de tout débat public avant qu'une conclusion ne soit admise par tous. »

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1949)  
Jacques Faure (1949-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouff  
Rédacteur en chef :  
Daniel Verne  
Correspondant en chef :  
Claude Sales

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 — Taper LEMONDE  
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 — Taper LEMONDE  
ou 36-15 — Taper LM

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléx MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27  
Téléx MONDPAR 880572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE ROUEUX SUISSE AUTRES  
PAYS  
3 mois 345 F 399 F 594 F 790 F  
6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F  
1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐  
6 mois ☐  
9 mois ☐  
1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
pour les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

مكتبة الأمل



## Les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution et le sommet des sept pays industrialisés

De multiples conversations bilatérales ou multilatérales entre invités de la France aux cérémonies du Bicentenaire se sont déroulées le jeudi 13 juillet, notamment à l'Élysée. Le premier ministre japonais, M. Sonosuke Uno, dans les entretiens qu'il a eus avec le président français, M. Carlos Salinas de Gortari, et le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a exposé les propositions que son pays allait faire au sommet des Sept dont la première séance de travail devait se tenir vendredi en fin d'après-midi à la Pyramide du Louvre. Le programme de recyclage de l'excédent commercial japonais, prolongé de deux ans jusqu'en 1992, représentera un total de 65 milliards de dollars, soit un ajout de 35 milliards au plan qui avait été présenté au sommet de Venise, en 1987, et dont plus de 90 % des crédits sont déjà engagés.

Ces sommes s'ajoutent aux 50 milliards de dollars que Tokyo va déboursier de 1990 à 1995 au titre de son aide publique au développement. Le Japon annonce en outre un nouvel effort de 600 millions de dollars en dons aux plus pauvres, en particulier aux pays de l'Afrique subsaharienne. Tokyo entend ainsi démontrer au sommet de l'Arche que ses énormes moyens financiers sont une composante essentielle des stratégies internationales de développement, de défense de l'environnement et de lutte contre l'acidité.

Le porte-parole de la délégation japonaise au sommet des Sept a d'autre part indiqué que son pays soutiendrait le projet de grands travaux pour lutter contre les inondations au Bangladesh qui sera discuté à l'Arche. « Nous avons besoin d'une estimation exacte des dégâts ; nous devons

déterminer précisément les sommes à investir », a-t-il toutefois ajouté.

A Genève, M. Michel Camdessus, directeur du Fonds monétaire international, a demandé aux Sept d'annuler une part supplémentaire de la dette des pays les plus pauvres. « La croissance des Sept, a-t-il d'autre part ajouté, doit être sans inflation. C'est la plus importante contribution qu'ils peuvent apporter à l'équilibre économique mondial dans les années à venir. »

M. Thatcher entend pour sa part promouvoir au sommet des Sept la tenue d'une conférence internationale sur la lutte contre la drogue. La proposition serait de réunir une telle conférence « à un niveau très élevé » dans les douze mois qui viennent, à Londres. M. Thatcher a mis à profit son séjour à Paris pour avoir des entretiens bilatéraux avec les dirigeants du Mexique et

de l'Uruguay, ainsi qu'avec MIM. Gandhi, Uno et Mubarak. Elle a pu, d'autre part, s'entretenir, ainsi que M. George Bush, au cours du déjeuner donné jeudi à l'Élysée, avec M. Oliver Tambo, le chef du Congrès national africain (ANC).

M. Roland Dumas a, pour sa part, confirmé que la situation en Chine devrait faire l'objet d'une déclaration du sommet des Sept. Elle donnera lieu vraisemblablement à un débat dont on connaît déjà les termes. Les Japonais, comme les Américains et les Britanniques, sont opposés à de nouvelles sanctions et ne souhaitent même pas forcément que soient rappelées celles qui ont déjà été prises. La Commission européenne (initialement membre du sommet des Sept) a fait savoir qu'elle ne s'associerait pas à un texte « qui serait trop en deçà » de la déclaration faite au conseil européen de Madrid fin juin.

## La France soutient l'idée d'un sommet Nord-Sud mais ne veut pas l'imposer à ses partenaires occidentaux

Si certains des trente-quatre invités de M. Mitterrand pouvaient ne venir à Paris que pour d'aimables rencontres autour d'une bonne table et d'innocentes conversations de salon, entre cérémonies commémoratives et inauguratives, ils se sont trompés. Le « Sud » a mis les pieds dans le plat. L'initiative prise jeudi 13 juillet par quatre des convives — MM. Abdou Diouf (Sénégal), Hosni Moubarak (Égypte), Carlos Andrés Pérez (Venezuela) et Rajiv Gandhi (Inde) — de réclamer la tenue de sommets Nord-Sud réguliers a donné à ce rassemblement parisien une tournure nettement politique et constitue un sujet imposé pour les conversations de table ou de couloir jusqu'à vendredi soir entre chefs d'État et de gouvernement présents à Paris. (Lire, page 26, un entretien avec M. Carlos Andrés Pérez, président du Venezuela).

Elle prend en effet l'allure d'une requête collective aux pays développés émanant de personnalités qui — ce n'est pas un hasard — représentent à elles quatre l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et le Moyen-Orient.

Dans un communiqué rendu public jeudi après-midi, les quatre signataires estiment que le moment est « propice » pour « engager un processus de consultations régulières entre pays développés et pays en développement, au sommet ». Ils demandent qu'une conférence au sommet soit organisée « le plus tôt possible, en vue de discuter les questions économiques globales et d'environnement d'intérêt mutuel ».

Judi soir, M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence,

annonçait que les quatre signataires avaient exposé le même jour leur requête à M. François Mitterrand, qui l'a approuvée et s'est dit « prêt à engager les démarches nécessaires à la concrétisation de ce projet ».

Toutes les formes ont été respectées, et l'on reste entre gens de bonne compagnie : c'est un communiqué qu'ont publié les quatre, pas un ultimatum, et ils n'en saisissent pas formellement le sommet des Sept pays les plus industrialisés qui devait s'ouvrir vendredi en fin d'après-midi. « Il n'est pas question, a précisé M. Hubert Védrine, de demander aux participants au sommet des Sept de prendre une décision sur cette initiative. » Certains de ses participants, on le sait, auraient refusé de se voir ainsi forcer la main pendant le sommet de l'Arche, dont l'ordre du jour a été mis au point au cours des réunions préparatoires entre « sherpas » (représentants des gouvernements) et ne peut être amendé à l'improviste au gré de l'un ou de l'autre.

Mais on ne peut imaginer que cette démarche des pays en voie de développement ait été totalement improvisée jeudi, ni que M. Mitterrand, qui s'en fait si volontiers le porte-parole auprès de ses six partenaires du sommet, n'en ait été aussi le complice. Le président de la République « n'a pas été tout à fait pris par surprise », a d'ailleurs concédé M. Védrine. Et même s'il a tenu à préciser que l'initiative « émane vraiment des quatre chefs d'État et de gouvernement », on peut supposer sans grand risque d'erreur que la France a été pour quelque chose dans sa mise en scène, dans le choix du moment et de la forme à donner à la démarche, voire dans la rédaction même du texte.

Si certains dirigeants des pays développés n'étaient pas encore au courant de ce qui se tramait, le plan de table pour le déjeuner de jeudi à l'Élysée avait été évidemment conçu pour qu'ils en soient informés de vive voix, avant publication du communiqué des « quatre » par la presse : M. Mubarak

ment échappé à cette tendance — au profit de rapports Est-Ouest que les bouleversements en cours dans l'Europe socialiste mettaient au premier plan de l'actualité. Le président de la République redresse la tendance en essayant de faire des rapports avec le tiers-monde un sujet majeur de la

sommet Nord-Sud et qu'il soit fait référence, dans le texte, à l'ONU et aux organismes financiers internationaux.

Le sommet des Sept en tout cas, même s'il ne prend pas de décision formelle sur la proposition rendue publique jeudi, se déroulera sous la pression des

les abeilles industrielles auxquelles on avait ouvert les salons avant entre elles, à deux ou à plusieurs, de multiples conversations de travail. « Un cyclotron », a encore dit le porte-parole de l'Élysée, c'est-à-dire un lieu où s'accélérera le dialogue entre le Nord et le Sud.

Pendant ce temps, dans son bureau, le président de la République recevait M. Gandhi, M. Binto, M. Magabe et le président George Bush. M. Védrine a souligné « la qualité exceptionnelle » du contact entre les présidents français et américains. Leur entretien a consisté surtout en un échange d'informations sur les questions Est-Ouest, après le voyage que vient de faire M. Bush en Hongrie et en Pologne et la visite de M. Gorbatchev à Paris. Les deux hommes partagent sur cette question une même position. Mais le président français aura probablement saisi l'occasion d'exprimer ses craintes envers les tenants d'une approche « maximaliste » des relations Est-Ouest, ceux qui, aux États-Unis notamment, voire dans l'entourage du président américain, sont avant tout soucieux d'obtenir plus de concessions encore des régimes socialistes. Ils ont également parlé du Liban, M. Mitterrand expliquant à son interlocuteur la « genèse » de la déclaration franco-soviétique publiée la semaine dernière. Le porte-parole de la présidence n'a pas caché que les deux hommes n'avaient « pas exactement la même position » sur le Liban, tout en soulignant « l'attention réelle » que porte le président américain à la situation dramatique de ce pays.

CLAIRE TRÉAN.

## Le texte des quatre

A la lumière des consultations que nous avons eues avec les chefs d'État et de gouvernement des pays développés que des pays en développement présents à Paris, nous sommes arrivés à la conclusion que le moment est propice pour engager un processus de consultations régulières entre pays développés et pays en développement, au sommet.

Nous estimons que des démarches devraient être entreprises pour organiser une réunion appropriée au sommet, la plus tôt possible, en vue de discuter les questions économiques globales et d'environnement d'intérêt mutuel.

Le secrétaire général de l'ONU sera pleinement associé à cette initiative en coopération avec les institutions économiques et financières internationales compétentes.

Le Groupe des 77 ainsi que le Mouvement des non-alignés en seront informés.

A cette fin, nous avons invité le président Mitterrand à engager les démarches nécessaires à la concrétisation de cette idée.

avait été placé à côté du président américain George Bush, M. Diouf à côté du chef du gouvernement canadien, M. Brian Mulroney, M. Carlos Andrés Pérez à côté de M. Thatcher et M. Gandhi à côté du chancelier Kohl. Voilà ce qui s'appelle de la préméditation, une préméditation que d'ailleurs revendique la France.

Même si la démarche des quatre et de la France s'entoure de précautions et ne cherche pas à mettre les Occidentaux au pied du mur, il est désormais clair, en effet, que le dessein, à demi avoué seulement, du rassemblement convoqué à Paris à l'occasion du Bicentenaire était bel et bien la relance du dialogue Nord-Sud, une relance dont M. Mitterrand se veut l'artisan. Ce dialogue a été quelque peu négligé en effet ces dernières années — et la diplomatie française n'a pas complète-

concertation entre Occidentaux, un sujet sans doute plus conflictuel pour eux que les relations avec l'Est, un sujet sur lequel M. Mitterrand a moins de concurrents et peut adopter une attitude de pointe.

### La pression du Sud

Les participants au sommet des Sept n'avaient pas encore réagi officiellement vendredi à la proposition des pays en voie de développement. A l'issue de la conversation qu'il avait eue dans la matinée avec M. Thatcher, M. Gandhi avait toutefois fait savoir à l'Élysée que la réaction britannique n'était pas négative. M. Thatcher appréciait notamment qu'on ne cherche pas à lui extorquer tout de suite une approbation pour la convocation d'un

pays du Sud. Certains d'entre eux n'ont pas caché leur impatience. Un porte-parole du gouvernement indien souhaitait ainsi jeudi que le sommet Nord-Sud réclame se tiennent dès mars ou avril 1990 à Paris, avec des représentants de vingt ou trente pays. Quatre présidents d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Uruguay et Venezuela) s'étaient réunis dans la matinée pour parler de dette et d'environnement. « Nous ne devons pas attendre les instructions des pays riches », avait déclaré à la sortie le président vénézuélien qui, un peu plus tard, dans une interview, demandait une diminution de 40 % de la dette de son pays (la quatrième dette la plus importante du monde, d'un montant de 33 milliards de dollars).

M. Védrine a comparé l'aspect qu'offrirait jeudi après-midi le palais de l'Élysée à une ruche, où

### Devant le Conseil économique et social de l'ONU

### M. Camdessus déplore la lenteur des pays industriels à assainir leur économie

Si les politiques économiques peinent par « insuffisance » dans nombre de pays en développement, les nations industrielles continuent de refuser de opérer les ajustements indispensables ou retardent indéfiniment les sacrifices nécessaires à une croissance saine, a déclaré jeudi 13 juillet le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, devant le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), réuni à Genève. Appelant, lors d'une conférence de presse, les sept principales puissances industrielles réunies au sommet à Paris à constituer un « club de croissance sans inflation », M. Camdessus a exhorté les chefs d'État à « ne pas voir de la lenteur » et à adopter, tant sur le dossier du commerce international que sur celui de la dette, une approche multi-latérale et constructive.

Il appartient aux Sept de libérer les échanges mondiaux et, sur la dette, de porter leurs efforts dans trois directions : renforcer les organismes multilatéraux grâce, notamment, à une augmentation « très substantielle » des quotas de FMI ; apporter un soutien accru aux débiteurs faisant des efforts d'assainissement économique ; soutenir particulièrement les nations les plus pauvres en augmentant l'aide publique et en effaçant, tout au moins partiellement, leurs dettes.

### Fortes volontés politiques

Ce dernier, en demeurant, semble répondre à un argument des dirigeants occidentaux les plus réticents envers une telle démarche, M. Bush et M. Thatcher, ce qui permet de penser qu'ils avaient été plus ou moins « accablés » sur la demande des « quatre ». Le communiqué indique en effet que « le secrétaire général de l'ONU sera pleinement associé à cette initiative (le lancement de consultations régulières Nord-Sud), en coopération avec les instances économiques et financières compétentes. Le « groupe des 77 », ainsi que le mouvement des non-alignés, en seront informés ». C'est une réponse directe à l'argument opposé à toute initiative visant à créer, et plus encore à institutionnaliser, de nouveaux forums internationaux, en particulier par M. Thatcher, qui estime que les institutions nécessaires existent déjà, qu'il s'agit des questions économiques ou de ce qui relève du dialogue Nord-Sud en général.

M. Védrine, commentant jeudi le texte des « quatre », a d'ailleurs souligné leur « souci de ne pas contraindre le travail des institutions déjà existantes, compétentes et responsables », l'objectif de la démarche étant de leur donner une impulsion par l'affirmation d'une forte volonté politique.

### ÉCHOS

● L'Irlande fou de la Bastille. — Dans le numéro spécial Bicentenaire du bulletin du ministère irlandais des affaires étrangères, on apprend incidemment que l'un des tout premiers bénéficiaires de la Révolution était l'Irlande. Xavier Whelan, en effet, le premier d'être du nombre très restreint (sept) des prisonniers de la Bastille, tous défrétés le 14 juillet 1789. Mais il n'a pas saisi l'importance de l'événement... Ancien officier engagé dans l'armée française, il était « complètement fou ». A peine libéré, il s'insurgeait de la santé de Louis XVI, mort quinze ans auparavant. Dès le lendemain, les révolutionnaires, sans doute déçus, s'empressèrent de faire interner à l'asile de Charenton cet étranger fort aliéné.

● Les droits de l'homme en urdu. — Calligraphie sur une pièce de cuir, la traduction en urdu de la Déclaration des droits de l'homme est le cadeau que devait remettre à M. Mitterrand le premier ministre du Pakistan, M. Benazir Bhutto. Les versets de la liberté sont enroulés dans un coffret de liège portant l'inscription : « Au peuple de France, de la part du peuple du Pakistan. »

● Point de rencontre canadien à la Bastille. — Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a ramené à M. Rocard, mercredi 12 juillet, un tableau du peintre québécois Jean-Paul Riopelle destiné à l'Opéra de la Bastille. Intitulée Point de rencontre, cette œuvre abstraite et monumentale (4,28 m sur 5,49 m) était exposée depuis des années à l'aéroport international de Toronto. Ce don a été objet de controverse au Canada car un des partis d'opposition a

estimé qu'il s'agissait d'un « acte de vandalisme imputant le parti-majeur national ».

● M. Rocard : M. Thatcher « freine des quatre fers » le processus d'intégration européenne. — Dans un entretien que la chaîne britannique privée ITV devait diffuser vendredi 14 juillet, M. Michel Rocard regrette que le gouvernement de M. Thatcher « freine des quatre fers » le processus d'intégration européenne. « Il est seul à vouloir y résister et s'arrête qu'à le retarder », ajoute-t-il. M. Rocard se déclare, en outre, « assez inquiet » de l'orientation du gouvernement britannique, dont il dénonce la « cruauté sociale ».

● M. Bush à l'hôpital américain. — M. Barbara Bush, épouse du président américain, a profité, jeudi 13 juillet, d'une pause dans les cérémonies du Bicentenaire pour inaugurer deux nouveaux pavillons de l'hôpital américain de Neuilly et rendre visite à deux patients. Pour parler aux employés « du fond du cœur », M. Bush a déchiré le texte du discours qu'elle devait prononcer. Elle prenait ainsi exemple sur son mari, qui avait déchiré le discours qu'il devait faire, mardi dernier, à son arrivée à Budapest.

● Message de M. Gorbatchev à M. Mitterrand. — M. Mikhail Gorbatchev a adressé ses « vœux de paix et de prospérité à tous les citoyens de France » dans un message adressé à M. François Mitterrand à l'occasion des fêtes du Bicentenaire. « Les peuples français et soviétique sont encore plus proches aujourd'hui par leur aspiration pour un monde plus sûr, plus humain, plus démocratique »,



« J'entends que les Français vont rouvrir la Bastille uniquement pour M. T... » (Times, 14 juillet).

par le travail commun pour bâtir une maison commune européenne », écrit M. Gorbatchev. Il ajoute que « ceci a été démontré, par l'atmosphère de notre récente rencontre avec la France, la nature substantielle et l'importance de notre dialogue avec vous, les discussions et les accords conclus pendant ces journées ».

● M. Shamir remercie la France. — Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a exprimé, jeudi 13 juillet, à la France ses « remerciements pour le rôle qu'elle a joué dans l'histoire de l'humanité ». M. Shamir a également évoqué sa « dette person-

nelle » envers la France, qui lui avait accordé le droit d'asile, au lendemain de la guerre, après qu'il se fut évadé d'Erythrée, où les Britanniques l'avaient incarcéré pour ses activités « terroristes » au sein du groupe Stern.

● En hommage au 14 juillet, le régime du général Noriega libère des opposants. — Soixante-douze personnes arrêtées après l'annulation des élections du 7 mai — remportées par l'opposition — ont été libérées selon un décret du gouvernement remis jeudi 13 juillet aux ambassadeurs des cinq pays de la CEE (dont la France) représentés au Panama. La CEE avait auparavant effectué des démarches pour demander une telle mesure. Cette décision semble ne pas être étrangère à celle de l'ambassadeur de France, M. Jacques Rummelhardt, qui avait refusé d'assister aux festivités organisées par le régime du général Noriega à l'occasion du Bicentenaire.

● Le Parlement guatémaltèque assiégué pour cause de Révolution. — Le bâtiment du Congrès a été encerclé par des milliers de grévistes, jeudi 13 juillet, à Guatemala-City, lors de l'inauguration des cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française. Pris de quatre mille enseignants et employés du secteur public, en grève depuis un mois, ont ainsi immobilisé, pendant plus de six heures, le vice-président du Guatemala, une trentaine de parlementaires et l'ambassadeur de France.



# Les cérémonies du Bicentenaire et le sommet des Sept

## La réunion des « peuples les plus pauvres »

### Les damnés de la terre

« Il y a, dans tout ça, un côté dérisoire », convient l'un des organisateurs du « premier sommet des sept peuples les plus pauvres » (1) qui se réunira modestement, samedi 15 juillet, à la salle de la Mutualité, tandis que le sommet des sept pays industrialisés est en train de se tenir à l'Arche de la Défense. Qu'importe, à ses yeux, il faut que les « damnés de la terre » relèvent le défi des grands de ce monde, réagissent à cet « événement particulièrement provocant » au moment même où l'on célèbre avec éclat le Bicentenaire de la Révolution française.

Sur le Docteur-Paradis, bateau-théâtre amarré le long du canal Saint-Martin, qui leur sert de point de ralliement, les sept « témoins » de ce contre-sommet mondial, jeudi, le dernier matin à leur déclaration finale. Venu de trois continents, ils représentent « sept peuples qui symbolisent l'exclusion et l'oubli dans lesquels se trouvent plus des deux tiers de l'humanité ». Engagés sur le terrain, ils savent ce que peut-être dire et savent aussi en parler avec des mots simples, des mots de tous les jours. Ce sont eux qui ont été choisis pour représenter les chefs d'Etat et de gouvernement.

« On ne comprend pas les mécanismes de l'économie mondiale, avoue ce « témoin » zairais, animateur rural. Mais, on en voit les innombrables conséquences : chômage, augmentation des prix, diminution des dépenses sociales, concurrence des produits importés, développement des cultures d'exportation etc. ». A qui la faute ? « A la dette », répond-il tout de go. « Celle-ci n'est pas mauvaise en soi car on a besoin d'argent pour se développer. Ce qui ne va pas, ce sont les conditions de remboursement. »

La déclaration finale tentera de définir les « formes modernes de la pauvreté », ce phénomène de « combustion marquée par l'exclusion, l'insécurité de parole, la désintégration au sein fort terme ». Elle dressera aussi le bilan — qui n'a jamais été fait — des décisions prises par les sommets successifs des sept pays les plus riches qui « prétendent à l'hégémonie politique sur la planète ».

Du folklore ? « Pas du tout, rétorque le « témoin » zairais. Les chefs d'Etat des pays industrialisés vont lire notre déclaration finale et cela les fera réfléchir. » Les organisateurs de ce contre-sommet en forme de procès veulent donner la parole aux représentants de la société civile qui jouent un rôle non négligeable dans le tiers-monde et dont on est peu habitué à entendre la voix, souvent couverte par celle de leurs gouvernements. Il n'y aura, à leur avis, jamais trop de monde pour dénoncer la pauvreté.

### Liens symboliques

Il y a déjà eu, depuis 1984, d'autres contre-sommes pour s'opposer à ceux des pays riches. Mais, l'occasion était trop belle, cette année, pour ne pas essayer de « médiatiser » au maximum, comme tout un événement, ce forum des pauvres. Coût du projet au demeurant modique : environ 400 000 francs. Il a été fait appel à des associations européennes ainsi qu'à des particuliers pour couvrir les frais de cette opération de relations publiques assez singulière à laquelle une cinquantaine de bénévoles prêtent leur concours.

Pas question de s'enfermer en cercle sur une pécherie ou dans la salle de la Mutualité. Ce 14 juillet, les sept « témoins » et leurs accompagnateurs ont prévu de se rendre en quelques lieux symboliques de la capitale, notamment à la Bastille, à Notre-Dame, sur le parvis des droits de l'homme au Trocadéro. Le lendemain, à l'issue du contre-sommet, ils avaient envisagé de former cortège jusqu'au Louvre pour s'en aller remettre la déclaration finale à M. Jacques Attali qui a accepté de recevoir une délégation. Mais, la commission spéciale du président de la République a finalement souhaité que cette rencontre ait lieu dans la discrétion, en un lieu tenu encore secret. Présence des pays riches oblige ?

JACQUES DE BARRIN.

(1) Burkina-Faso, Mozambique, Zaire, Haïti, Angola, Bangladesh, Philippines.

Selon la direction de la prévision du ministère français des finances

## Les pays industriels devraient réussir un « atterrissage en douceur » de leur croissance

Réunis vendredi 14 juillet à Bercy, les ministres des finances des sept grands pays industrialisés (le G-7) devaient dans un premier temps analyser l'évolution de la conjoncture dans chacun de leurs pays et dans le reste du monde. La « note » que vient de publier en France la direction de la prévision du ministère des finances confirme un contexte actuel favorable, ne serait-ce que les craintes de récession inflationniste.

Les pays industriels semblent en passe de réussir l'atterrissage en douceur d'une croissance exceptionnelle en 1988 au point de faire resurgir les craintes de récession inflationniste. Ce diagnostic encourageant de la direction de la prévision du ministère de l'économie dans sa dernière « note de conjoncture », publiée à Paris mardi 11 juillet, pousse les auteurs de la « note » à qualifier de « presque optimale » la trajectoire suivie depuis le début de l'année par la conjoncture.

Déjà noté aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le ralentissement

de la croissance devrait lentement gagner les pays européens vers la fin de l'année et freiner la remontée de l'inflation. Tout en soulignant la persistance des incertitudes qui pèsent toujours sur la capacité des Etats-Unis à réduire leurs déficits budgétaires et extérieurs, la direction de la prévision estime « limitée » les risques d'un freinage excessif conduisant à une récession par l'Atlantique, puis dans les autres pays industriels.

Après avoir atteint en moyenne 4,1 %, l'expansion économique des pays de l'OCDE retrouve une pente de 2,5 % à 3 % susceptible d'échapper les menaces de surchauffe. Le rebond de la croissance aux Etats-Unis, de 4,4 % au premier trimestre de 1989, reconstruit un phénomène de rattrapage après la sécheresse de l'été 1988. Hors agriculture, la croissance de la production a marqué un net ralentissement pour se situer à 1,9 %, toujours en rythme annuel. Ralentissement des créations d'emploi, remontée du taux d'épargne, moindre consommation et par là-même de moindres importations, autant de facteurs d'apaisement répondant à l'attente internationale.

Ce changement de « régime » devrait être sensible en Europe, bien qu'avec un certain délai, grâce à une demande moins dynamique et au resserrement des politiques économiques. Depuis le printemps 1988, les autorités monétaires ont durci leur politique, la hausse des taux d'intérêt à court terme a été maintenue jusqu'à 5 points en Grande-Bretagne, le pays le plus menacé par l'inflation. Si la lente remontée des salaires est généralisée, elle prend des proportions préoccupantes outre-Manche.

Ce contexte, dans l'ensemble favorable, devrait permettre au commerce mondial de rester dynamique sans pour autant atteindre les sommets de 1988. La direction de la prévision prévoit ainsi une hausse de 9 % des échanges internationaux contre 11,7 % l'an dernier. Reste le problème, toujours pendu, des déséquilibres entre les déficits américains et les excédents japonais et allemands. La crédibilité de la concertation entre les sept principales puissances internationales pourrait pâtir de ces décalages encore importants, la volatilité du

dollar ces derniers temps en a été l'illustration.

Sur ce point, les auteurs de la « note » partagent l'opinion de la plupart des organismes internationaux : la réduction du déficit américain devrait se stabiliser à la fin du premier semestre alors que « l'excédent allemand semble un mouvement durable », les surplus japonais restent élevés. Ils soulignent toutefois que le redressement du commerce extérieur des Etats-Unis ne s'est pas réalisé sur la RFA et le Japon, mais sur les autres marchés de l'OCDE.

« Opportun » pour contraindre la reprise de l'inflation, passée de 3,5 % en glissement en mai 1988 à 5,2 % un an plus tard, le ralentissement de la croissance des pays industriels, s'il se confirme, aura un autre avantage : permettre aux Etats-Unis d'abord, à leurs partenaires ensuite, de desserrer progressivement leur politique de crédit. Compte tenu de « comportements monétaires inflationnistes » que, par le passé, le monde industriel pourrait ainsi trouver sa voie entre la surchauffe et la « stagflation ».

## Les Sept et la dette

(Suite de la première page.)

C'est sur des pressions étrangères que, à l'époque, M. Giscard d'Estaing a accepté d'ouvrir les sommets au Canada et à l'Italie. Au Fonds monétaire et à la Banque mondiale, la France n'a jamais joué son appartenance au groupe sélect des pays les plus influents contre sa politique d'ouverture sur le tiers-monde pourtant présent, et même très présent, au sein de ces institutions.

Mais il y a plus. Les circonstances du moment se prêtent admirablement à un déploiement des bonnes volontés françaises à l'endroit des pays les plus endettés dans un cadre purement occidental. On se plaît à Paris à relever la parenté entre les idées exprimées par le président François Mitterrand au mois de septembre 1988 à l'ONU en vue de soulager la situation des pays les plus endettés avec la fameuse initiative américaine de réduction de la dette, comme sous le nom de plan Brady (Nicholas Brady est secrétaire au Trésor des Etats-Unis).

A l'ONU l'an dernier, le président de la République avait proposé la création d'un fonds multilatéral de garantie des intérêts, financé par une émission de droits de tirage spéciaux. Depuis lors les idées et les projets ont évolué, sauf, en appa-

rence, en ce qui concerne le mode de financement par la planche à billets internationale. A Paris, le plan Brady est présenté comme la suite logique de l'initiative annoncée par le président français à l'ONU.

Comme il s'agit, sous couvert d'aider les pays les plus pauvres, d'accorder une garantie de versement des intérêts aux grandes banques commerciales créancières qui consentiraient à réduire leurs créances, le risque d'un débordement tiers-mondiste est tout de même limité.

Il est vrai, donc, que les conceptions françaises sur ce point gagnent du terrain. La dynamique du Fonds monétaire et la contribution bien qu'on aurait pu penser, au vu des sursis, le contraire. Au départ, il s'agissait d'accorder une « garantie » pour le paiement des intérêts, mais, au mois d'avril dernier, le comité intermédiaire du Fonds monétaire a préféré employer l'expression de « soutien ». Le FMI n'était pas habilité à donner sa garantie à des opérations privées. Mais cette expression de « soutien » pourrait bien donner au projet une signification et une portée élargies. Ne laisse-t-elle pas entendre que, d'une certaine façon, les crédits prévus à cet effet s'ajoutent aux autres facilités d'emprunt couvertes

aux pays les plus pauvres ? La France insiste, en tout cas, pour que les quelque 12 milliards de dollars que le Fonds monétaire et la Banque mondiale doivent consacrer au « soutien du paiement » (sic) des taux d'intérêt, préalablement diminués, soient considérés comme un apport « additionnel ». Précisons que, à côté de ces 12 milliards de dollars, le Fonds monétaire et la Banque mondiale ont, à elles deux, « mis de côté » quelque 13 milliards de dollars en vue de soutenir des opérations visant à réduire le principal des dettes.

Le communiqué final ira-t-il jusqu'à faire allusion à cette préoccupation ? Il est probable en tout cas qu'il appuiera le projet d'augmenter les quotas-paies du Fonds monétaire conformément aux positions défendues par Paris (et la plupart des européens) et désormais aussi par Washington. Or les augmentations quinquennales de contributions (quotas-paies) des pays membres de l'organisation sont souvent d'une émission de DTS permettant aux pays les plus insolubles de se mettre à jour. Il n'est donc pas impossible, vu l'interrelation des circuits financiers, que la France, indirectement, obtienne satisfaction. Mais cette question, comme on dit, ne sera pas « sur la table » de cette conférence au sommet. On note, à Paris, avec satisfaction les initiatives japonaises. La délégation japonaise parle aujourd'hui d'un « recyclage » de 50 à 60 milliards de dollars sur dix ans de ses excédents. Rappelons que c'est au nom du recyclage des fonds pétroliers que l'endettement du tiers-monde a été naguère encouragé !

fait évident que la volonté expresse des banques centrales intéressées ait été le facteur déterminant du retour d'une situation jugée plus satisfaisante. Ne pas faire allusion à la nécessité de limiter les variations de taux de change dans l'esprit des accords du Louvre pourrait être interprété comme leur abandon déguisé. Aussi, le communiqué consacrera sans doute un passage à cette question, mais il ne pourra pas trop insister, faute d'apporter une preuve tout à fait convaincante de la maîtrise des Sept sur les phénomènes de change.

### La lutte contre la drogue

Dans un autre domaine, la bonne entente franco-américaine aura aussi l'occasion de se manifester : la lutte contre la drogue et ce qu'on appelle le « blanchiment de l'argent sale ». Jusqu'à l'année dernière, inclusivement (sommet de Toronto), la France ne voulait rien savoir : les sommets, selon elle, n'avaient pas à s'occuper de cette question, et cela en application de la doctrine claire à l'Elysée et au Quai d'Orsay, selon laquelle les sommets ne doivent pas se transformer en « directive », en instance de décision. Mais la position sur le sujet considéré a évolué depuis lors. Non pas que cette conception restrictive du rôle du sommet soit officiellement abandonnée, mais, tout en continuant à s'y référer de façon générale, on peut évidemment adapter son attitude à chaque cas particulier et, le cas échéant, s'abstenir d'en parler. Tel pourrait désormais être le cas pour la drogue. La France, aujourd'hui, est plutôt satisfaite de voir ce sujet discuté autour de la table. Que s'est-il passé ? Pour des raisons de politique intérieure, les Américains ont insisté pendant les travaux préparatoires du quinquennal sommet pour que les Sept examinent à nouveau leur détermination dans ce domaine. La France avait en effet profité pour élargir le débat et s'appuyer sur les Américains pour rappeler la nécessité de moraliser les mouvements internationaux de capitaux en luttant contre la fraude et l'évasion fiscales.

Tout se passe comme si les Sept étaient considérés, à Paris, pour un certain nombre de sujets délicats, comme une instance suprême d'appel contre certaines politiques communautaires auxquelles Paris, pour l'instant, n'a pas la possibilité de s'opposer. C'est le cas pour l'Europe des capitaux en préparation, insuffisamment attentive, selon Paris, à la diffusion de la fraude. La manœuvre est hardie qui consiste à jouer le président Bush contre M<sup>me</sup> Thatcher ou, éventuellement, contre le chancelier Kohl.

Paris ne désespère pas non plus d'amener à terme les Etats-Unis à accepter la création d'une nouvelle agence internationale de l'environnement et, par là même, de forcer la main à M<sup>me</sup> Thatcher. En revanche, pour la sauvegarde des océans, on déclare, à Paris, qu'on serait déjà très satisfait « de voir appliquer les dérogations déjà en vigueur ». C'est sur ce sujet que Français et Allemands sont aujourd'hui peut-être le plus proches. La France fait grand cas et qualifie d'« initiative européenne » les projets en cours de discussion pour lutter contre la pollution de l'atmosphère. On est prêt, en particulier, à souscrire à l'engagement que, d'ici l'an 2000, toute émission de chloro-fluorocarbones (CFC) devrait avoir cessé.

PAUL FABRA.

## Diplomatie

Les négociations de Vienne sur le désarmement

### L'OTAN modifie le mode de calcul des avions de combat

Le président Bush a affirmé jeudi 13 juillet, à Paris, qu'il « ne voulait pas croire » que M. Gorbatchev juge « irréaliste » la proposition américaine de couvrir d'ici six mois ou un an un accord aux négociations sur le désarmement conventionnel à Vienne, où l'OTAN a déposé plus tôt que prévu le détail de ses propositions (le Monde du 14 juillet). Le numéro « Un soviétique » veut lui aussi aller de l'avant », a-t-il dit.

Il ressort de ces propositions que l'OTAN a réévalué à la hausse le nombre de ses avions de combat. Dans son état des forces publié à la fin de l'an dernier, l'alliance atlantique s'attribuait environ 4 000 avions (contre 8 250 avions au

pacte de Varsovie), et le président Bush avait proposé en mai que le plafond soit établi dans cette catégorie d'armes à 15 % en dessous de l'effectif occidental actuel. Or le chiffre avancé par les Etats-Unis à Vienne pour ce plafond est de 5 700 avions, ce qui correspond à un parc actuel de 6 700 appareils, et non pas 4 000, pour l'alliance atlantique. Un responsable de l'OTAN a déclaré que ce surplus s'expliquait par l'inclusion dans la liste d'avions d'entraînement ou plus légers. D'importantes divergences subsistent cependant avec le pacte de Varsovie pour la comptabilisation de ces équipements.

VIENNE de notre correspondante

A partir de septembre prochain, on parlera à Vienne des définitions pour les six catégories d'armes (chars de combat, pièces d'artillerie, véhicules blindés de transport, avions de combat, hélicoptères de combat, effectifs), et notamment pour les avions. L'OTAN veut inclure tous les avions et hélicoptères de combat basés à terre en permanence et refuse la distinction faite par l'Est entre avions d'attaque et de défense.

Par ce biais, l'URSS veut exclure des négociations au moins 4 000 avions, explique-t-on dans les milieux occidentaux. Selon les experts de l'OTAN, cette distinction est d'autant plus inadmissible que des avions « de défense » peuvent participer, dans certaines conditions et selon les critères de stationnement, à des attaques.

M. Grinevski, chef de la délégation soviétique, a insisté, jeudi

13 juillet à Vienne, sur cette distinction et a offert des inspections permanentes sur les aéroports militaires est-européens pour convaincre l'OTAN du bien-fondé de sa thèse. Le deuxième point de divergence est l'affaire des armements en dépôt, notamment en RFA. Pour des raisons géographiques, ces dépôts d'armements sont vitaux pour l'OTAN, indique-t-on, ce problème ne se pose cependant pas pour l'URSS, qui dispose d'une zone arrière relativement proche d'où elle peut faire venir assez rapidement l'armement nécessaire. L'OTAN souhaite ne pas comptabiliser le matériel en dépôt, mais uniquement les unités d'active dans la fixation des sous-plafonds pour les quatre zones régionales, de l'Atlantique à l'Oural, où des réductions sont prévues. L'Est insiste pour comptabiliser les deux, estimant que, grâce aux dépôts perfectionnés, un emploi des armes qui y sont stockées est possible presque aussi rapidement que celui des armements en exploitation. D'autres divergences concernent la

répartition des zones régionales et les effectifs. L'URSS critique notamment le fait que l'OTAN n'évoque que les forces aériennes et terrestres américaines et soviétiques stationnées hors du territoire national en Europe (le total étant limité à 275 000 hommes pour chaque alliance), sans mentionner les soldats britanniques, français et canadiens basés en RFA et dont le nombre dépasse 100 000.

Aux négociations sur les mesures de confiance et de sécurité qui se déroulent parallèlement à Vienne entre les trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), les neutres et les non alignés ont déposé mercredi leurs propositions. L'élément principal en est l'échange d'informations sur la structure des armées, les effectifs et l'armement, ainsi que l'annonce préalable de l'introduction de nouveaux systèmes d'armement.

WALTRAUD BARTYL

### La politique américaine au Proche-Orient restera inchangée

déclare M. Bush

Le président George Bush a souligné, jeudi 13 juillet, à Paris, que les Etats-Unis ne changeraient pas de position en ce qui concerne le projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza — présentées par Washington et prévues dans le « plan Shamir » — malgré les pressions qui s'exercent en Israël (au sein du parti du premier ministre, le Likoud) pour en atténuer la portée. « La politique américaine est fixée », a déclaré M. Bush, ajoutant que s'il comprenait ces « pressions politiques » il ne pouvait pas « modifier chaque jour la politique américaine ».

Un « haut fonctionnaire » voyageant récemment dans le golfe Arabo-Persique à bord de l'avion du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, avait indiqué que les Etats-Unis pourraient explorer l'idée d'une conférence internationale si le projet d'élections dans les territoires occupés échouait à cause des conditions mises par Israël ou l'OPLP (le Monde du 11 juillet).

En revanche, deux thèmes traditionnels seront, cette année, sinon rejetés dans l'ombre, du moins plus discrètement traités. Faut-il y voir comme une sorte de lassitude ou de résignation ? Dénoncer les déficits de la balance des paiements courants des Etats-Unis (contre partie des attifs de capitaux vers ce pays) et de leur budget pour la huitième fois, alors que l'économie américaine n'a connu depuis sept ans de croissance une grande prospérité, à la longue, une répétition décourageante.

En ce qui concerne la coordina-

tion monétaire, l'exercice n'est également guère facilité par l'évolution récente des marchés des changes, où l'on a vu d'abord le dollar monter contre toute attente, et ensuite redescendre, sans qu'il soit tout à

GLOBE  
D'ÉTÉ  
L'ENFER DES  
VACANCES  
UNE  
ENQUÊTE-CASTROPHE

هكمان الأمل



كنا من الأهل

s Sept

sance

# Europe

URSS

## Reprise du travail dans les mines de Sibérie

MOSCOU  
de notre correspondant

### Fin du « mystère » de l'université de Moscou

Un des mystères de l'université de Moscou des années cinquante est élucidé. Nous nous étions demandé (voir le Monde du 11 juillet) si le jeune Mikhaïl Gorbatchev, étudiant et responsable des Jeunesses communistes, avait participé à la campagne déclenchée par Staline autour du « complot des médecins » et faisions état d'un numéro « introuvable » du *Moskovskij Komsomolez*, le journal des komsomoles de la capitale, rapportant un discours qu'il aurait prononcé sur le sujet.

Finalement ce numéro a été retrouvé. M. Pierre Rigoulot, bibliothécaire à l'Institut d'histoire sociale (1) nous en a fait parvenir une copie, qu'il s'est procurée auprès de la Bibliothèque du Congrès à Washington. Le numéro du 29 janvier 1953 contient bien un discours d'un certain Gorbatchev, mais totalement insignifiant, sans aucune coloration politique. Et il s'agit d'un autre Gorbatchev : l'orateur, qui s'exprime au cours d'une conférence tenue en présence de Krouchtchev, alors chef du Parti à Moscou, est responsable komsomol d'un canton rural de la région de Moscou ; il figure dans la liste des membres du comité du ce jour-là comme V.I. Gorbatchev, et n'a donc rien à voir avec l'étudiant en droit Mikhaïl Sergueïevitch.

Cela ne signifie pas nécessairement que le chef actuel du Parti n'a commis aucun « péché de jeunesse ». Mais du moins, il n'y a pas de cadavre dans ce placard-là.

M. T.

Les douze mille mineurs de Majdoutchereck, en Sibérie occidentale, ont obtenu satisfaction et devaient reprendre le travail, vendredi 14 juillet, après quatre jours de grève.

Les négociations publiques que leur comité de grève a menées nuit et jour avec le ministre de l'Industrie charbonnière ont en effet abouti, dans la journée de jeudi, à un accord portant notamment sur une augmentation de salaire pour les équipes de nuit, l'amélioration des repas d'entreprise, l'instauration d'une journée de fermeture hebdomadaire des mines et la prise de mesures de protection de l'environnement. Les grévistes ont enfin obtenu qu'une « indépendance économique » soit reconnue à cinq des mines de la ville.

Bien qu'aucun détail n'ait été fourni sur la signification concrète de ce changement de statut, il semble que ces mines devaient par là des entreprises privées, propriété de leurs salariés, et habilitées à gérer directement leurs rentrées de devises.

Plusieurs autres revendications, comme l'extension des congés de maternité et le relèvement du prix du charbon auquel les mineurs seraient directement intéressés en vertu de l'autonomie des entreprises, ont en revanche été transmises pour examen au Parlement fédéral. A la suite de cet accord, le comité de grève s'est « auto-dissout » mais s'est aussitôt transformé en « groupe de travail » chargé de veiller au bon déroulement de la reprise. Tout laisse ainsi penser que la page n'est pas complètement tournée et que les structures indépendantes mises en place durant ce conflit vont survivre, soit en prenant le contrôle des syndicats, du parti et des soviets locaux, soit en subsistant comme organisations parallèles.

Il est d'autant plus frappant, dans ce contexte, que la presse continuait vendredi à donner une image très positive de ce mouvement et à insister sur l'insouciance des autorités locales. Tout se passe comme si l'équipe de M. Gorbatchev avait, à travers cette crise, souhaité montrer aux cadres intermédiaires ce qui les attendait s'ils ne sortaient pas de leur passivité et n'allaient pas — dans tout le pays — au-devant des difficultés.

Ce même jour, la presse publiait d'ailleurs le discours prononcé, mercredi à Leningrad, par M. Gorbatchev à l'occasion de la « démission » du premier secrétaire régional, M. Soloviev, qui avait été battu aux élections parlementaires de mars dernier. Le secrétaire général a en

fait lancé à un avertissement à l'ensemble de l'appareil en expliquant que, si « de nombreux permanents du parti » avaient perdu les élections, c'est que « les travailleurs » leur reprochaient de ne pas avoir accepté les conséquences de la perestroïka.

« Le parti, a-t-il dit, est confronté à la nécessité de profonds changements internes » par lesquels il doit non seulement accepter l'autonomie de l'appareil d'Etat, mais se plus tolérer que l'on « dorme sereinement » pendant ses réunions tandis que les meetings de rue débattent des « questions les plus brûlantes ».

« Il faut, a-t-il conclu, faire explorer le silence des organisations du parti [aux] ce silence est dangereux ».

BERNARD GUETTA.

● Nouveaux affrontements au Haut-Karabach. — Le corps d'un Arménien tué par balles a été découvert mercredi 12 juillet près de Mar-dakert. C'est la troisième victime des affrontements interethniques depuis le début de la semaine dans cette région. Mardi, deux Azéris du village de Kirikidjan avaient été abattus dans une embuscade tendue par des Arméniens. Le commandant des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, le général Yousi Chatalise, est arrivé sur place en compagnie du chef de la police routière d'URSS. (AFP).

● Quatre morts dans une explosion de gaz. — Une violente explosion de gaz a fait quatre morts et six blessés dans la nuit du mercredi 12 au jeudi 13 juillet dans une raffinerie d'Almetseïev, ville située au centre de la république de Tatarie, à environ 800 kilomètres à l'est de Moscou. Selon l'agence Tass, une fuite de gaz butane a provoqué un incendie puis une explosion qui a endommagé les bâtiments voisins et brisé les vitres des immeubles dans un rayon de plus d'un kilomètre. (AFP).

## Xénophobie dans la « capitale de l'Europe » Bruxelles, ville fermée ?

BRUXELLES  
de notre correspondant

Des commerçants turcs, marocains et portugais ne finissent pas d'être inquiétés par leurs enseignes, voire de les transformer totalement pour qu'apparaissent uniquement les langues nationales belges ; une famille qui ne peut acheter le logement qu'elle espérait pour la seule raison que son enfant étudie dans une école francophone ; un journaliste turc, installé depuis longtemps sur la place, qui ne peut habiter la maison qu'il a achetée en bonne et due forme ; une Américaine qui vit depuis plus de quinze ans à Bruxelles et qui a failli se faire expulser de la commune dans laquelle elle avait loué un appartement... Un vent bizarre semble souffler depuis quelque temps sur la « capitale de l'Europe ».

L'affaire la plus inquiétante concerne la commune de Schaerbeek, au nord de Bruxelles, où le conseil communal a pris récemment un arrêté qui aurait pu obliger les commerçants — surtout turcs et marocains, très nombreux dans ce faubourg — à supprimer purement et simplement toute indication dans leur langue nationale. Plus de caractères arabes ou chinois pour indiquer le « coucou » ou le « chop suey », mais du français, de l'allemand ou du néerlandais. Cet arrêté, qui a été cassé par les autorités de tutelle, au nom de la constitution belge mais aussi de la convention européenne des droits de l'homme.

Pour M. Roger Nols, l'ancien bourgmestre (maire) de Schaerbeek, cette mesure avait été « parfaitement justifiée ». « Ni Schaerbeek ni Bruxelles ne sont des terres arabes », a-t-il déclaré. On ne sait pas ce que racontent ces inscriptions. Dans certains cas, on se demande d'ailleurs s'il ne s'agit pas de publicité pour du hachich ou d'autres drogues.

...En français dans le texte !

M. Nols s'était taillé, avant de prendre sa retraite, une solide réputation. N'avait-il pas été le premier homme politique belge à recevoir officiellement Jean-Marie Le Pen, n'avait-il pas fondé toute sa campagne électorale sur des violences dirigées contre les immigrés ? Par crainte de voir ses partisans passer dans les rangs des listes d'extrême droite, ses successeurs semblent être en train de montrer qu'ils ont bien compris son message. Quant aux commerçants de Schaerbeek, ils attendent...

Tufan Erzin, un journaliste turc accrédité depuis plus de dix ans auprès des Communautés européennes et de l'OTAN, habitait aussi Schaerbeek. Il y avait même acheté une maison. Mais voilà : lorsque, il y a deux ans, il a voulu s'y installer, il ne put obtenir ses branchements d'eau et d'électricité. Mortif : le quota d'étrangers admis dans la commune était atteint.

Leslie Newman — « Si j'étais la fille de Paul Newman, peut-être n'aurais-je jamais eu tous ces problèmes », dit-elle avec humour — a vécu, elle, près de quinze ans à Bruxelles, où elle avait suivi ses parents. Voulant s'installer à Anderlecht, cette commune de Bruxelles célèbre pour son équipe de football, elle ne fut pas loin d'être expulsée. Là encore, on ne voulait plus d'étrangers. Seule solution proposée par l'administration : que Leslie déclare vivre « en concubinage » (avec son ami belge).

Il n'y a pas que des étrangers qui peuvent avoir des problèmes à Bruxelles. Ainsi, cette famille belge n'achètera-t-elle sans doute jamais le logement qu'elle convoitait à Overijse, une commune du sud de la ville où plutôt une commune flamande située à la périphérie de la capitale. Elle est flamande, lui francophone et leur enfant étudie dans une école francophone. Une raison suffisante pour justifier le « non » d'une commission chargée de passer des conventions entre la commune et les propriétaires, le promoteur s'engageant à ne pas vendre de terrains à un client qui n'aurait pas obtenu l'accord de leur fameuse commission. Or celle-ci n'est qu'un organisme : le futur acqureur doit prouver qu'il n'est pas francophone. Le premier ministre, M. Wilfried Martens a lui-même critiqué cette mesure. Mais les responsables de la commission et d'autres dirigeants politiques flamands ont conseillé poliment au premier ministre de se mêler de ce qui le regardait.

Ces histoires, — et il y en a d'autres —, dont on se demande à Bruxelles si elles ne relèvent pas de la Cour européenne des droits de l'homme, ne procèdent bien entendu pas de la même veine. Entre la xénophobie paranoïaque des responsables de Schaerbeek, l'étroitesse de vue des fonctionnaires d'Anderlecht et le « flamantisme » déguisé — la Flandre, longtemps dominée, est maintenant en pleine expansion — des dirigeants d'Overijse, l'ensemble serait malheureux ; il serait aussi absurde de faire de Bruxelles une ville d'apartheid que tous les étrangers seraient en passe de quitter. Reste le profond malaise qui s'empare de Bruxelles, de plus en plus partagée entre ceux qui profitent de l'internationalisation de la ville — promoteurs immobiliers par exemple — et ceux qui la craignent et, frileusement, se retranchent derrière de bien étranges mirallles.

Conclusion d'un avocat bruxellois : « Notre ville doit montrer qu'une capitale, même provisoire, de l'Europe, a des droits, mais aussi des devoirs. Notre devoir est d'être le symbole d'une Europe, ouverte sur elle-même, et ouverte sur le monde. »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## POLOGNE

### Une enquête est ouverte après la mort d'un prêtre de Solidarité

Un prêtre polonais de trente-neuf ans, le Père Sylwester Zych, a trouvé la mort au début de la semaine dans des circonstances mystérieuses près d'une station balnéaire de la Baltique.

L'agence de presse officielle PAF a publié jeudi 13 juillet un communiqué du parquet régional de la ville d'Elblag, dans le nord du pays, annonçant l'ouverture d'une enquête « afin d'établir les circonstances du décès ». Le communiqué, également diffusé par la télévision nationale, précise que le prêtre était « en relation étroite avec les autorités ecclésiastiques » de Pologne qui ont dépêché sur place une commission d'enquête.

Le Père Zych, sympathisant de Solidarité, était curé d'une paroisse de la localité de Skiermowice, à une cinquantaine de kilomètres de Varsovie. Il avait entamé voilà quelques jours des vacances à Krynica-Morska, près de la frontière soviétique. Son corps a été découvert dans la nuit du mardi 11 au mercredi 12 juillet par des passants à un arrêt d'autobus. En septembre 1982, il avait été condamné à dix ans de détention pour complicité dans le meurtre d'un policier. La justice reprochait au prêtre d'avoir hébergé à son domicile deux jeunes gens qui avaient pris la fuite après avoir abattu un sergent de police dans un tramway à Varsovie. En 1986, il fut libéré de la prison de Brzezino.

Deux autres prêtres polonais sont morts depuis le début de l'année dans des circonstances mystérieuses. Les Pères Stefan Niedzialak, à Varsovie, et Stanislaw Suchowolec, à Bialystok, avaient été retrouvés morts en janvier dernier à leur domicile. — (AFP.)

## GRÈCE

### Le troisième mariage de M. Papandréou

On ne pourra plus les accuser de vivre en concubinage et de défrayer la chronique ! Andriás Papandréou et sa jeune compagne Dimitra Liati, se sont mariés, jeudi 13 juillet à Politia, une banlieue résidentielle du nord d'Athènes. Ce mariage est le troisième, aussi bien pour l'ancien premier ministre socialiste grec, qui est âgé de soixante-dix ans, que pour l'ancienne hôtesse de l'air d'Olympic Airways. Il a été célébré dans l'église de Panagia Eleftherotis (la Vierge libératrice) dans la plus pure tradition orthodoxe.

L'état-major du PASOK, le mouvement socialiste panhellénique au pouvoir en Grèce de 1981 jusqu'aux élections législatives du 15 juin dernier, a assisté, au grand complet ou

presque, à la cérémonie. Il y avait là notamment Mme Melina Mercouri, ancien ministre de la culture et M. Carolos Papanolias, ancien ministre des affaires étrangères. Une vingtaine de journalistes grecs parmi les rares ayant solennellement évité de critiquer cette liaison qui faisait la « une » des journaux depuis des mois, figuraient également parmi les invités. Les autres représentants de la presse n'ont pas été autorisés à entrer dans l'église.

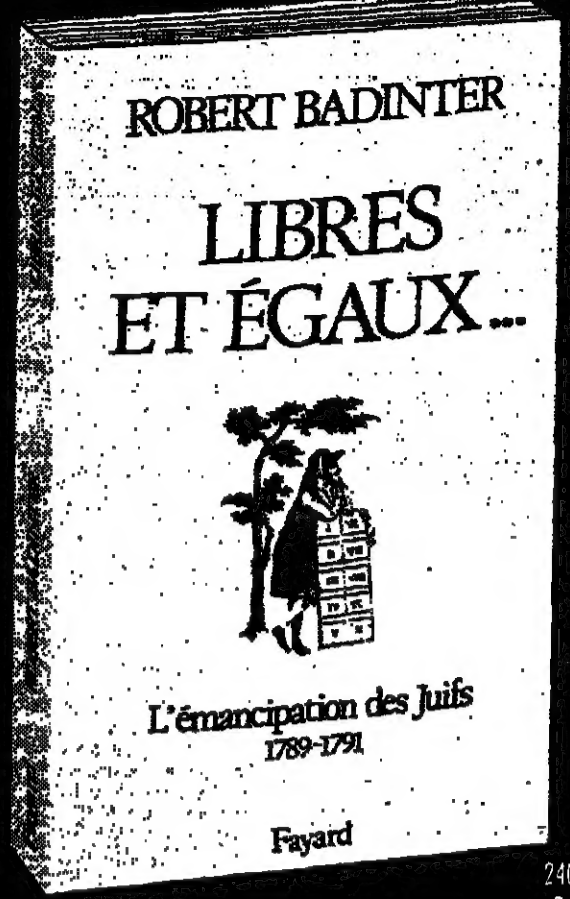
Les quatre enfants de M. Papandréou, nés de son deuxième mariage avec Mme Margaret Chadd-Papandréou, ont boudé les festivités. A la sortie de la chapelle, plusieurs centaines d'administrateurs ont accablé les mariés.

Avec Le Monde sur Minitel

CENTRALE - SUPELEC - ENSAM  
ECRICOME - ESC LA ROCHELLE - ESC LYON  
ESLSCA - INT GESTION et INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES  
36.15 LEMONDE

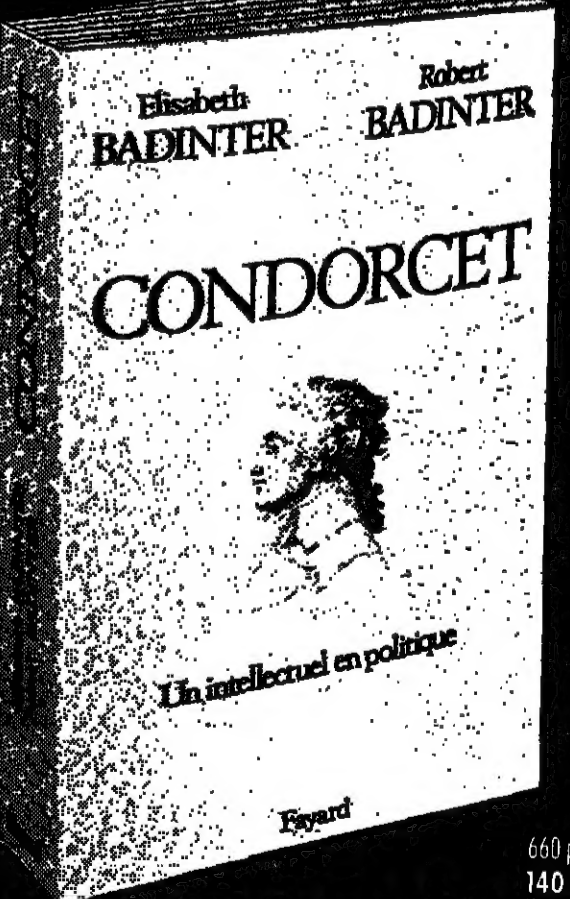
# ROBERT BADINTER



Refuser aux Juifs le droit d'être des citoyens comme les autres, aux mêmes conditions que les autres, c'était leur dénier la qualité d'hommes comme les autres, et renier la Révolution elle-même. Ainsi l'émancipation des Juifs apparaît en définitive comme une victoire de l'idéologie sur le pragmatisme, de la force des principes sur la force des choses.

R.B.

# Elisabeth BADINTER Robert BADINTER



Un intellectuel en politique

Egalement paru chez Fayard :  
Correspondance inédite de Condorcet et  
Madame Suard, 1771, éditée, présentée et  
annotée par Elisabeth Badinter.

FAYARD



## Asie

## CHINE

## Un ouvrier est condamné à dix ans de prison pour « avoir répandu des rumeurs »

Un Chinois a été condamné à dix ans de prison pour avoir déclaré à des journalistes étrangers qu'il avait été témoin de la répression sangnante de la place Tiananmen, à Pékin, le 13 juillet, la télévision chinoise, qui a qualifié de « contre-révolutionnaire ».

M. Xiao Bing, un ouvrier de quarante-deux ans, avait été arrêté dans le port de Dalian (nord-est du pays) moins d'une heure après la diffusion d'un extrait de son entretien réalisé dans une rue de Pékin par la chaîne de télévision américaine ABC. L'extrait portait en légende : « Si vous recomposez cet homme, prévenez la police. » Deux femmes qui venaient de regarder l'émission l'avaient immédiatement dénoncé. M. Xiao a été accusé par le tribunal de Dalian d'avoir « répandu des rumeurs » et « encouragé l'armée populaire de libération ».

L'Australie a annoncé qu'elle avait rétabli ses relations avec la Chine en annulant toutes les visites

ministérielles entre les deux pays au moins jusqu'à la fin de l'année et en gelant le financement de tout nouveau projet d'aide à Pékin. « Il est impératif que l'Australie réagisse fermement et exprime son aversion devant les violations des droits de l'homme », a déclaré le gouvernement de Canberra, dans un communiqué.

Quant à l'ancien président américain Richard Nixon et à son secrétaire d'Etat Henry Kissinger, ils sont les « bienvenus » en Chine, a annoncé, jeudi, le gouvernement de Pékin. Artisans de la normalisation entre les deux pays en 1972, ces deux anciens dirigeants « ont exprimé le désir de se rendre en Chine au second semestre », a précisé un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.

De son côté, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a estimé, jeudi, que Pékin respecterait l'accord qui prévoit le maintien du

système capitaliste à Hongkong pendant cinquante ans après le retour, en 1997, de la colonie britannique dans le giron chinois. Au cours d'un débat parlementaire sur cette question, Sir Geoffrey a déclaré que les récents événements « n'ont pas invalidé ni modifié les postulats sur lesquels le traité est basé. La Chine, a-t-il dit, a réaffirmé son engagement dans l'accord et la Grande-Bretagne s'en est félicitée ».

Le gouvernement chinois, d'autre part, a confirmé, jeudi, l'envoi à Paris de son ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, à l'occasion de la conférence internationale sur le Cambodge qui doit s'ouvrir le 30 juillet. Un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a réitéré, à ce propos, le soutien de Pékin à cette conférence et souhaité qu'elle débouche sur un règlement « global, juste et raisonnable » au Cambodge. — (AFP, Reuters.)

Parallèlement, une grave éclipse solaire se voit dans le nord-ouest du pays, où elle affecte près de 10 millions d'habitants de cultures et de pâturages. — (AFP.)

● Nouvelle protestation chinoise contre l'assassinat de dissidents en France. — Le gouvernement chinois a demandé jeudi 13 juillet à la France d'interdire « immédiatement » aux dissidents Wu'er Kaixi et Yan Jie tout accès à la France. Le fait que la France ait autorisé ces dissidents à séjourner sur son sol et à y mener des activités subversives constitue une « violation flagrante des lois internationales ».

M. Wu'er et Yan avaient accordé un entretien au Monde du 11 juillet.

## SRI-LANKA

## Assassinat du fondateur du mouvement séparatiste tamoul

Le chef du Front uni de libération tamoul (TULF), Appapillai Amirthalingam, et l'un de ses adjoints ont été abattus, jeudi 13 juillet, à Colombo par trois inconnus. Appapillai Amirthalingam, soixante et un ans, était un député modéré, considéré comme le père fondateur du mouvement séparatiste tamoul, en lutte pour l'indépendance de l'île, partie indépendante des Tamouls.

L'événement n'a suscité aucune réaction officielle à Colombo, où les informations relatives aux violences séparatistes sont soumises à une stricte censure. Selon des sources tamoules à Madras, les auteurs de l'attentat seraient des membres présumés des Tigres tamouls (LTTE). Ce mouvement radical mène une guérilla contre la présence militaire indienne dans le nord du Sri-Lanka, tout en poursuivant des négociations de paix avec le gouvernement de Colombo.

D'autre part, le président sri-lankais, M. Ranasinghe Premadasa, a réitéré, jeudi, son appel au retrait des forces indiennes, avant la fin de ce mois, du Sri-Lanka, tout en se déclarant prêt à entamer des discussions avec le régime de New-Delhi à ce sujet. La présence du corps expéditionnaire indien au Sri-Lanka rend très difficile tout dialogue avec d'autres groupes politiques (...) et porte préjudice à un règlement politique » avec les extrémistes tamouls, a estimé le président dans une lettre adressée au premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. — (AFP.)

● AFGHANISTAN : reprise de Semarkhel par les moudjahidins. — Les moudjahidins afghans ont repris, jeudi 13 juillet, le contrôle de la garnison de Semarkhel, prise de Jalalabad, a-t-on appris de sources de la résistance à l'émirat.

## Afrique

## ANGOLA

## Recherche en paternité pour un accord de paix

« Ah ! bon », s'étonne, l'air pincé, M. Omar Bongo, le président gabonais, lorsque l'on évoque devant lui le rôle capital qu'aurait joué, dans la conclusion du récent accord de cessez-le-feu entre le gouvernement angolais et les rebelles de l'UNITA, le maréchal Mobutu, son homologue zairois (le Monde du 12 juillet). A l'en croire, « l'idée d'une réconciliation nationale est née à Francaville », dans son pays, le 1<sup>er</sup> octobre dernier, lorsqu'il y a reçu les chefs d'Etat angolais et congolais, MM. Eduardo Dos Santos et Sassou Nguesso.

Le « groupe de Francaville » se serait ensuite, selon M. Bongo, élargi à d'autres chefs d'Etat qui se seraient alors partagés les rôles pour mener à bien les négociations. M. Dos Santos nous a présenté son plan de paix auquel nous avons apporté quelques modifications », précise le président gabonais. Tout s'est peut-être conclu, le 22 juin à Gbadolite au Zaïre, mais, à son avis, tout avait déjà été soigneusement préparé. Dans cette version des faits, le maréchal Mobutu se voit reconnaître le mérite d'avoir été la puissance invitée.

Comme M. Bongo, d'autres présidents africains se sont efforcés qu'en cette affaire leur homologue zairois ait tiré un peu trop fort la couverture à lui en identifiant, à la hâte, le « plan Mobutu » à l'accord de paix. D'ascenseur, à cet égard, ont remarqué l'absence, au sommet de Gbadolite, du souverain marocain qui entretenait pourtant de bonnes relations avec Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA. Quant à M. Félix Houphouët-Boigny, le président ivoirien et de surcroît le doyen des chefs d'Etat africains, lui aussi mêlé de près à la solution du conflit angolais, il avait également bousillé l'invitation de son homologue zairois qui ne s'est pas gêné pour le lui reprocher publiquement.

Est-ce une réaction de dépit ? M. Bongo, pourtant présente au fait que M. Savimbi n'a pas tenu l'« engagement verbal » de quitter provisoirement l'Angola, conclut que, désormais, « tout repart de zéro ». Le maréchal Mobutu se dit, au contraire, convaincu que « les négociations de paix ont atteint un point de non-retour ».

JACQUES DE BARRIN.

## MAROC : à l'occasion de la fête musulmane du Sacrifice

## Plus de quatre cents détenus bénéficient de mesures de grâce

Plus de quatre cents détenus marocains ont été graciés par le roi Hassan II à l'occasion de l'Aïd al Adha (fête musulmane du Sacrifice), célébrée, vendredi 14 juillet, selon un communiqué du ministère de la justice. Ces mesures portent sur deux cent quatre-vingt-quatre grâces totales sur le reliquat des peines d'emprisonnement et la commutation de la peine perpétuelle au profit d'un seul détenu, précise le communiqué, qui ne donne aucune indication sur les bénéficiaires de ces mesures de grâce.

En mai dernier, le souverain marocain avait, à l'occasion de l'Aïd al Fitr, fête marquant la fin du mois du ramadan, gracié cinquante détenus politiques appartenant au mouvement Ilal-aman (En avant, marxiste-léniniste, interdit) et amnistié cent soixante-dix-huit fonctionnaires condamnés pour leur « participation à des actes de vandalisme ou à des actes ayant porté atteinte à l'ordre public » lors des grèves et manifestations qui s'étaient déroulées en 1979 et 1981.

D'autre part, le comité de coordination de l'Association marocaine des droits de l'homme (progressiste) et de la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme (affiliée à l'Internationale parti nationaliste d'opposition) s'est déclaré, jeudi, dans un communiqué, préoccupé par l'état de santé qui se « dégrade » de quatre grévistes de la faim incarcérés à la prison civile El Alou de Rabat. En grève de la faim depuis le 17 juin, ces quatre détenus réclament un statut de prisonniers politiques et se plaignent des « agissements du directeur de la prison ».

Selon le comité, l'état « des prisonniers politiques en grève illimitée (...) à la prison d'El Alou (Rabat) se détériore dangereusement ». Le communiqué souligne la « situation dramatique » de trois grévistes de la faim détenus de l'hôpital Averroès (El M. Roch) de Casablanca, en grève depuis 1983 et qui réclament aussi le statut de prisonniers politiques.

## AFRIQUE DU SUD : la recherche de la paix au Mozambique

## Pretoria pourrait participer à un sommet régional

L'homme qui, selon toutes probabilités, deviendra chef de l'Etat après les élections du 6 septembre, le ministre de l'Education, M. Frederik De Klerk, effectuera, le mercredi 19 juillet, sa première visite officielle dans un pays africain en se rendant au Mozambique, où il rencontrera le président Joaquim Chissano. Il sera accompagné par le ministre des affaires étrangères, M. Fik Bocha.

M. Fik Bocha avait affirmé, le mois dernier, qu'après l'accord de cessez-le-feu conclu en Angola entre le régime de Luanda et les rebelles de l'UNITA, l'Afrique du Sud

devait maintenant œuvrer pour le rétablissement de la paix au Mozambique. Le président sortant, M. Pieter Botha, s'était rendu à Maputo en septembre dernier. L'ancien directeur général adjoint du ministère des affaires étrangères, M. Glenn Babb, étoile montante au sein du parti gouvernemental, estime que cette visite devrait permettre la tenue, à la fin de l'année, d'un sommet régional auquel serait conviée l'Afrique du Sud. Cette réunion serait organisée soit par le Mozambique, soit par la Zambie, seule le Zimbabwe y étant encore opposé. — (Indaba.)

## ETHIOPIE : en accord avec Addis-Abeba

## Un haut fonctionnaire soviétique rencontre des rebelles érythréens

Un soviétique a rencontré récemment à Londres le chef du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), a révélé, jeudi 13 juillet, à Moscou le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Anatoli Adamtchikine. Cette rencontre a eu lieu « il y a quelques jours » entre M. Adamtchikine et Isaias Afewerki et Isaias Afewerki, chef du département Afrique au ministère soviétique des affaires étrangères, a-t-il précisé.

Ce « premier contact sérieux » de l'URSS avec les rebelles érythréens a eu lieu « en concertation avec nos amis éthiopiens qui, eux aussi, souhaitent mettre fin à la guerre » dans le corne de l'Afrique, a-t-il dit, ajoutant que « la seule chose qui ne puisse pas être négociée est l'indivisibilité territoriale de l'Ethiopie ».

« Je crois que personne ne veut diviser l'Ethiopie, diviser l'Erythrée. Personne ne veut créer un tel précédent », a-t-il ajouté.

Rappelant que l'URSS avait accueilli le mois dernier comme « une avancée sérieuse » la décision

de l'Assemblée nationale éthiopienne d'ouvrir des négociations avec le FPL, M. Adamtchikine a précisé que Moscou « ne peut que saluer le fait que les deux parties paraissent prêtes pour les négociations ». — (AFP.)

● SOUDAN : message de soutien de M. Bush à la junte militaire. — Le général Omar Hassan El Béchir, chef de la junte militaire soudanaise, a reçu mardi un message de « félicitations et d'appui » du président américain George Bush, a annoncé, jeudi 13 juillet, le porte-parole du nouveau régime. Dans ce message, le président Bush a présenté ses vœux à l'occasion du grand pèlerinage annuel de La Mecque et a souhaité, « à la nouvelle direction » soudanaise, la « réussite dans la réalisation des aspirations du peuple soudanais ». Il s'agit du premier message connu d'un chef d'Etat occidental à la junte, qui n'a, jusqu'à présent, été reconnue que par l'Egypte. — (AFP.)

## Amériques

## HONDURAS

## Sept soldats américains blessés dans un attentat

Sept soldats américains ont été blessés, dont trois grièvement, jeudi 13 juillet, par l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale dans le port de La Ceiba, sur la côte atlantique, au nord du Honduras. L'attentat s'est produit près d'une discothèque où les soldats, sans uniforme, étaient allés danser. Les victimes étaient stationnées à la base aérienne Enrique-Soto-Cano (proche de Comayagua, dans le centre du pays), qui abrite près de 1 200 officiers et soldats des Etats-Unis. C'est la quatrième action violente, cette année, contre des militaires américains dans cette République centro-américaine : deux avaient eu lieu lors de manifestations dans le département du Yoro, au nord du pays, l'autre avait eu pour objectif un autobus de transport de troupes à proximité de la base de Palmarola, principale implantation militaire des Etats-Unis au Honduras. Les précédents attentats avaient été revendiqués par une organisation clandestine d'extrême gauche, le Front marxiste, qui avait assuré, contre les déclarations des autorités, avoir fait des blessés et même plusieurs morts. Des troupes américaines sont stationnées au Honduras depuis 1982, dans le cadre de la politique de Washington visant à tenir en respect la révolution sandiniste au Nicaragua.

Les autorités militaires honduriennes ont, après l'attentat de La Ceiba, affirmé que l'« entière responsabilité » de l'attentat reposait sur les victimes, du fait qu'elles avaient contourné à un ordre interdisant de sortir des casernes après 18 heures. — (AFP, Reuters, UPI.)

## EN BREF

● Première rencontre entre un ministre britannique et un responsable de l'OLP. — Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, s'est entretenu jeudi 13 juillet, à Londres, avec M. Bassem Abou Charif, conseiller politique de M. Yasser Arafat, à l'occasion de la première rencontre entre un membre du gouvernement britannique et un responsable de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Cet entretien d'un quart d'heure, à la demande des Britanniques, fait suite à la décision de Londres de relever le niveau de ses contacts avec la centrale palestinienne. (Reuters.)

● Philippines Les communistes prêts au dialogue. — Le chef en exil de la rébellion communiste

## CUBA : l'exécution pour trafic de drogue du général Ochoa

Le général Arnaldo Ochoa, le colonel Antonio de la Guardia, le commandant Amado Padron et le capitaine Jorge Martinez, principaux accusés parmi un groupe de quatorze officiers convaincus de trafic de drogue en direction des Etats-Unis, ont été fusillés jeudi 13 juillet à l'aube. Tous avaient été dégradés. Tous avaient plaidé coupable.

Le général Ochoa, en particulier, avait reconnu s'être livré à différents trafics d'ivoire, de diamants et d'armes, alors qu'il était commandant en chef en Angola, de novembre 1987 à janvier 1989. Il avait aussi admis avoir envoyé son aide de camp, le capitaine Jorge Martinez, en Colombie, afin de prendre contact avec les trafiquants du cartel de Medellín. Il avait déclaré : « Une trahison se paie avec la vie. » Dix autres

officiers ont été condamnés à des peines de dix à trente ans de prison.

Le pape Jean-Paul II et diverses organisations humanitaires ont demandé aux autorités de ne pas exécuter les condamnés. Cependant les Etats-Unis ont exprimé leurs doutes, jeudi 13 juillet, par la voix du porte-parole du département d'Etat, sur la volonté de Cuba de lutter sérieusement contre le trafic de la drogue.

« Nous n'avons pas accès à toutes les preuves dans cette affaire : nous ne pouvons donc pas tirer de conclusions », a déclaré M. Richard Boucher, relevant par ailleurs que, selon toute apparence, La Havane n'avait pas ouvert d'enquête après les inculpations par la justice américaine de plusieurs officiers cubains au début des années 80.

## Un pays de justice sommaire

(Suite de la première page)

C'est que le comportement très digne du général devant le « jury d'honneur » avait frappé les Cubains, au point qu'il devenait urgent de le rabaisser dans l'esprit public.

Autre mystère capital : depuis quand avait-on quelque chose, à de hauts niveaux dans l'île, sur ce trafic ? L'instruction a fait apparaître que l'administration américaine chargée de la lutte contre la drogue (DEA) était informée depuis 1987 que des officiers cubains étaient impliqués dans un trafic. Et que faisaient pendant ce temps les services secrets de l'île, si redoutés des citoyens « non conformes » et tellement encensés par le régime ? Et si

des dénonciations des Etats-Unis auraient été les bienvenues en 1987 (comme l'a déclaré M. Fidel Castro) pourquoi les mises en accusation, à partir du début des années 80 par la justice américaine, d'officiels cubains (dont l'amiral Aldo Santamaria, membre du « jury d'honneur ») étaient-elles sans valeur ?

Le cas du colonel Antonio de la Guardia — autre fusillé, en sa qualité de cheville ouvrière du trafic — est également révélateur de quelques failles. Cet homme a pu faire faire des transferts portant sur six tonnes de cocaïne entre la Colombie et les Etats-Unis simplement parce qu'il disposait (comme chef d'une cellule secrète du ministère de l'Intérieur chargée de tour-

ner l'embargo américain sur des technologies sensibles) de pouvoirs absolus : celui, en particulier, de faire partir sans contrôle avions et vedettes garde-côtes. La mise en œuvre du colonel démontre clairement qu'à Cuba quiconque dispose de pouvoirs fait ce qu'il veut sans contrôle... jusqu'à ce que les frères Castro décident que c'est terminé. Ce n'est certes pas démocratique ; et, dès lors, la bonne foi de la révolution peut et doit être suspectée, contrairement à ce que tentent vainement de faire croire ses chefs. Et si ceux-ci sortent, en première analyse, renforcés de cette affaire, ce pourrait n'être que pour le court terme.

JEAN-PIERRE CLERC.

● INDE : violences dans l'Assam et au Cachemire. — Sept personnes ont été tuées dans des actes de violence, dont l'explosion d'une bombe, attribuée aux séparatistes de l'ethnie Bodo, dans l'état de l'Assam, au nord-est de l'Inde, a indiqué, jeudi 13 juillet, l'agence indienne PTI. D'autre part, quatre policiers ont été tués et quatre 45 civils et militaires blessés, jeudi, au cours d'affrontements armés entre les forces de sécurité et des musulmans à Srinagar, capitale de l'état de Jammu-et-Cachemire (nord de l'Inde), ont annoncé les autorités. — (AFP.)

● ETATS-UNIS : la grâce pour une jeune condamnée à mort. — Une jeune noire américaine, Paula Cooper, condamnée à mort pour un assassinat commis à l'âge de quinze

ans, a vu sa peine commuée, jeudi 13 juillet, en soixante ans de détention par la Cour suprême de l'Indiana. Cette décision intervient peu après la réaffirmation par la Cour suprême des Etats-Unis de sa jurisprudence selon laquelle des mineurs peuvent être exécutés, sauf s'ils avaient moins de seize ans au moment de leur crime. Paula Cooper avait fait l'objet en 1987 d'une vaste campagne en sa faveur, avec l'intervention notamment d'Amnesty International et du pape Jean-Paul II.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION



# Bicentenaire

Les manifestations officielles du 13 juillet : Trocadéro, Elysée, Bastille, musée d'Orsay

## Chronique d'un cortège privilégié

Paris est à eux. Et à eux seuls. Trente-deux chefs d'Etat ou de gouvernement habités de la capitale ou débutants, ministres et invités de marque qui s'avancent en cortège, silencieusement, dans une ville qui s'écroule à leur passage, cortège derrière ses barrières ou ses barreaux pour leur laisser, le temps d'une halte, d'une cérémonie ou d'un déjeuner, le loisir de savourer les charmes d'un décor prestigieux, mais vide. Vide, purgé de sa vie quotidienne, de ses idées et de ses inquiétudes.

Judi 13 juillet, première glorieuse du Bicentenaire, où la chronique heureuse d'une transhumance huppée. L'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de littérature, confie en plissant les yeux de plaisir : « C'est un vrai bonheur de circuler sans arrêt, le long de trottoirs dégagés, de rues libres. » Et le ministre égyptien de la culture, M. Farouk Hosni, vient d'arriver de la capitale depuis ses études, ne se souvenant pas d'avoir « aussi bien apprécié Paris, ce joyau ». Judi 13 juillet ou une curieuse coïncidence pacifique à distance. Parallélisme presque parfait entre un voyageur privilégié et les Parisiens, sous les autres. La ville hors périmètre. Jamais ou presque, ils ne se rencontrent, ne se croisent.

Paris, devenue banlieue de la rive gauche de la Seine ou la place de l'Opéra, savait depuis longtemps son éviction de ces fêtes. Bonne fille, au fond, malgré des semaines de grève préventive, elle n'a nourri pas vraiment d'ombrage. La Bicentenaire est étrange. L'ambassadeur fort peu de temps la même zone et rend, aussitôt repart, sa liberté à la circulation, à une journée d'été sans bousculade.

Judi 13, de toute façon, paraît être un soir. Les Parisiens sont partis à la campagne ou marchent à pied dans ce centre interdit, ils sont sous terre, dans le métro. Paris ne boude pas. Elle affiche une sérénité de mise. Ceux qui sont restés partent à peine. L'imposant dispositif policier n'a pas placé la ville en état de siège, comme on le craignait. Il est comme ceux qui protègent : il se déplace d'ouest en est le long du fleuve.

Place du Trocadéro, d'abord. En un quart d'heure, en milieu de matinée, les rues adjacentes sont bouclées, les automobilistes détournés. La « parvis de la liberté » des droits de l'homme est « désinfecté » aux regards, entre le Musée de l'Homme et le Musée de la marine par une immense toile d'acier.

L'inauguration des commémorations, récit de la Déclaration de 1789, voulu par M. François Mitterrand dans un « style démodé », se fait entre soi, pour la trentaine d'invités prestigieux de la France. Les policiers sont encore nerveux. Mitterrand, avec la presse, mais ceux qui assistent à cette lecture et sont la lecture des articles de la liberté se laissent peu à peu gagner par l'émotion, sous un ciel d'azur. Paris s'étend au pied de l'Arc de triomphe, sous un ciel d'azur.

Jane Birkin, André Dussolier, des comédiens descendant un long plan incliné en récitant des extraits de textes de Condorcet ou de Sieyès. Des colombes de paix prenant leur envol. Des enfants déposent des remous devant la tribune. Belle cérémonie pour des symboles deux fois centenaires, avec la tour Eiffel en horizon. L'Orchestre de Paris joue une œuvre de François-Joseph

Gesec, composée pour les festivités de la Révolution. Instants de recueillement pour le chef de l'Etat, entouré de MM. George Bush et Houphouët-Boigny, pour M. Cory Aquino et M. Thatcher et de beaucoup d'autres.

12 h 35. Il faut quitter l'esplanade du Trocadéro. Les cortèges s'éparpillent. M. Thatcher est hué par quelques badauds. M. Aquino applaudit. Paris, à ses barrières, garde ses préférences. Le dispositif policier s'est défilé. La journée sera belle. Pourquoi s'écarter ? Les voitures officielles perdent leur bel ordonnancement. Des chefs d'Etat ou des ministres passent. Certains voudraient s'écarter dans cette ville pour eux réservés. Les Indes disparaissent. Un ministre camerounais n'arrive jamais au ministère de la culture, où il est attendu. Mais qu'importe ! Les dangers, déjà, paraissent se fonder dans la douceur de l'air et du décor.

### Le rodéo de George Bush

Un quart d'heure, c'est ce qu'il faut aux chefs d'Etat pour gagner l'Elysée, où M. Mitterrand les a conviés à déjeuner. Prévu pour ne composer qu'un seul millénaire, le cortège se rompt sans drama. Seule la protection du président américain conserve sa tension précautionneuse. George Bush ne profitera pas de la ville fantôme. Il s'y précipite à vive allure, précédé, suivi par des voitures qui filent toutes portes ouvertes. Son rodéo amuse les passants.

L'ouest a retrouvé sa tranquillité. La Bicentenaire, a rejoint ses quartiers familiaux, la présidence de la République, le Louvre, où M. Danielle Mitterrand reçoit les conjoints, le Palais-Royal où Jack Lang régalait cent vingt ministres et chefs de délégation. Paris empêche à l'habitude. On suit la progression de la noire caravane à l'oreille. Alors on s'arrête obliquement. Le désordre est plutôt au cœur du dispositif. Sur le parking du Palais-Royal, les invités se gèrent à la va-vite. Certains se trompent de déjeuner.

Gabriel Garcia Marquez avait envie de partager la repas des hôtes de Jack Lang. La protocole lui rappelle discrètement qu'il est assis aux côtés de l'épouse du président. L'écrivain s'assure à pied, revient pour le café, ravi de jouer des tours au programme officiel. Il y a bien longtemps qu'il a senti les deux policiers chargés de sa protection.

Que les jardins du Palais-Royal sont beaux, vos des tasses de thé, la saison restera des Mitterrand ! Sir Ewen Ferguson, ambassadeur du Royaume-Uni, se console de la froideur réservée à son premier ministre en regardant des jeunes gens prendre le soleil autour de la fontaine. Victor Flores Olse, président du Conseil national de la culture du Mexique, confie son désir d'aller marcher à pied, dans les rues, et de photographier son empire d'un jour.

L'épouse de Robert Maxwell, l'éditeur britannique, montre un rare talent de maîtresse de maison entre des ministres japonais, nigériens et pélistaniens. La Bicentenaire s'offre une pause au-dessus des colonnes de Buren. Les francophiles se recroisent des histoires de jeunesse, à Paris, quand la capitale, comme aujourd'hui, gas-



de sa paix, ses rues propres de Villeneuve.

Les déjeuners s'attardent. Les policiers ont renoncé à faire respecter les horaires. Dehors, des CRS n'ont plus le cœur à réguler la circulation. C'est calme, dit l'un d'eux, alors... Les cortèges avancent maintenant au pas. On perdrait même devant l'Elysée pour un après-midi de conversations bilatérales organisées par les services de la présidence. Il n'y a guère que George Bush pour croire encore Paris ville à l'histoire.

### Fouille magnétique des médianes

Le Bicentenaire défile enfin le centre pour le Bastille. Là, le dispositif policier montre les dents. Tireurs sur les toits, hélicoptères au sol, filtres sévères des deux côtés, les cortèges sont à l'ordre du jour d'inauguration de l'Opéra. La foule, peu nombreuse, est tenue à distance. Vers 17 heures, les ministres français, comme les médianes ou Catherine Deneuve, doivent se soumettre à la fouille magnétique d'un portail. Les sites de la Révolution ont quitté leur chères vieilles pierres pour s'aventurer dans le modernisme.

Et cela leur va moins bien. L'Opéra de la Bastille passe pour un lieu plus « sensible », avec des courbes de verre et de marbre. Les invités sont donc perdus plus d'une heure dans les égrées, un verre de champagne à la main. Même les heureux élus du Tout-Paris ne pourront approcher la caravane des trente-trois amis de la France. Les chefs d'Etat entreront les derniers. François Mitterrand et George Bush juste à l'heure de la représentation. L'Américain empruntera même une tente de toile blanche pour

le dissimuler dix mètres durant, du trottoir à la porte, à la vue d'un éventuel tueur.

Tout-Paris voudrait bien voir, et s'agace à attendre ainsi cet inaccessible Paris d'un jour. Enfin, les voici, apparus, comme dans un rêve, au balcon central de la grande salle, dans un ordre de préséance un peu flou. George, François et Cory paraissent ne plus se quitter. Ils sont assis au premier rang en compagnie de Michel Rocard. M. Thatcher nettement plus loin, comme placée sous la surveillance de M. Helmut Kohl. Autour d'eux, sorte de gardes du corps attentifs, MM. Bérégovoy, Fabius, Jospin, Dumas, etc. M. Pierre Joxe gouda son premier répit de la journée. On l'a vu partout arpenter le même trottoir que ses hommes.

### Etoiles et stars

Trop rapides braves. Le noir est mis. Le Bicentenaire et ses trente-trois occupants sont maintenant protégés par l'obscurité. Invisibles, dans le dos de la salle, jusqu'à l'ultime *Marseillaise* chantée par le plus beau plateau de solistes de renom qu'une commémoration puisse offrir. Etrange échange, égalitaire pour la première fois de la journée, entre des étoiles et des stars. Teresa Berganza, Barbara Hendricks, Plácido Domingo et Ruggero Raimondi s'inclinent devant les chefs d'Etat qui leur renvoient leur salut. Le président américain applaudit à se faire mal aux mains, étonné, du coin de l'œil, de trouver François Mitterrand trop sévère, comme un peu distant, pour un tel honneur de l'art à la gloire.

Le chef de l'Etat paraît vouloir quitter la salle antichauvaise, soucieux de sa propre ponctualité pour la fête suivante. Ailleurs,

Mais George lui fait signe de rester pour les rappels. George est visiblement heureux d'être à Paris, stylisé comme dans un film *made in Hollywood*, lui met le sourire en apôtre. Dieu que Barbara Hendricks est belle ! Dieu que tout ça, le Bicentenaire, ces cérémonies et tout et tout, est sympathique !

Mais il faut bien continuer, déménager encore. Direction le Musée d'Orsay pour une soirée de gala de belle tenue. Le « club », comme dit un diplomate, une nouvelle fois accueilli par Jack Lang, proposé aux marches des temples du Bicentenaire. Et quelques craintes pour les services du protocole : Gabriel Garcia Marquez devrait être placé à la table de M. Margaret Thatcher, en compagnie du premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi et de M. Bânazir Bhutto. L'écrivain n'allait-il pas relancer avec jubilation la conversation sur les dettes du tiers-monde ?

A chaque étape de cette croisière révolutionnaire ses soucis. On verrait bien. Après tout, la journée s'écroule sans une fausse note. L'important était d'abord de quitter le navire venant de l'Opéra-Bastille. L'Américain plongé dans sa longue limousine, le président français entouré de ses ministres, les autres formant la marche, vaillent la ville. De la place, le spectacle manque d'intérêt. « Il n'y a rien à voir que des bagnoles » dit un touriste de bon sens. Des bagnoles et des policiers, à nouveau plus détendus.

### L'accordéon d'Yvette Horner

Eux aussi s'échappent rapidement, oubliant déjà l'Opéra tout neuf, rangé au rayon des accessoires inutiles en moins d'une demi-heure. L'hélicoptère rouge de la Protection civile reprend son vol. Les barrières sont repliées, vite, vite vite, comme s'il y avait, pour la première fois, quelque scrupule à « squatter » un lieu trop symbolique du partage populaire. Et ce Bicentenaire finirait bien de nettoyer derrière lui.

Car Paris prend la mouche de cette captation de fête. Courtoise, la ville s'était poussée avec bonne grâce pour laisser les Bastille à son peuple, et le peuple s'empresse d'acquiescer. Sorti de terre, négligeant le périmètre sacré, venu de nulle part puisé d'une ville symboliquement confisquée, il se répand autour du Génie avant même la tombée du jour.

A minuit, il sont plusieurs dizaines de milliers à danser au son de l'accordéon d'Yvette Horner, cadets de la Ville de Paris. A dîner, plutôt à se presser, assis, du côté de l'Opéra-Bastille, sur les augustes marches de marbre foulées par les chefs d'Etat. Filant sans but souvent, mais présents. Soucieux de se réapproprier l'asphalte parisien, les places, les bois multiples. Pas vraiment tous très gais, mais dans la rue. Dans les rues interdites, justement, du Bicentenaire.

Il sont même place de la Concorde, à portée de pétards de l'Elysée, de l'Hôtel Clillon et de l'ambassade américaine. Ils se massent en nombre, remettant en ordre leur vieux décor des 14 juillet. Sur les Champs-Élysées, ils sont assis, couchés sur les tribunes du « défilé Gouda » qu'ils n'occuperont pas le lendemain.

Résumé du service des informations générales.

### L'inauguration de l'Opéra Bastille

## Soirée heureuse, acoustique radieuse

Après tant de batailles, tant de disputes, de décisions contradictoires, l'inauguration de l'Opéra Bastille, jeudi soir, a été un moment de paix et d'apaisement. La plupart de ceux qui avaient pris parti pour ou contre le projet étaient là et paraissaient heureux. Pour un jour au moins, on avait rangé les armes, tandis que rayonnaient les maîtres d'œuvre, ceux qui depuis six ans, contre vents et marées, ont érigé ce grand navire.

On retrouvait sans peine nombre d'amis et de têtes célèbres dans ce lieu clair, dépouillé de pompe et d'emmi, familier à l'image de tout cet édifice.

En entrant dans la salle, en effet, on est frappé par un sentiment de proximité. Les distances paraissent courtes de la scène au fond du parterre et les habitants des secondes galeries sont à l'échelle humaine. Les deux mille sept cents spectateurs peuvent se sentir frères dans cet opéra « moderne et populaire », qui a abîmé le rouge et l'or pour le gris bleuté des murs, le chêne du parquet, le jeu alterné du noir satiné et du bois de poirier pour les sièges. Certains trouvent cependant un peu ternes cette harmonie, qui me semble douce et propice au rêve.

### Une Marseillaise pétaradante

Confirmation de cette intimité, de cette présence des spectateurs les uns aux autres : lorsque entrent les gouvernants des pays invités, point n'est besoin de jumelles, à quelque endroit qu'on se trouve placé, pour reconnaître tous ces personnages autour du

président de la République qui apparaissent sur les belles vagues ardoises des galeries comme les Jupiter et les Junon des opéras baroques.

Tourneons du côté de la scène, où le rideau bleu nuit de Cy Twombly est parcouru d'ondes blanches comme des traces laissées par des avions ou des étoiles aux parcours capricieux. Tandis que retentit une *Marseillaise* pétaradante, modèle Ambroise Thomas, apparaît au fond de la scène un monument très étonnant, une immense chaise (d'anciens y verront la guillotine !) alignée par un tyran comme on en voyait aux gazouilles du temps de guerre. Étrange cadeau de Bob Wilson, qui devient de plus en plus impressionnant à mesure que les voiles se lèvent, libérant la profondeur scénique formidable des plateaux déjà fameux de l'Opéra Bastille. Une superbe entrée en matière.

Puis vont se succéder à un rythme soutenu quelques-uns des plus grands chanteurs d'aujourd'hui mis en scène, avec une sobriété parfois très spectaculaire, par Wilson devant des toiles abstraites aux ciels brouillés, tournoyants, frémissant de mille javelots ou captant lumières et couleurs violentes sur de vastes figures géométriques.

Ruggero Raimondi arrive en premier devant un public insuffisamment chauffé pour que son « Vœu d'or » (de Faust) produise autant d'effet qu'une chanson de Renaud. Drôle d'ouverture pour l'Opéra Bastille en présence du président de la République : « Et Satan conduit le bal ».

Mais tout de suite après, c'est un instant de grâce qui révèle d'embée

en cette salle un lieu idéal pour les rossignols, avec Jean Anderson dans le *Pardon de Phlorentin*, de Meyerbeer. Une exquise pureté sonore, les roulaides qui interrogent les échos de tous côtés, les crescendo, les dégradés, tout est net, limpide, liquide, sans mille stérécures.

Et l'Orchestre de l'Opéra, mené tambour battant par Georges Frétre dans l'ouverture de *Corneille*, mais avec une telle plasticité lyrique dans tous les airs, va confirmer la qualité probablement exceptionnelle de la salle. La sonorité charnue, vivante, ni cotonneuse ni électronique, qui prouve l'excellence des calculs et des matériels choisis.

Des répliques seront cependant nécessaires : l'orchestre paraissant un peu trop haut dans le fosse, mais il était bon qu'il fût à l'honneur pour le tout premier soir ; et sur le plateau, à certains endroits, une partie de l'aura des chanteurs semblait s'évaporer vers les cintres.

Il n'est pas possible ici de détailler chacune des parties de cette soirée offerte à cette première soirée (1) après Jean Anderson, le terrible « Athanor » d'Alain Fournier, Shirley Verrett, hétéroclite, invoquant les divinités du Styx ; Plácido Domingo et les superbes chœurs de l'Opéra, brisant les chaînes de Samson et du peuple juif, avant qu'Elizabeth Patel et Manuel Legris dansent la bacchanale du même « Samson », une chorégraphie bien fade.

La seconde partie allait crescendo avec Alfredo Kraus, sublime prince du style, Jean-Philippe Lafont étonnant dans la « Habenera » de *Corneille* une fabuleuse robe rouge de Christian Lacroix (2) ; Barbara Hendricks, la Juliette de Gounod, autre

rossignol exquis. Enfin, Martine Dupuy, bouleversante dans l'air de Marguerite de Berlioz, traité par Bob Wilson comme il en a le secret, et qui est comme le présage de toutes les émotions que nous promet le nouvel opéra.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Il est très regrettable que la télévision n'ait autorisé ni le son des artistes, ni les airs qu'ils chantaient.  
(2) Chaque chanteur était habillé spécialement par un grand couturier : Ugure, Kunz, Talarzi, Givency, Lacroix, Dior et Yves Saint Laurent.

## Trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement invités

Voici la liste des chefs d'Etat et de gouvernement présents aux cérémonies du Bicentenaire :

**Afrique.** — Côte d'Ivoire : Félix Houphouët-Boigny ; Djibouti : Hassan Gouled-aptidon ; Egypte : Hosni Moubarak ; Gabon : Omar Bongo ; Madagascar : Didier Ratsiraka ; Niger : Ali Saibou ; Ouganda : Yoweri Kaguta Museveni ; Sénégal : Abdou Diouf ; Togo : Gnassingbé Eyadéma ; Zimbabwe : Robert Mugabe ; Cameroun : Paul Biya ; Mali : Moussa Traoré ; Zaïre : Joseph Désiré Mobutu.

**Amérique.** — Brésil : José Sarney ; Canada : Martin Brian Mulroney ; Etats-Unis : George Bush ; Mexique : Salinas de Gortari ; Uruguay : Julio Maria Sangu-

netti ; Venezuela : Carlos Andres Perez.

**Asie.** — Inde : Rajiv Gandhi ; Japon : Sosuke Uno ; Pakistan : Benazir Bhutto ; Philippines : Corason Aquino ; Bangladesh : Hossain-Mohammed Erhad.

**Europe.** — RFA : Helmut Kohl ; Grèce : Christos Sartzetakis ; Irlande : Patrick Hillery ; Italie : Ciriaco De Mita ; Portugal : Mario Soares ; Royaume-Uni : Margaret Thatcher ; Chypre : Georges Vassiliou ; Yougoslavie : Jancz Dmosek.

Le secrétaire général des Nations unies : Javier Perez de Cuellar.

Le président de la Commission des Communautés européennes : Jacques Delors.

### « Le plus populaire des bals popus »

## Billancourt, à contretemps

Sur la façade blafarde et mal éclairée, la Régie inscrit son sigle en lettres majuscules. De temps à autre, des lambeaux d'un feu d'artifice éteint allument le ciel de leurs mauves. Sous le ciel de Billancourt, un petit bal comme tant d'autres vient de s'ouvrir. Comme tant d'autres s'il n'y avait, derrière l'estrade où joue à présent l'orchestre, les hauts murs et l'entrée de l'usine Renault. Comme la toile peinte de quelque décor de théâtre oublié.

Difficile de reconnaître, parmi les danseurs qui s'évertuent à réussir leur *paso doble*, les fameux « dix de Billancourt ». Ils se sont fondus parmi la foule du « plus populaire des bals popus ». Car, Gisèle Moreau l'a rappelé au nom du PCF (organisateur de ce « bal de la liberté » en faveur des « dix », ce n'est pas à la Bastille mais sur le paré de Billancourt que « vibrent les idéaux de la Révolution française ».

Un travailleur immigré, venu, comme beaucoup d'autres, égarer un peu sa soirée banlieusarde, somme ses voisins d'éconter plus attentivement et scandé son approbation à coups de « Bravo, madame » ! Comme le millier de sympathisants, il applaudit vigoureusement lorsque l'on décide, dans un élan populaire calculé, de rebaptiser l'endroit « place de la Liberté et de la Citoyenneté dans l'entreprise ».

Lorsque la danse reprend ses droits, beaucoup prennent déjà le chemin du retour. Sous les ampoules bien-blanc-rouge, l'orchestre de Jo Privat veille à l'amusement des danseurs persévérants. Jamais la houle qui ailleurs fait tanguer la place de la Bastille n'a été aussi loin de ces quelques couples-là.

J. R.



## Bicentenaire

Le centre de presse  
de la Défense submergé

Panique totale, jeudi 13 juillet, au centre de presse installé à l'Arche de la Défense et destiné à accueillir aussi bien les journalistes « couvrant » les cérémonies du Bicentenaire que ceux chargés de rendre compte du sommet des Sept : il fallait plusieurs heures pour obtenir le badge d'accréditation distribué par les services du Quai d'Orsay mais dont la conception, très sophistiquée, avait été supervisée par le ministère de l'Intérieur. Les machines fabriquant les badges étant tombées en panne, une partie de bras de fer eut lieu entre le Quai d'Orsay, soucieux de donner satisfaction, fût-ce tardivement, aux journalistes et la place Beauvau. Pour une fois, c'est le Quai d'Orsay qui a gagné et plus d'un millier de journalistes — sur un total de sept mille — ont été pourvus de bons vieux badges d'autrefois, dépourvus de tout code magnétique...

## Les badges épinglés

A la salle de presse de l'Arche comme au ministère des affaires étrangères, qui était chargé de centraliser les demandes d'accréditation, on incrimine avant tout leur nombre inattendu et tardif ainsi que la sophistication du badge qui ne peut être fabriqué que... sous certaines conditions climatiques.

Carré de plastique comparable, mais en plus grand, à une carte de crédit, le fameux badge a été conçu par la Société d'études techniques et d'entreprises générales (Sodeteg), maison spécialisée dans l'ingénierie, qui s'en montre assez fière. Il comporte, outre la photo du titulaire, son nom et celui de son journal, une piste magnétique portant diverses indications codées destinées à être déchiffrées par lecteur magnétique. La photo comme les indications alphanumériques portées sur le badge ont été saisies par l'informatique, selon un procédé semblable à celui utilisé pour la confection de la carte d'identité informatisée.

La résine dans laquelle l'une des causes des retards observés. La délicatesse de la confection du badge, confiée à une société dont la Sodeteg, « pour des raisons de sécurité », refuse de donner le nom, nécessite l'utilisation d'ordinateurs qui ne travaillent bien qu'à température constante et modérée, ce qui suppose, par grande chaleur, des appareils de réfrigération. Apparemment modeste, la société

qui fabrique le badge semble en être dépourvue. La Sodeteg observe, par ailleurs, autour de cette carte si convoitée un mutisme profond, refusant de donner la moindre indication, toujours au nom de la « sécurité », sur le contenu de la zone magnétique illisible au profane. Sans doute cette attitude réservée est-elle à mettre en relation avec les circonstances dans lesquelles la carte a été fabriquée.

Constituée à partir d'un fichier informatisé et centralisé, la fabrication de la carte aurait dû faire l'objet d'un avis préalable de la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL). Or, contrairement à la loi, cet avis n'a pas été sollicité par la Sodeteg. Le CNIL compte d'ailleurs demander des explications sur ce surprenant « oubli ».

Interrogés mercredi 12 juillet, les responsables de la Sodeteg ont refusé d'indiquer les conditions de fabrication de la carte de même que le montant du contrat qu'ils ont passé avec le ministère des affaires étrangères pour sa confection. Filiale de Thomson, la Sodeteg a pour président M. Michel Iches et pour directeur général, M. Etienne Avic, époux de M<sup>me</sup> Edwige Avic, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères.

G. M.

## Le congrès mondial de la Sorbonne

## Voies nouvelles pour l'histoire de la Révolution

Michel Vovelle peut être considéré comme le maître à penser du congrès mondial sur l'histoire de la Révolution, réuni à Paris entre les 6 et 12 juillet et ouvert par le président de la République, à été une belle réussite (Le Monde du 6 juillet). Par les présences, d'abord : près d'un millier de participants et d'auditeurs inscrits, quarante-trois nations représentées, deux cent soixante-trois communications publiées en trois forts volumes dès avant la tenue des assises (1). Mais plus encore par son apport intellectuel.

Le thème choisi, pour large qu'il fût, permettait de renouveler plusieurs questions classiques. En premier lieu, celle de la présence de la Révolution française hors de France, approchée ici sans dépendance obligée à l'égard du vieux modèle de la révolution atlantique et démocratique. En reprenant le transfert des concepts et des symboles, et les supports concrets de leur circulation (par les journaux, les traductions, les visiteurs et les voyageurs) ; en dressant une géographie de la référence à l'événement — parfois surprenante : ainsi pour le monde latino-américain, la Révolution est bien plus celle de Saint-Domingue que celle de Paris ; en montrant comment la lecture de 89 ou 93 est constamment refaçonnée par les révolutions ultérieures (1830, 1848, 1871) et par l'instauration définitive de la République, le congrès a souligné l'efficacité historique de longue durée de la mémoire de la Révolution française.

De ces modalités multiples de la référence, de nombreux exemples ont été donnés. Parmi les plus spectaculaires sont sans conteste les réécritures successives des manuels d'histoire : par exemple en URSS où la Révolution, qualifiée de « Grande Révolution française » en 1922, n'est plus qu'une « révolution bourgeoise » à l'époque stalinienne avant de retrouver ses majuscules et sa grandeur au début des années 70. Ou encore au Mexique, où la révolte étudiante de 1968, durement réprimée, laisse sa marque dans les manuels qui ne célèbrent plus les principes universels de la Révolution mais, seulement, dressent le bilan achevé de son œuvre nationale.

Une idée fondamentale semble avoir porté implicitement toute la réflexion du congrès : que les lettres symboliques, faites des affrontements entre les images des groupes ou les pouvoirs donnent d'eux-mêmes et celles qui leur sont, contre leur gré, imposées, sont aussi décisives que les luttes immédiatement économiques et sociales.

FINALEMMENT L'ANNÉE PROCHAINE  
LE RENDEZ-VOUS POUR LE  
BICENTENAIRE.



Le constat peut paraître paradoxal pour une rencontre volontiers décrite comme inspirée par la plus rigide et la plus classique des interprétations sociales. Il n'en a rien été. Le congrès a été avant tout attentif aux instruments spécifiques, aux stratégies particulières, aux lexiques propres de ces luttes de représentations.

L'événement  
et sa représentation

De là, tout un faisceau d'études consacrées à la manière dont, pendant la Révolution même, par les campagnes de pamphlets et de caricatures, la destruction symbolique du roi, des nobles, des clergés, réfractaire puis constitutionnel, autorisait et légitimait par avance la déchéance du souverain, la violence anti-autocratique ou l'offensive déchristianisatrice. Présentes à toute époque, les lites de représentations ont sans doute un impact particulier dans une société

qui, comme celle de la fin du dix-huitième siècle, construit les identités à partir des apparences et où, malgré l'accroissement de la circulation de l'information, la connaissance des événements en leur réalité demeure difficile, partielle, invérifiable — plus en tout cas qu'à l'âge des médias audiovisuels. L'événement est donc ce que les récits en disent et la légitimation comme le discrédit des pouvoirs et des groupes dépend directement des images et des mythes les plus puissants et les mieux reçus.

Des images  
concurrentes

Dans cette perspective, le congrès a accordé une grande place à l'histoire des pratiques politiques révolutionnaires comprises comme l'invention de principes, de concepts et d'institutions radicalement neufs au sein d'une culture où les habitudes mentales et les comportements collectifs demeurent durablement ceux de la tradition. Colin Lucas a ainsi mis en évidence, la tension perpétuelle entre les mécanismes de la démocratie parlementaire et les cadres hérités, communitaires et associatifs, dans lesquels s'inscrivent les pratiques de la sociabilité politique populaire.

Le congrès a été aussi un passionnant observatoire historiographique, confirmant les évolutions profondes de la recherche soviétique, débarrassée de ses concepts de bois et largement ouverte à toutes les révisions, attestant l'importance des travaux menés dans les deux Allemagnes sur le langage et la symbolique révo-

lutionnaires, démontrant la vitalité de l'école japonaise, invitant à une comparaison fructueuse entre deux modèles de transformation politique : celui de la Révolution française et celui de la Révolution (certains préfèrent dire Réforme ou Restauration) Meiji.

Il y a même eu, en ces journées, une vraie découverte, qui ne plaira pas à tout le monde : un historien allemand, Fred Schrader, a en effet montré, archives en main, les liens étroits, personnels, épistolaires et intellectuels, qui liaient avant 1914 Augustin Cochon, le chartiste catholique et antirépublicain, né dans la grande bourgeoisie orléanaise, et Albert Mathiez, le normalien socialiste et athée, issu de paysans comtois.

A petite échelle, le congrès mondial aura donc démontré que rien n'est jamais simple dans le champ de l'histoire de la Révolution française. Sur le socle de ses acquis, des recherches nouvelles pourront se déployer, considérant, dans le temps bref de l'événement comme dans celui, ouvert, de sa postérité, les affrontements nouveaux autour des représentations contradictoires autour des images concurrentes, comme un ressort essentiel du procès historique.

ROGER CHARTIER.

(1) *L'Image de la Révolution française. Communications présentées lors du congrès mondial pour le Bicentenaire de la Révolution. Sorbonne, Paris, 6-12 juillet 1989*, dirigé par Michel Vovelle, Oxford, Pergamon Press, 3 tomes, 2336 pages. Un quatrième tome, comportant les textes de tous les rapports de synthèse, sera publié à la fin de cette année.

## AGENDA

## A Paris

## EXPOSITIONS

« Le Panthéon : de l'église de la nation au temple des grands hommes ». — L'histoire de l'œuvre de Soufflot et de ses symboles. Jusqu'au 30 juillet, tous les jours de 10 h à 18 h. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. 75004 Paris. Tél. : 42-74-22-22.

« Les événements du Bicentenaire ». Au cœur de la Cité des sciences, dans le nouvel espace de l'Inventarium, six expositions de six régions de France retracent les deux cents ans de vie quotidienne qui nous séparent de 1789. Du 16 août au 12 novembre. Les mardi, jeudi et vendredi de 10 h à 18 h, les mercredi de 12 h à 21 h, samedi et dimanche de 12 h à 20 h. Cité des sciences et de l'industrie, 28-30 avenue Constantin-Carlier, 75019 Paris. Tél. : 40-06-70-00.

« Les Marianne ». — La déesse républicaine, de la Révolution à nos jours. Du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Ferme

de Bel Ebat, mairie de Guyencourt, 78280. Tél. : 30-43-33-18.

## THÉÂTRE

« Mirabeau et le désenchantement comique ». — Une création de Michel de Maistre. — En avril 1789, le « Théâtre du désenchantement comique » souffre de la tyrannie d'un contrôleur du roi. Mirabeau vient alors prendre sa défense. Jusqu'au 30 juillet, tous les jours sauf le lundi, à 20 h 30, le dimanche, à 15 h 30. Théâtre Fontaine, 10 rue Fontaine, 75009 Paris. Tél. : 48-74-74-40.

## MUSIQUE

« La Légende de Joseph en Égypte ». — Musique d'Etienne Méhul, textes chantés d'Alexandre Duval, mise en scène de Pierre Jourdan. — L'histoire biblique de Joseph, un opéra de Méhul, considéré comme sa plus grande œuvre. Un grand musicien de l'époque révolutionnaire à découvrir ou à réentendre. Les 10 et 17 juillet, à 20 h 30, théâtre Renaud-Barrault, rond-point des Champs-Élysées, 75006 Paris. Tél. : 42-56-60-70.

## Rhône-Alpes

## EXPOSITIONS

« Les Lyonnais pendant la Révolution ». — La « Commune effrénée » et ses habitants pendant la période révolutionnaire. Un regard sur une ville durablement chahutée après la révolte fédéraliste. Jusqu'au 9 janvier, tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 18 h. Musée historique, place du Petit-Colle, 69005 Lyon. Tél. : 78-42-05-61.

« 1789-1889, deux siècles de conquête populaire du savoir ». — Ecole et enseignement de la Révolution à nos jours, avec une reconstitution d'une salle de classe du dix-huitième siècle. Jusqu'au 30 septembre, tous les jours, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Musée Aitice Taverne, 42820 Ambérie. Tél. : 77-65-60-99.

« La Savoie et la Révolution ». — L'hospitalité des Savoyards et de leur roi Victor-Amédée III à l'égard de la Révolution, jusqu'à l'annexion par la France en novembre 1792. Jusqu'au 31 décembre, tous les jours de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Conservatoire d'art et d'histoire, 18, avenue du Trésun, 74000 Annecy. Tél. : 60-51-02-33, visites guidées : 50-45-00-33.

« Notre village en 1791 ». — Reconstitution du village de Sédron à la fin du dix-huitième. Du 14 juillet au 20 août, tous les jours sauf le lundi et le jeudi, de 10 h à 12 h et de 16 h à 18 h. Bibliothèque intercommunale, rue Principale, 28560 Sédron. Tél. : 76-80-57-48.

« La mémoire japonaise » ou l'imagerie révolutionnaire à l'école. — Dans des salles d'école reconstituées est présenté un échantillon de l'imagerie révolutionnaire dans les manuels scolaires en usage sous la

III<sup>e</sup> République. Des montages audiovisuels traitent des thèmes privilégiés, l'utilisation de jeux d'époque ou reconstitués permet aux enfants de faire l'apprentissage de leur passé. Jusqu'au 17 juillet, du mardi au vendredi, de 10 h à 19 h 30 et le samedi de 10 h à 18 h 30. Bibliothèque municipale, 30, boulevard Vivier, 69003 Lyon. Tél. : 78-62-85-62, 42-01-42-01.

## MUSIQUE

« Le Dialogue des carmines ». — Opéra (d'après l'œuvre de Georges Bernanos) de Francis Poulenc, mis en scène par Félix Loea. La Terreur déchaînée, la peur et l'héroïsme en Révolution. Les 12, 14 et 15 juillet, à 21 h. Église de Brou, 01000 Bourg-en-Bresse. Tél. : 74-22-42-24.

## SON ET LUMIÈRE

« Chronique d'un temps d'espoir ». — Un spectacle en huit tableaux retraçant la vie des paysans à Allan pendant la Révolution : 130 figurants et cavaliers participent à cette fresque historique. Les 28, 29 et 30 juillet, à 22 h. Au pied du village féodal d'Allan, 28780. Tél. : 75-48-60-82 ou 75-01-00-20.

« Pays de Savoyard, entre monarchie et république ». — Manifestation organisée par l'association Renaissance, qui retrace les événements régionaux de 1789 à la Terreur. Du 11 au 16 août, tous les soirs à 21 h 30. Château de Frangy, 74270. Tél. : 50-55-55-05.

★ *Ministère de l'Éducation nationale*. — La Mission du Bicentenaire propose des informations sur Minut (taper 3616 puis 889) : six mille réalisations et manifestations répertoriées dans toute la France.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PARIS ayant déjà tendance à se prendre pour le centre du monde, le semaine en cours n'aura rien arrangé à son hypertrophie de l'ago. Qu'il s'agisse des événements provinciaux que sont les arrivées de chefs d'État, le sommet des plus riches d'entre eux, « le » défilé de Jean-Paul Gaultier, le feu d'artifice (égaré, bien sûr), ou qu'il s'agisse des signes intangibles que représentent les nouveaux et colossaux bâtiments qui ornent désormais Paris, avec, par ordre d'entrée en scène : la Pyramide, l'Arche et la Bastille, prison en nymphose devenant opéra, lesdits bâtiments consacrés, sinon baptisés, par lesdits événements.

Qu'on l'abhorré, cette semaine, ou que, tout bourgeoisement, on s'apprête à braver les foules, c'est-à-dire soi-même, pour participer aux réjouissances et regarder, les yeux écarquillés, ce qui, bientôt, sera, dans le paysage de la capitale, aussi invisible que la Louvre, la Conciergerie, l'Arc de Triomphe ou même le tour Eiffel, il serait au moins juste de reconnaître qu'on ne revient pas de si tôt, de par le monde, un aussi gigantesque et tonitruant bordel.

Pour une fois, les journaux, et leur progéniture la radio et la télévision, ne peuvent être accusés d'en remettre lorsqu'ils décrivent par pages entières les étendues des préparatifs et le gigantisme de l'intendance. Pour un coup de pub, c'est un coup de pub.

Où, cela coûte cher (encore que pas tellement, si l'on y réfléchit un brin). Mais il faut aussi se dire qu'une telle opération de promotion est destinée à durer cent ans, jusqu'au tricentenaire de 2089, et que, dès lors, à la mesure du temps et de l'inflation, cela ne représente pas grand-chose par tête de pipe. Certes, sur les quatre ou cinq générations qui composent un siècle, il n'y en aura qu'une pour régler l'addition, mais comme elle sera aussi la seule à vivre le spectacle, tout en étant l'acteur, c'est plutôt équilibré.

Car la question n'est pas tellement de savoir si — à la dimension budgétaire d'un pays qui n'est tout de même pas sans moyens — la restauration du Louvre a coûté 1 milliard de trop, si l'argent consacré à l'Arche de la Défense aurait été mieux employé en l'affectant à la construction de quelques tronçons d'autoroute, si l'Opéra Bastille devait voir ses crédits transférés sur la protection de la valse-musette, ou si l'on peut être assuré que ces bêtises feront autant pour la réputation et le rayonnement de Paris que l'inutilissime tour Eiffel lorsqu'elle fut érigée, dût-on dire « hélas ! » à propos de cette dernière.

UNE ville qui ne bouge pas, osera-t-on même : une ville qui ne change pas, est une ville en déclin et bientôt une ville morte. Le mieux qui puisse lui arriver est de devenir un musée (Rome vit ainsi, morte), mais en perdant son statut et son rang de ville, sans même devoir s'interroger sur son état de capitale. Une capitale ne le demeure qu'elle ajoute à son passé en forme de rêve, un présent en forme de vie.

« Etienne-moi », ce n'est pas seulement la recommandation de Diaghilev au jeune Cocteau, c'est aussi ce qu'un Français doit sursurer à sa Ville-Lumière, surnom qu'il serait opportun de se remettre en mémoire plutôt que de ronchonner sur les « embarras de Paris », qui, faut-il le rappeler, sont si coutumiers que Boileau s'en plaignait déjà.

## Capitale

C'est vrai que ces embarras-là sont agaçants, essentiellement parce qu'ils sont organisés en faveur d'une poignée de dirigeants et que, en cette période anniversaire de l'abolition des privilèges, ça le fiche mal. C'est vrai que cette profusion, ce luxe, cette opulence, ont de quoi irriter : qu'ils ont quelque chose de contradictoire avec cette religion des droits de l'homme et du tiers-monde, dorénavant mariés pour se donner mutuellement vie, dont M. François Mitterrand se veut le champion.

Mais, honnêtement, imaginez-on d'inaugurer ce Paris nouveau en carminé, en y invitant les bossus, les bancoches et les filles laides ? Voulez-vous que ces monuments fussent déclarés ouverts et en fonctionnement par un communiqué de presse de cinq lignes et un arrêté au Journal officiel ?

Pour exaspérer qu'il soit, a fortiori pour ceux qui n'y sont pas conviés, guère moins pour ceux qui sont appelés à y participer, c'est aussi cet incommensurable cirque qui fait de l'inauguration d'un nouveau paysage ce qu'elle devait être.

Les dirigeants de l'opposition, ou du moins la plupart d'entre eux, ont fait connaître qu'ils n'assisteraient pas (entre autres) au défilé qu'il a été demandé à Jean-Paul Gaultier de mettre sur pied.

Qu'il soit bien clair, d'abord, que tout le monde s'en fout. Évidemment. Y compris leurs électeurs, que cela n'empêchera pas d'aller se presser sur le parcours ou de regarder la fête à la télévision, au même titre que des électeurs de gauche restèrent chez eux parce que ce genre de manifestation n'est pas leur tasse de thé. Et après ? Ces dirigeants ne comptent tout de même pas sur cette bouderie en forme de jalousie pour faire croire à l'austérité de leurs mœurs. Ils ne comptent pas davantage, souhaitons-le pour leur avenir, sur ce genre de comportement pour remonter leurs électeurs défilants. Dans le cas contraire, ils ne seraient pas au bout de leur peine.

Et ceci, aussi : supposons un instant que M. Mitterrand ait été défilé en 1988 et M. Chirac élu, ou M. Barre. Il y a 1 milliard à parier contre un bouton de culotte que les choses se seraient passées identiquement de la même manière. Si, par un coup de baguette magique du tout, M. Chirac ou M. Barre avait été à la place de M. Mitterrand, fût-ce sans tenir compte de l'orgueil personnel, aucun d'eux n'aurait voulu que la République se célèbre en paraissant s'écrouler. Alors, dansons.

C'EST évidemment l'éclat de cette semaine qui incite certains à entamer une manière de chantage sur un thème dont chacun apprécie l'élégance : ou bien il est donné satisfaction à mes revendications ou bien je bouillotte la fête. Au premier rang de cause-là, les « dix » de Rocard, qu'il n'est plus besoin de présenter puisqu'ils l'ont fait eux-mêmes, à proximité du domicile de M. Mitterrand, avec une délicatesse qui n'a échappé à personne.

Par deux fois, le Parlement les a blanchies, par deux fois le Conseil constitutionnel a jugé que ce n'était pas juridiquement possible. Ce Conseil est une juridiction. Il n'est donc pas convenable qu'un pouvoir politique, oubliant d'anciennes réminiscences sur ce terrain, attende de lui qu'il prenne une décision politique.

Or, en annulant les « dix » pour la deuxième fois, le Parlement (et ses éventuels inspirateurs) ne pouvait ignorer 1) que le vote émis serait déféré au Conseil constitutionnel ; 2) que ce dernier confirmerait ce qu'il avait décidé voilà un an. Autrement dit, le Parlement a feint de prendre une décision qui n'aurait eu d'autre effet que de transférer sur lui des responsabilités qu'il n'a ni le pouvoir ni le droit d'exercer. Persévérer dans ce petit jeu, c'est, à terme, condamner une institution qui n'est pas entrée sans mal dans le fonctionnement ordinaire de la V<sup>e</sup> République.



هكزامن الأمل

... Le Monde • Samedi 15 juillet 1989 9

***– Les hommes naissent libres  
et égaux en droits...***

*(Mais rien ne les empêche d'être différents)*



***Cartier***  
L'ART D'ÊTRE UNIQUE

PARIS LONDRES NEW YORK TOKYO GENÈVE MILAN





Symboles 1789

## L'Assemblée nationale

par Ran Halevi (\*)

La naissance de l'Assemblée nationale, le 17 juin 1789, signe de la mort de l'absolutisme. En inscendant cette dénomination inédite sur son drapeau, le Tiers État balaie l'idée de droit divin dont l'ancienne monarchie a tant abusé, et restitue à la nation ses droits imprescriptibles : il baptise la Révolution française par un acte de souveraineté. Le plus surprenant dans cette insurrection, c'est qu'elle surgit d'une assemblée sans traditions, sans règles, sans chefs, sans partis, et qui s'est éduquée en quelques semaines aux procédures parlementaires et à la délibération politique. La voici qui déclare la nation souveraine et qui commence à légiférer dans l'universel pour faire le contrat social de fond en comble sur les principes de la volonté raisonnable.

Ce qui devient Assemblée nationale, ce ne sont donc pas les États généraux, organe impuissant d'un système représentatif en décadence, mais le Tiers État, qui va progressivement s'agréger les membres des ordres privilégiés, mais à titre individuel, et comme députés de la nation. En cela, les Communes interviennent, et avec quelle précision, le livre imaginaire quelques mois plus tôt par Sieyès, leur prophète. Si le Tiers État ne peut à lui seul former les États généraux, écrit l'abbé dans *Qu'est-ce que le Tiers État ?* « Eh ! tant mieux ! il composera une Assemblée nationale ».

Il faudra, pourtant, de laborieuses discussions et une forte pression extra-parlementaire pour que les Communes se rendent à cette violence logique. C'est que la scène inaugurale de la Révolution partage — déjà — les patriotes. Plus d'un républicain, par souci légitime ou pour des raisons pratiques, a « coupé le câble ». Mirabeau lui-même va déployer toute la magie de son éloquence pour prévenir un coup de force qui ferait sortir l'Assemblée des limites de son titre : dire que le Tiers est la nation, ce serait ôter le roi, encourir la réprobation du peuple et entraîner « le déchaînement de toutes les vengeances, la coalition de toutes les aristocraties, et la hideuse anarchie, qui toujours ramène au despotisme ».

Mais les alarmes du grand tribun restent sans écho. La formule qu'il propose — « représentants du peuple français » — soulève un tumulte de protestations. Les modérés refusent de le suivre, qui ne sont pas davantage écoutés. Le ressort de l'événement leur échappe déjà.

A lire, aujourd'hui, les arguments échangés au cours de ce mémorable débat, on ne peut dire que les députés du Tiers aient pris leur décision sans en saisir le caractère révolutionnaire. Mais ils n'en mesurent pas sur le moment toute la portée, que les mois et les années suivantes allaient dévoiler. La constitution de l'Assemblée nationale bouleverse en effet le principe même du droit public français : bien avant que ne tombe la Bastille, les privilèges soient abolies et les droits de l'homme consacrés. Elle donne à la nation souveraine, sur le roi, un privilège d'antériorité ; elle attribue à l'Assemblée, et à elle seule, l'expression de la volonté de la nation.

Dorénavant, la nation est une entité indivisible qui exclut toute forme d'appropriation partielle ; de même que l'Assemblée ne figure plus un simple organe délibérant, comme ce fut le cas depuis la première réunion des États généraux. Jusque-là simples négociateurs auprès de la cour, les députés deviennent un corps souverain, délibérant et décrétant pour le compte de la nation.

C'est sur ce socle juridique et politique que la Révolution va reconstruire le vieux royaume. C'est à partir de là aussi qu'elle va à la rencontre de ses grands dilemmes, écartelée désormais entre l'inséparabilité des droits de la nation et la souveraineté de sa représentation, héritée de celle du roi.

(\*) Ran Halevi a présenté, avec François Furci, et animé les *Orateurs de la Révolution française*, tome 1. Les Constituants, « La Pléiade », Gallimard, 1989.

Nous publions aujourd'hui et demain un texte inédit de Jean Guéhenno sur la Révolution française. Ces pages de l'essayiste (1890-1978) ont été rédigées en juillet-août 1939 pour le cent cinquantième anniversaire de l'événement. Le coup de gong de la guerre les a interrompues. Jean Guéhenno écrit lui-même, le 6 juillet 1939, à Romain Rolland : « Je suis plongé pour le moment dans les mémoires et les documents sur 1789. La Révolution m'y apparaît comme une irrésistible force logique et loyale. Sommes-nous désormais incapables de croire en notre raison et en notre loyauté ? »

La France fête le cent cinquantième anniversaire de la Révolution. Mais tout se passe comme si elle avait un peu honte. C'est qu'un gouvernement, il faut l'avouer, est dans un cas difficile, qui se trouve devoir exalter, comme le principe même de son établissement, un acte, un mouvement, une ardeur exemplaire qui perpétuellement menace de ruine tous les gouvernements, et lui-même. Donc le gouvernement a décrété des fêtes, mais ce n'a pas été sans scrupules. Des fêtes, il le sait bien, des fêtes, surtout, ne sont jamais que ce que les fait le peuple. Si la fête n'est pas dans le cœur même du peuple, c'est en vain qu'un gouvernement mobilise tous ses présidents, tous les grands corps de l'État, et tout le monde des lettres, des sciences et des arts, et ses avocats, et ses canons, et ses régiments, et toutes ses troupes et tous ses tambours... Mais quel danger d'autre part à laisser faire le peuple, à laisser s'échauffer son vieux cœur !

Un gouvernement ne demande pas mieux que de commémorer. C'est une de ses fonctions. La mémoire nationale, il le croit du moins, est un monde mort sur lequel il a tous les droits. Il choisit entre les morts, fait comparaître un instant ceux qu'il lui plaît sur le grand théâtre de la conscience politique, leur fait dire tout juste ce qu'il veut, leur coupe à son gré la parole : un salut à droite, un salut à gauche, et les morts, avides qu'ils sont de vivre encore, s'en retournent gronder la fin de leurs discours dans les longues galeries des bibliothèques et des musées.

### Comme un espoir secret

Ah ! s'il n'y avait que les morts à administrer ! Jamais ils ne vous font d'histoires. Mais il y a les vivants, ces vivants qui sont, comme ils disent, la mémoire nationale, et Dieu sait ce qu'ils peuvent vouloir ! Les vivants sont bizarres, les vivants sont baroques et mystérieux, imprévisibles et jamais contents.

Le plus grand service justement qu'un gouvernement attende des morts, c'est qu'ils l'aident à gouverner, à endormir, à amortir cette terrible volonté nationale. Des fêtes et des commémorations, si elles sont bien réglées, peuvent en ce point être très efficaces. Faites lever de la nuit du passé de grands songes. Proposez-les aux citoyens : le temps qu'ils passent à rêver, ils ne le passeront pas à vouloir. Moins le citoyen veut et plus le gouvernement est tranquille. Combles donc le citoyen de tous les biens des morts, doulez-le de toutes leurs vertus, habillez-le de leurs défroques, mettez-lui une pique en main et qu'il porte, en rêve, la liberté à tous les peuples de l'Europe, accrochez-lui pour une journée sur la poitrine la croix d'honneur. Voilà notre homme heureux, un peu fier, et pour quel temps tranquille, bon citoyen, sujet soumis. Tant d'honneurs dans le passé le distraient de penser à celui qui lui manque aujourd'hui.

Peu de fêtes ont autant d'attrait pour le peuple que les cavalcades historiques. Chacun est pressé d'y jouer son rôle. Toutes les cossettes d'Orléans ont rêvé d'être au moins un jour Jeanne d'Arc et d'entrer dans la ville l'oriflamme au poing, sur un cheval blanc ; tous les apprentis, pour lui faire accueil, d'être le dauphin monté sur un cheval noir. Même, je parierais que ces rêves ont en pour effet quelques amourettes et quelques mariages. Quant à moi, j'ai souvenir d'avoir porté dans ma jeunesse au moins une fois le costume de tous mes aïeux. Le plus laid, le plus pauvre me paraissait beau. J'ai été un page de Louis XV, mais aussi un valet de la reine Anne. Le passé embellit tout, même la vieille peine.

Il était donc conforme à tous les principes de tous les gouvernements que le gouvernement de la République ait pensé cette année à nous déguiser en sans-culottes. Une chose importait seulement : c'est qu'il restât bien entendu que nous serions « déguisés », justement. Des fêtes doivent rester des fêtes.

Soyons justes : à y bien penser, le gouvernement de la République, en décrétant ces manifestations, a fait preuve de la plus méritoire audace.

Un gouvernement ne court aucun risque à célébrer l'anniversaire de la

# Le Monde

## BICENTENAIRE

UN INÉDIT SUR LE 150<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE 1789

## Jean Guéhenno et la Révolution

historiens et que tous les prêtres de la cérémonie politique opèrent sur lui toutes leurs passes. Il vit, il bouge, il respire. Vous ne parviendrez pas à le déstabiliser.

C'est qu'il n'examine pas la fantaisie d'un temps ni d'un pays, on ne sait quelle lubie qui aurait pris un petit canton d'hommes il y a cent cinquante ans. Il vit désormais d'une vie générale, universelle. Il intéresse toute l'humanité. Il est devenu

klé et qui puisse servir à des déguisements provinciaux. Il est au fond de toutes les âmes et leur parle d'un dernier recours qui ne leur manquera jamais contre l'injustice. Quel gouvernement n'aurait peur d'un mot qui, à lui seul, est comme un appel permanent à l'insurrection des consciences ?

Quand la France se fut mise en marche, Mirabeau, le 27 juin 1789, déclara : « L'Histoire n'a trop sou-

carrière où l'on a décidé d'entrer : « Il nous est permis d'espérer que nous commençons l'Histoire des hommes ». La Révolution est cette nouvelle carrière, cette nouvelle Histoire, une Histoire qui n'est pas près de finir, une Histoire qui ne finira jamais. Car on nait souvent bête, et quelquefois héros, mais on n'a jamais fini de devenir un homme. L'ordre de la « bêtise » et de l'« héroïsme » est l'ordre de la fatalité. Nous contentons-nous d'être « bêtes » ou « héros », la fatalité travaille, a travaillé pour nous : tout est réglé d'avance. Mais, dans l'inter-valle, entre la bêtise et l'héroïsme, dans cet entre-deux dont parle Pascal et où se joue tout le jeu de l'homme, tout ne dépend que de notre volonté, et nous pourrions aller plus loin. Un homme qui a conscience de se sentir responsable et qui veut toujours l'être ne peut plus jamais être content. Voilà la Révolution en marche.

Elle est cette insatisfaction perpétuelle, cette insoumission continue à ce qui nous est donné, à ce que nous avons reçu, et cette toujours nouvelle exigence. Dès qu'on a décidé de construire la société selon les règles de la raison et de la justice, en voilà pour jamais : la bêtise ne sera jamais achevée, parce que la raison ne peut jamais être contenue ni la justice satisfait. Toujours dans la masse du peuple quelque conscience plus délicate prépare quelque nouvelle aurore. Quelque idée plus fine de l'homme nous fera demain paraître grossier ce qui nous contente aujourd'hui et sentir l'ordre établi comme une oppression.

Au sommet de son rêve, en 1793, la France prophétisa cette révolution continue. On vit cette chose encore unique dans l'histoire des États : un gouvernement, par une sorte de loyauté logique, inscrire dans la loi et recommander à ses administrés le devoir de l'insurrection : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs » (Constitution de 1793, art. 35). On comprend qu'à l'occasion des fêtes le gouvernement de la République n'ait pas fait à un tel article la publicité convenable.

### Gardons les conventions

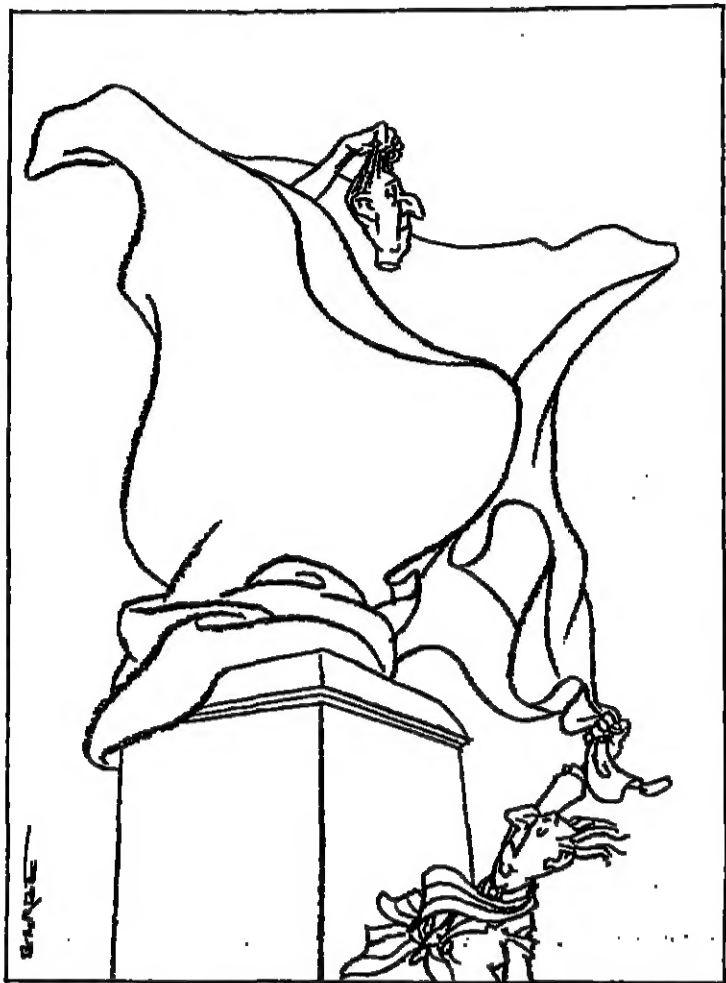
Nous n'avons rien en de ce que furent à propos de ces fêtes les débats au conseil des ministres. Mais on n'a pas de peine à imaginer ce que put être le discours de tel de ces notables qui doivent à la Révolution toute leur notabilité : « Ah ! messieurs, prenons garde. Il est vrai, nous sommes en fait la Révolution. Mais faut-il tant nous en vanter ? Rien ne serait dommageable à ce pays comme de lui faire la recommandation d'une agitation perpétuelle. L'étranger n'est déjà que trop enclin à le croire et des événements récents l'y ont encore encouragé. Je crains, messieurs, que tout ce qu'il y a de respectable dans le monde n'ait, à notre sujet, plutôt besoin d'être rassuré. Quels aims voulons-nous avoir, si nous donnons à penser que nous sommes toujours prêts à danser la Carmagnole et à chanter le Ça ira ? »

Et le conseil estima que c'était là parler en homme de gouvernement. Il fut décrété que l'on ferait quelque chose sans doute, mais que toutes les conventions seraient prudemment observées. On chargea l'organisation de ces fêtes au ministère technique, que le ministère de l'éducation nationale. N'est-il pas le ministère de la mémoire nationale ? Il administre l'enseignement, mais chacun sait bien qu'on n'enseigne que le passé. Ainsi eut-il toute garantie que cette révolution qu'on allait célébrer serait une révolution passée, une Révolution morte. Enfin, s'il arrivait qu'en dépit de toutes les précautions le peuple s'avisât de croire à ces fêtes et que cette satanée révolution soufflât encore son poison sur le pays et sur le monde, le gouvernement de la France aurait des excuses toutes prêtes : cela pourra passer pour quelque erreur technique, quelque lubie d'un artiste original ou d'un professeur hurluberlu, qui se serait avisé contre toute tradition et contre toute convenance qu'il faut enseigner non le repos et le goût du passé et de la mort, mais l'iniquité et le goût de l'avenir et de la vie, la Révolution justement.

### Prochain article :

LE PAS DE LA RÉVOLUTION C'EST LE PAS DE LA FRANCE

Copyright Annie Guéhenno et le Monde.



comme sa respiration. Tout le mérite des Français est d'avoir été des premiers à lui donner cette ardeur contagieuse qui lui a permis de gagner toute la Terre. Il est le même dans toutes les langues du monde, comme si aucun mot ne pouvait mieux signifier notre fraternité. Il n'appartient à personne en particulier. Ce n'est pas un mot de fol-

vent raconté les actions que des bêtes féroces, parmi lesquelles on distingue de loin en loin quelques héros ; il nous est permis d'espérer que nous commençons l'Histoire des hommes », et Janin disait qu'il n'est pas de « plus admirable parole ».

Cette fierté, mais aussi cette modestie inquiète devant la nouvelle

## TF1-« LE MONDE » : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

### Liberté-égalité-fraternité, une trilogie à réaliser

Cardinal Decourtray, président de la Conférence épiscopale française

« Même si la question peut paraître saugrenue, peut-on demander ce que la Révolution française a apporté à l'Eglise catholique ? »

— La réponse n'est pas simple et non seulement elle n'est pas simple mais elle est plurielle. Certains vont insister sur les malheurs qu'elle a apportés à l'Eglise catholique. On ne peut pas se passer de persécution, aux martyrs, aux royaumes de Nantes, à la souffrance des Ven-

décés. D'autres insisteront sur le fait que les droits de l'homme en 89 étaient très marqués par les valeurs évangéliques ; ils ont d'ailleurs été proposés en partie par le clergé.

— A quel moment l'évolution de l'Eglise à l'égard de la Révolution, puis de la République, a-t-elle été la plus marquée ?

— Il y a eu des catholiques qui, quelques dizaines d'années après la

Révolution, l'ont mieux acceptée. Déjà le baron de Tocqueville — qui n'était pas un catholique fervent mais tout de même un catholique et donc un chrétien et dont beaucoup d'ancêtres ont été guillotinés — indiquait les aspects positifs de la Révolution. Quelques-uns ont donc été sensibles à cet aspect positif que sont les droits de l'homme. Aujourd'hui un homme comme le pape Jean-Paul II parle des droits de l'homme sans le moindre complexe. A partir de quel moment ces droits de l'homme ont-ils été « rapatriés », à l'intérieur de l'Eglise ? Il me semble qu'une coupure est marquée après la première guerre mondiale, vers les années 20, et plus encore peut-être après la seconde guerre mondiale. Peu à peu, l'expression « droits de l'homme » est devenue une expression, j'allais presque dire à la fois « laïque et chrétienne ».

— Y a-t-il un message universel qu'il faudrait renouveler ou proposer à l'ensemble de troisième millénaire ?

— Je crois que l'on peut garder les trois mots : « liberté-égalité-fraternité », mais en leur donnant un contenu beaucoup plus complet sur le plan humain. A la « liberté », en particulier, pour quelle ne soit pas purement formelle. La liberté démocratique, c'est très bien, mais il y a aussi la liberté de vivre, que beaucoup de peuples n'ont pas, même s'ils ont une démocratie formelle. La « liberté » est donc sans chrétien donc, qui va encore beaucoup plus loin. De même pour l'« égalité » : il ne faut pas qu'elle soit nivellement, mais unité dans le respect de la différence de tous les peuples. Et la « fraternité », qui a été un mythe, une sorte d'utopie, il y a beaucoup à faire pour la réaliser, cette fraternité.

Propos recueillis par BRIGITTE MATRON.

### Il y a deux cents ans

## La nation française ne devrait pas supprimer les « annates »

Né en 1748 à Milan d'une famille noble, le cardinal Antoine Dugnani était nonce à Paris, nommé par Pie VI lorsque la Révolution y éclata. Fidèle à ses devoirs, il chercha à s'opposer aux innovations qu'on voulait introduire dans l'Eglise. Il continua de résider à Paris, et si son caractère inviolable le mit à l'abri des dangers personnels, il n'en fut pas moins en butte à des tracasseries. On l'expulsa enfin de France, sous prétexte qu'il favorisait les prêtres et les royalistes.

Cardinal Antoine Dugnani, 8 août 1789.

« J'ai lu dans les papiers publics que l'Assemblée nationale, dans sa séance du 4 août, s'était occupée de la suppression des annates (1). Je ne puis m'empêcher de représenter à Votre Excellence que je crois qu'il est de la justice et de la généralité de la nation française de ne pas priver Sa Sainteté d'un droit dont elle jouit depuis si longtemps sans la priver et sans l'entendre. J'ose donc espérer que l'Assemblée nationale voudra bien, avant de rien arrêter sur

(1) Revenu prélevé par la papauté chaque année sur les « prébendes », ou rémunérations accordées aux ecclésiastiques titulaires d'une charge. Les annates furent supprimées le 11 août 1798. Elles avaient rapporté au Saint-Siège 313 000 livres sur les trente dernières années. (NDLR).

Documentation établie par CORINNE WICHARD.

حکام الامم



# Politique

## POINT DE VUE

par Alain Houlou

**secrétaire général de l'institut  
socialiste d'étude et de recherche**

**I**l n'a échappé à personne que la commémoration ou célébration — qu'il y ait ou tergiversation — sur le mot n'est pas dû au hasard — du Bicentenaire de la Révolution française ne va pas de soi, Valse-hésitation de la Mission nommée ad hoc, protestations des sponsors qui ne rentrent pas dans leurs frais, polémiques stériles sur ce que l'on doit célébrer, et sur la façon de le célébrer, 1799, succès des reconstitutions aristocratiques comme à Versailles, le tout pour aboutir à l'échec. Le centième du 25 août prochain : 1683 citoyens ne descendront pas dans la rue. Le Bicentenaire ne sera pas une fête populaire.

Manque de préparation ? Improvisation ? Le malaise est plus profond et traduit une impossibilité des Françaises et des Français à fêter — enfin le mot juste, mais qui l'emploie ? — ce qu'ils ne ressentent plus comme une conquête ni comme une valeur sûre : la souveraineté nationale, affirmée et revendiquée en juin 1789 avant même l'abolition des privilèges la nuit du 4 août.

Il s'agit bien de souveraineté nationale, car la souveraineté populaire, fondée sur la théorie du contrat social, n'a jamais établi le pouvoir politique en France. La seule fois où on a osé l'inscrire dans un texte, le projet constitutionnel d'avril 1946 — qui affirmait : « La souveraineté appartient au peuple » — la majorité des Français l'ont rejeté. Ce qui fonde le pouvoir en France, depuis la Révolution, c'est la souveraineté nationale, c'est-à-dire la délégation de pouvoir par le peuple à ses représentants élus à

**L'Assemblée. Sieyès l'a emporté sur  
Rousseau et Robespierre.**

Or, la conception de l'Etat-nation, fondée sur la souveraineté nationale, a été peu à peu bariolée en brèche à mesure que la France a vu croître sa puissance coloniale. Elle a instauré une sorte de double Etat, celui de la Constitution coloniale, et celui de la non-séparation des pouvoirs et la primauté du règlement sur la loi dans l'empire colonial, puis dans l'Union française. Totalemeut mis pendant la période de Vichy par un régime qui revendiquait ouvertement, par la voix du maréchal Pétain — dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1940, quelques semaines après la défaite — la primauté de la loi, le mandat dans la conception de l'Etat, la tradition française de la souveraineté nationale a été balayée en 1958 par ceux-là mêmes qui avaient combattu l'Etat français pétainiste.

concept, étranger à la tradition française et emprunté à la philosophie allemande, de « société civile »; qui instaure une coupure entre l'individu et l'Etat.

Et l'on voudrait que les Français fissent ce qui a été peu à peu grignoté puis aboli en 1958 : l'idéal d'une citoyenneté et d'un Etat démocratique et républicain reposant sur la souveraineté nationale ? Le centenaire de la tour Eiffel a failli éclipser la prise de la Bastille. On voit toujours la première se dresser fièrement, on ne voit plus très bien ce que la seconde a marqué : l'avènement du citoyen.

Soyons clair : après un quart de siècle d'absence du pouvoir, la gauche ne pouvait s'attaquer de front aux institutions. Mais un second septennat peut être l'occasion — et François Mitterrand est un juriste avisé — d'aborder le problème sans qu'il soit question de revenir à une quelconque III<sup>e</sup> République ou à un affaiblissement de la magistrature suprême. Quant au Parti socialiste, au moment où son premier secrétaire appelle à une réflexion sur le fond avant le congrès de mars prochain, voilà un thème qui ne saurait le laisser indifférent.

Car, si l'on n'y prend garde, en enfouissant dans l'Etat fonctionnel et technocratique, on sera toujours en démocratie, mais loin des valeurs qui fondent la République. Aujourd'hui, on ne sait plus très bien quel bicentenaire on fête. Demain, le triptyque républicain Liberté, Egalité, Fraternité risque de devenir une devise « flottante »... Ce serait de mauvais augure au moment où le gouvernement a, avec raison, choisi l'Europe sociale plutôt que l'Europe des technocrates.

## L'avènement du citoyen

A l'Etat-nation, qui privilégie la primauté de la loi sur le règlement en un équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif, a succédé une conception prussienne de l'Etat, héritée de Hegel, qui instaure un Etat fonctionnel avec une centralisation administrative et non plus seulement politique. L'Etat, dès lors, n'est plus l'émanation de la nation ; il est une entité séparée, seule détentrice de légitimité.

Ainsi s'est amorcée une dérive vers un Etat fonctionnel et technocratique. Le citoyen, dans ce système, perd une grande partie de sa fonction dynamique et risque de devenir un sujet assisté par un Etat providence.

Le révélateur le plus sensible de cette dérive aura été le recours au

## À l'extrême droite

## M. Le Pen rencontre des difficultés dans la constitution du groupe des droites européennes

« Le gouvernement français use et abuse du Bicentenaire. Les dépenses sont inconsidérées, des gènes sont imposés aux gens. Le 14 juillet est la fête nationale et de l'armée, pas celle de la Révolution. C'est à Lisbonne que M. Jean-Marie Le Pen a porté, jeudi 13 juillet, ce jugement après avoir tenu, pendant trois jours au Portugal, une réunion avec les partenaires du Front national à l'intérieur de la CRE.

Secon M. Le Pen, cette réunion, à laquelle participaient une vingtaine de députés européens, a servi à assurer « le passage des consignes entre les anciens et les nouveaux députés ». Des élus français, britanniques, italiens et grecs étaient présents, mais les républicains allemands — l'extrême droite d'outre-Rhin — étaient absents.

Il semble que M. Le Pen, président du groupe des droites européennes à Strasbourg (seize membres sortants, dont neuf Français, cinq Italiens, un Grec et un Irlandais du Nord), rencontre quelques difficultés à constituer un nouveau pôle regroupant les quatre députés

l'extrême droite italienne du Mouvement social italien (MSI) et leurs adeptes homologues d'Allemagne du Sud. Ces derniers ne veulent pas laisser aux chrétiens descendants des politiques de Benito Mussolini, qui ont accentué de « prétexter » la population allemande du Tyrol du Sud en Haut-Adige. Une réunion de conciliation, restée vaine, s'était déroulée à Vercy, en Suisse, la semaine dernière, à laquelle participaient, outre M. Le Pen, M. Franz Schönhuber, chef de file des républicains, et M. Giancarlo Fini, dirigeant du MSI. Au terme de cette rencontre, tenue aussi en présence de M. Jörg Haider, responsable du parti d'extrême droite autrichien, il avait été précisé que « la question de la formation d'un groupe parlementaire à Strasbourg est ouverte » et que « les conversations se poursuivront ».

La rencontre de Lisbonne donne une indication défavorable sur la poursuite de ces conversations. Le secrétaire général du groupe des traités européens, M. Jean-Marc

prisaud, avait déclaré à Vevey que l'*"Evénement"* ne serait pas la constitution du groupe parlementaire à Strasbourg mais le discours prononcé à l'ouverture de la session au Parlement, mardi 23 juillet, par le doyen d'âge de l'Assemblée : M. Claude Antant-Lara, quatre-vingt-sept ans, élu en neuvième position sur la liste de M. Le Pen, lequel ne rajoutant ni *extremis* le cinéaste avait relégué M. Jean-Claude Martineau à la première place de « non-tutu », l'onzième (*le Monde* du 4 juillet).

M. Brissard a sans doute raison de souligner qu'il ne sera pas habituel d'entendre un discours inaugural prononcé par un représentant de l'extrême droite française dans cette enceinte européenne mais il n'est pas moins intéressant de constater que, privé du soutien allemand, l'ouvroir-droite extrême aurait un groupe inférieur d'une unité à celui de la précédente législature (dix français, quatre Italiens et un Néerlandais). M. Le Pen voulait en doubler les effectifs.

**O. B.**

## Le retour aux Antilles des indépendantistes amnistiés

## Luc Reinette appelle à d'« autres combats » contre la « présence de la France » en Guadeloupe

Près de cinq cents personnes ont fait un accueil triomphal à Luc Réméte et aux cinq autres militants indépendantistes amnésités, Henri Bernard, Henri Amédée, Humbert Marbois, Jules Kinsouda et Henri Péarout, jeudi soir 13 juillet, à leur arrivée à l'aéroport de Pointe-à-Pitre. « Qu'ils le veuillent ou pas, la Guadeloupe sera indépendante ! » scandaient en criolo ces manifestants pendant que leurs camarades sortaient de l'aéroport.

Prenant la parole dans le parking de l'aéroport, sur la plate-forme d'une camionnette équipée d'un haut-parleur, Luc Réméte a appelé : « à d'autres combats pour d'autres victoires ». « Si nous avons été amnésités, a notamment déclaré le chef de file présumé de l'ARQ (Alliance révolutionnaire caribbe), c'est parce que le gouvernement a senti que la pression montait ; c'est grâce à la détermination du peuple guadeloupéen. Nous constituons une force capable de changer l'ordre

« En présence de la France et faire des  
« décisions avant 1992 », a ajouté  
« Luc Reinette en évoquant  
« l'échéance européenne de 1993.

Peu de temps avant le retour des ex-amistés, un autre militant indépendantiste, en fuite depuis juin 1983, Max Cèste, appartenant à la mouvance trotskiste et non à l'ARC, était sorti de la clandestinité pour affirmer, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'avait « jamais quitté la Guadeloupe » et ajouter : « J'ai pu noter, durant cette expérience, que la population guadeloupéenne était opposée à l'indépendance. »

## EN BREF

« Des «*rénovateurs socialistes*» s'organisent. — Les signataires de l'appel aux «*rénovateurs socialistes*», réunis le week-end dernier autour de M<sup>me</sup> Marie-Moïse Liemenn, députés de l'Esneux, maire d'Azuis-Mons, ont enfin, mercredi 11 juillet, officiellement décidé de déposer une motion au congrès du PS, en mars prochain, «*afin de faire naître un nouveau courant d'idées (...) indépendant des équipes présidentielles*». Ils proposent, en effet, que les membres élus du comité directeur soient choisis sur la base des courants, 25 % sur la base de «*secteurs thématiques*», 25 % sur la base des régions, d'ouvrir un «*débat sur référendum*» et de «*réviser les statuts*». Le PS affirme clairement son intention d'*œuvrer à la réalisation du PS européen transnational* ».

● **CORSE** : fin de l'occupation d'un car-ferry. — Les militants nationalistes corse de l'organisation *A Riposta* qui avaient engagé, jeudi matin 13 juillet, dans le port d'Ajaccio, une opération d'occupation du car-ferry *Danielle-Cassanova* ont cessé leur mouvement, en fin d'après-midi, après avoir reçu l'assurance que les cas des trois nationalistes corse encore emprisonnés après les mesures d'amnistie seraient examinés par les autorités compétentes, indique-t-on de source syndicale locale.

# Aujourd'hui

Aujourd'hui, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution Française, les Droits de l'Homme sont sur toutes les lèvres. Le Président de la République, Monsieur François Mitterrand, les a souvent évoqués au cours de cette année. Cependant, France a imposé plus de 145 essais nucléaires aux peuples du Pacifique, de 1966 à 1989.

Le gouvernement français affirme que ces essais, qui sont effectués sur les atolls de Moruroa et de Fangataufa, et dont la puissance atteint 200 kilotonnes, ne présentent aucun danger.

S'il en est ainsi, pourquoi les statistiques sur le nombre des cancers en Polynésie ne sont-elles pas publiées? Pourquoi refuse-t-on une expertise épidémiologique réalisée par des médecins indépendants?

Comment se fait-il qu'une trombe d'eau de quelques dizaines de mètres s'élève au dessus du lagon au moment de l'explosion alors qu'on affirme que les puits de tir sont parfaitement étanches?

Nous souhaitons que les Polynésiens puissent, eux aussi, célébrer la Liberté, l'Égalité et la Fraternité, dans un océan Pacifique, qui ne soit plus contaminé par de la radioactivité.

C'est pourquoi, scandalisés et inquiets quant à l'avenir du Monde où nous vivons, nous demandons instantanément L'ARRÊT DES ESSAIS NUCLÉAIRES.

[illegible]



## Politique

## Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat

## Les Français n'accordent à leurs députés qu'une confiance limitée

indique un sondage de la SOFRES sur l'image du Parlement

La « radioscopie » de l'Assemblée nationale et du Sénat s'achève dans ce numéro avec un sondage SOFRES — le Monde sur l'image des députés et du Parlement. Le résultat est plutôt négatif et souligne, s'il le fallait, l'urgence qu'il y a à réformer des institutions essentielles dans une démocratie. Les quatre premiers volets de cette enquête portaient sur le bilan de santé du Parlement (le Monde du 11 juillet), les thérapies possibles (le Monde du 12 juillet), les grandes heures qu'il a connues dans le passé (le Monde du 13 juillet) et un voyage à l'intérieur de « la maison Fabius » (le Monde du 14 juillet).

Les Français n'aiment guère leurs députés. Deux cents ans après son instauration, la représentation parlementaire n'inspire aux citoyens qu'une confiance limitée. 52 % d'entre eux estiment qu'ils ne font pas leur travail « très consciencieusement » (tableau III) et un tiers d'entre eux les jugent « plutôt corrompus » (tableau X).

L'antiparlementarisme est naturellement fort chez les partisans du Front national, mais il est aussi répandu parmi les écologistes et chez les partisans du Parti communiste. Les artisans, les commerçants et les industriels sont ceux qui portent le jugement le plus sévère sur le travail des députés, et ils sont, avec les employés, les plus nombreux à douter de leur honnêteté.

Les Français sont néanmoins attachés à l'institution parlementaire. Les deux tiers d'entre eux estiment que l'Assemblée nationale, mais aussi le Sénat, jouent un rôle « utile » (tableaux I et II). Encore cette proportion a-t-elle diminué depuis quatre ans (en avril 1985,

80 % des Français estimaient que l'Assemblée jouait un rôle « utile »). La fonction législative apparaît bien comme primordiale aux citoyens, qui, agissant des députés, la place en tête des activités que ceux-ci doivent exercer (tableau VII). Ils attendent de leurs représentants qu'ils prennent position sur les grands problèmes nationaux et qu'ils contrôlent l'action du gouvernement, mais, aussi, qu'ils jouent un rôle d'intermédiaires entre les particuliers et les pouvoirs publics. Cette dernière tâche est même considérée comme prioritaire par les sympathisants communistes.

Parce qu'ils privilégient l'élaboration des lois, les Français, logiquement, attendent de leurs députés qu'ils travaillent dans les commissions de l'Assemblée avant que de participer aux débats en séance publique (tableau VI). L'image qu'ils ont de ces séances, à travers la retransmission des questions d'actualité le mercredi à la télévision, est meilleure qu'on ne pouvait

l'imaginer : plus de la moitié des Français estiment normal que la majorité et l'opposition s'affrontent dans l'hémicycle (tableau V). Cependant, assister par petit écran interposé à ces échanges hebdomadaires est loin de suffire à l'information des citoyens sur le travail de leurs représentants (tableau IV). Les Français se plaignent de ne pas être suffisamment instruits des travaux parlementaires (même si les personnes âgées, qui sont les plus à

même de regarder la télévision dans la journée, sont moins nombreuses à regretter cette insuffisance).

On constate que l'évaluation du rôle du Parlement est inversement proportionnelle au degré d'information des citoyens. Les catégories sociales les plus cultivées sont celles qui portent le jugement le plus exact sur les pouvoirs respectifs de l'exécutif et du législatif, estimant que le premier l'emporte sur le second. Inversement, les catégories sociales moins instruites et les jeunes accordent davantage d'importance au Parlement. Globalement, les Français, dans leur majorité, sont satisfaits de la prépondérance du chef de l'Etat sur les autres acteurs de la vie publique (tableau IX).

Cette situation semble les satisfaire. Les Français sont, en effet, plus nombreux à souhaiter la maintien d'un système dans lequel l'exécutif et la majorité qui le soutient sont maîtres du jeu, qu'à se prononcer pour une évolution qui, en renforçant les prérogatives de l'opposi-

tion et celles du Parlement en général, révaloriserait le rôle de ce dernier. Le clivage, sur ce point, est nettement tranché entre les partisans de l'actuelle majorité et ceux de l'opposition, ces derniers souhaitant que leurs représentants à l'Assemblée nationale aient davantage de droits.

Attachés au bicamérisme (le rôle du Sénat et celui de l'Assemblée sont jugés « utiles » par une proportion sensiblement égale des citoyens), les Français sont, globalement, sans illusion sur la fonction du Parlement. Ils apprécient avec réalisme les pouvoirs dévolus aux différentes institutions dans le système de la Ve République. La prééminence du chef de l'Etat semble leur convenir si l'on considère la piètre opinion que nombre d'entre eux ont de leurs députés. L'enquête permet de préciser la nature du phénomène écologiste qui apparaît bien, ici, comme l'expression d'un rejet du système politique établi.

P. J.

TABLEAU I. — Dans l'ensemble, diriez-vous que l'Assemblée nationale joue un rôle très utile, assez utile, peu utile ou pas utile du tout ?

	Rappel enquête SOFRES/Expression directe - Avril 1985	Juillet 1989
- Très utile	28	21
- Assez utile	52	47
- Peu utile	11	20
- Pas utile du tout	2	4
- Sans opinion	7	8
	100 %	100 %

TABLEAU II. — Et diriez-vous que le Sénat joue un rôle : très utile, assez utile, peu utile ou pas utile du tout ?

	Le SÉNAT
- Très utile	18
- Assez utile	44
- Peu utile	19
- Pas utile du tout	6
- Sans opinion	13
	100 %

TABLEAU IV. — En ce qui concerne l'Assemblée nationale, estimez-vous être : très bien informé, assez bien informé, assez mal informé ou très mal informé ?

- Très bien informé	2
- Assez bien informé	30
- Assez mal informé	46
- Très mal informé	18
- Sans opinion	4
	100 %

TABLEAU III. — Estimez-vous que dans l'ensemble les députés remplissent leur fonction plutôt consciencieusement ou pas très consciencieusement ?

	Rappel enquête SOFRES novembre 1989	Juillet 1989
- Plutôt consciencieusement	51	38
- Pas très consciencieusement	32	52
- Sans opinion	17	10
	100 %	100 %

TABLEAU V. — A propos des débats à l'Assemblée nationale que l'on voit à la télévision, pensez-vous qu'ils donnent une mauvaise image du travail parlementaire ou qu'il est normal que dans une démocratie, la majorité et l'opposition puissent échanger des propos même vifs ?

- Ils donnent une mauvaise image du travail parlementaire	36 %
- Il est normal que dans une démocratie, la majorité et l'opposition puissent échanger des propos même vifs	53 %
- Sans opinion	11 %
	100 %

TABLEAU VI. — Qu'est-ce qui est le plus important, selon vous, dans le travail d'un député à l'Assemblée ?

- Participer aux travaux des commissions qui préparent l'examen des textes de loi	63 %
- Participer aux débats en séance publique	24 %
- Sans opinion	13 %
	100 %

TABLEAU VII. — Parmi les activités suivantes d'un député, quelles sont les deux qui vous paraissent les plus importantes ?

- Travailler à la préparation des lois	43
- Prendre position sur les grands problèmes nationaux	42
- Faire aboutir les demandes d'interventions des électeurs	39
- Contrôler l'action du gouvernement	39
- Sans opinion	6 %
	100 %

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

TABLEAU VIII. — Par rapport à il y a une quinzaine d'années, estimez-vous que le rôle du Parlement a plutôt augmenté, a plutôt diminué ou est resté à peu près le même ?

- Il a plutôt augmenté	16 %
- Il a plutôt diminué	14 %
- Il est resté à peu près le même	47 %
- Sans opinion	23 %
	100 %

TABLEAU IX. — Estimez-vous qu'à l'heure actuelle en France, c'est plutôt le Président, plutôt le Président de la République ou plutôt le premier ministre qui fixe les grandes orientations de la politique ?

- Plutôt le Président	14 %
- Plutôt le Président de la République	52 %
- Plutôt le premier ministre	24 %
- Sans opinion	10 %
	100 %

TABLEAU X. — Pensez-vous que d'une manière générale les députés sont plutôt honnêtes ou plutôt corrompus ?

- Plutôt honnêtes	50 %
- Plutôt corrompus	33 %
- Sans opinion	17 %
	100 %

● RECTIFICATIF : Une erreur de préimpression a été commise dans le présent de l'article de Palais-Bourbon (Le Monde du 14 juillet). Il s'agit de Catherine Guigon (et non Elisabeth).

## Gérard Trouvé, secrétaire général du groupe UDF

## Le « mécano »

« Secrétaire général de groupe... c'est un métier ? ». Cette question, Gérard Trouvé la connaît bien. Depuis 1981, il assure à l'Assemblée, pour le compte de l'UDF, ce « non-métier » qui occupe pourtant ses jours, une bonne partie de ses nuits, et trace de profonds sillons sur son front de quadragénaire. Secrétaire général de groupe, c'est être silencieux et anonyme dans une maison où la parole est une preuve de l'existence et la célébrité une raison de vivre. C'est faire partie des non-dits et, plus grave peut-être encore, des battus aux élections, dans ce temple du suffrage universel, où la seule légitimité qui vaille est celle issue des urnes. Mais la politique, comme tout spectacle, a aussi ses coulisses, ses « mécanos » qui préparent dans l'ombre la scène sur laquelle d'autres se produiront en pleine lumière. Gérard Trouvé est donc « mécano » en chef de la troupe UDF. C'est-à-dire aussi surveillant général, assistant social, intendant, juriste, psychologue, écrivain public, conseiller...

dant les sessions parlementaires, l'Assemblée est sa résidence principale. Dans les couloirs, où il assure « cinquante pour cent de son travail », il recueille les souhaits des uns, les protestations des autres et les transmet au président de groupe. C'est là encore qu'entre deux séances il s'informe des projets de la majorité et des autres groupes de l'opposition, de l'évolution d'un texte de loi, qu'il « sonde » tel conseiller ministériel sur le dépôt d'un amendement.



Il est entré en politique dans le sillon de Jacques Duhamel et de Joseph Fauriol. Une maîtrise de philo, une licence de droit et de sciences politiques l'ont conduit en 1974 à l'Union centriste, en qualité de chargé d'études. Il a rejoint en 1978 le groupe UDF nouvellement constitué et a été chargé, au printemps 1981, d'assurer son secrétariat général. « Homme de l'ombre » ne signifie pas, pour Gérard Trouvé, « éminence grise ». Des années d'expérience, professionnelle et sans doute personnelle, lui ont appris avant tout le « respect de l' élu ». « Je peux éclairer la décision d'un député, l'accompagner ou le conseiller, mais je ne décide pas à sa place ».

On ne gère certes pas un groupe de quatre-vingt-un membres, comprenant une bonne dizaine d'anciens ministres et un ex-président de la République, comme une colonie de vacances. Il y faut du tact, beaucoup de diplomatie, infiniment de modestie, de patience et de présence. Affecter les bureaux — plus ou moins bien situés dans le Palais-Bourbon — les places dans les commissions, dans les groupes d'amitié, répartir les temps de parole, les interventions lors des séances tant pressées de questions au gouvernement, sont autant de casse-tête que le secrétaire général doit assumer, sous l'autorité du président de groupe. Il lui faudra se souvenir, en temps utile, que tel député n'a pas obtenu en 1988 la commission qu'il souhaitait et qu'il sera bon, en 1989, de la lui accorder ; que tel autre, élu d'une circonscription rurale, tient tout particulièrement à intervenir dans la discussion sur le budget agricole...

Son temps, Gérard Trouvé a appris à ne plus le compter. Pen-

Face à des députés partagés entre leur circonscription et leur bureau parisien, il doit assurer au sein du groupe une permanence logistique. Qu'un bureau ne convienne pas, qu'une information manque, qu'un doute persiste sur la rédaction d'un amendement ou l'utilisation adéquate de tel article du règlement, c'est lui que l'on appelle. C'est encore lui qui, aux heures tardives de la nuit, fait une entrée discrète au pied de l'hémicycle pour s'assurer de la présence de « ses » députés et du respect des consignes de vote. C'est toujours lui qui, rompu aux techniques parlementaires, suggère en cours de débat une demande de scrutin public ou d'interruption de séance.

Secrétaire général de groupe, est-ce un avenir ? Certains, comme Michel Charasse, l'ont eu glorieux. Gérard Trouvé, lui, confie volontiers qu'il est « drogué » de son métier. Mais quand on vit dans les coulisses de la politique depuis vingt-cinq ans, on doit bien un jour avoir envie de monter à son tour sur la scène. Gérard Trouvé a déjà goûté des planches municipales, de 1983 à 1989, dans la ville communiste de Malakoff, dans la banlieue parisienne. Et à l'Assemblée ? Dans ce drôle de métier de secrétaire général, la promotion interne n'existe pas. Alors, avec la discrétion qui est la sienne, Gérard Trouvé confie dans un sourire : « Je deviendrais bien député ou président de groupe... Mais il y a un fichu concours à l'entrée... ».

PASCALE ROBERT-DIART.

**LE COFFRET DU BICENTENAIRE**

POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.

En carton pelliculé, lavable.

**40F** Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous

**LE COFFRET DU BICENTENAIRE**

PRÉNOM \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_ X 40 F = \_\_\_\_\_

NOM \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_

Commande et règlement à adresser à :  
DIFFUSION N° 1 - LE MONDE  
BP 212  
CLEON  
76410

Publicité

**HASSAN II DU MAROC : L'IMAGE TÉMÉRAIRE**

Seul monarque du continent noir — si l'on excepte deux esclaves d'Afrique australe — le souverain chrétien catholique des 60 souverains. Il a engagé son pays sur la voie du développement et de la décentralisation. Michel Jobert, qui connaît bien le roi, dresse un bilan tout en nuances de sa politique.

Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabes

en kiosques et en librairies  
78, rue Jaffroy — 75017 Paris  
Tél. : 46.22.34.14

le journal mensuel de documentation politique

**après-demain**

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LES O.N.G.**

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



# Le Monde SANS VISA

On s'habitue à tout, même au tourisme. C'est ce que doivent penser les derniers Pygmées de la grande forêt équatoriale africaine inscrits depuis peu — à la rubrique vie primitive — dans les catalogues de plusieurs agents de voyages. Récits, conseils et mise en garde.



## Pygmées à touristes

par Marc  
Ambroise-Rendu

**T**RAQUER la faune équatoriale sur les talons d'un chasseur pygmée, c'était un rêve secret. Ces petits bonshommes, que l'on dit « hauts d'une coudée », sont fascinants. On les croirait sortis d'une vitrine du Musée de l'Homme. Ils sont la vivante réponse à cette éternelle interrogation des préhistoriens : à quoi ressemblaient nos lointains ancêtres du mésoolithique qui vivaient à l'ombre humide des grandes forêts européennes ?

Chasseurs, pêcheurs, ramasseurs de végétaux, déterreurs de racines, ayant oublié l'art rupestre, mais ignorant encore l'agriculture et l'élevage, les Pygmées n'ont pour subsister que leur astuce et quelques bouts de bois. Comme il y a neuf mille ans.

Ces égarés de la préhistoire n'en sont pas moins dans l'actualité, car ils donnent aux « civilisés » une superbe leçon d'écologie pratique. Sans rien réclamer auprès de quiconque, ils parviennent à vivre en harmonie avec l'un des milieux les plus hostiles de la planète : la grande forêt équatoriale. Elle s'étend sur des millions d'hectares, à l'aune de l'Afrique, entre les plages de l'Atlantique et les rives des Grands Lacs. Les six nations adolescentes qui aujourd'hui la partagent n'y exercent qu'une autorité fort théorique.

Ici, les terres et les eaux ne sont point encore départagées. Au-dessus des marécages, quatre étages de végétation se disputent une lumière glauque, dans une atmosphère de hammam. C'est le paradis des poissons, des reptiles et des insectes, mais le gibier est

rare. Les éléphants eux-mêmes y sont devenus nains et méchants.

Par groupes d'une trentaine d'individus, les Pygmées nomadisent à l'aise dans cet enfer vert. Ayant peu d'enfants, mais ne connaissant ni les guerres, ni les vendettas, leur population paraît en équilibre. Elle atteindrait au maximum soixante-quinze mille personnes. Les groupes changent de canton dès que la nourriture s'y fait rare. Ils abandonnent alors les huttes que les femmes reconstruiront ailleurs, en deux heures. Avec une hache pour tout bagage, les voilà partis, trotinant sur les pistes ouvertes par les éléphants. Dépourvus d'argent, ils se procurent les lames de leurs hachettes en les troquant contre du gibier. Ils aiment les fêtes, chantent à ravir, pratiquent le *carpe diem* et, malgré leur apparente insouciance, se montrent de parfaits gestionnaires de leur milieu.

Hélas, cet art de vivre est condamné. Les États africains, qui tirent le diable par la queue, souhaitent légitimement exploiter les trésors de leur forêt. A la recherche des bois précieux, les bulldozers avancent. Bien entendu, le gibier s'exile et les Pygmées s'embauchent. Puis, en une nuit, ils boivent leur maigre paie. Leur petit monde est donc en voie de disparition. Pour les curieux, il n'est que temps d'aller les explorer.

### Nuit de rêve à Brazzaville

Voici justement une occasion : un voyage organisé « à la rencontre des Pygmées ». Hommes et femmes, une demi-douzaine de Parisiens sont de la partie. Dilués vaccinés contre la fièvre jaune, bourrés de quinine, bardés d'appareils photos et de magné-

toscopes, ils sont prêts à supporter les fatigues d'une longue approche et l'inconfort d'un séjour que l'on annonce « sportif ». Allons-y.

Onze heures de voyage pour débouler dans un palais de Brazzaville, une nuit de rêve, puis l'agacement d'un avion particulier qui vous largue quelque part au nord du Congo sur une piste en latérite. Un camion-benne charge les « explorateurs » et force sur les chemins forestiers. Ceux-ci rétrécissent au fil des kilomètres, et bientôt le monstre doit tailler sa route à la force du moteur. Fouettés par les lianes, accablés par les branches qui dégringolent avec leur chargement de fourmis carnivores, les passagers mettent pied à terre pour dégager les arbres qui encombrant le layon.

Voici l'eau, enfin. Bagages, cartons de vivres, matériel de couchage et voyageurs s'entassent sur d'instables pirogues qui embarquent au moindre roulis. « Trois heures de descente au fil de l'eau, et nous atteignons le village où l'on nous attend pour dîner, annonce le chef de l'expédition, un Français qui vit ici depuis des années. Demain, dès l'aube, nous partirons pour deux jours en forêt, où nous rencontrerons les chasseurs pygmées, et sans doute des éléphants et des gorilles. Bivouac au coin du feu, chants et danses, puis retour au camp de base. » Alléchant programme !

Mais la partie de canotage s'avère plus délicate que prévu. Sans cesse, des arbres abattus barrent le courant. Il faut bien les franchir, par en dessous ou par en dessus... Un véritable steeple-chase aquatique, d'abord amusant, puis préoccupant, lorsque vient la nuit. La croisière, qui se met à rappeler celle d'*African Queen*, continue à la lueur de torches électriques. Soudain, des cris. L'une des pirogues a chaviré

et coulé. Barbotant dans une obscurité totale, deux voyageurs et leurs pagayeurs appellent au secours.

Leur situation est d'autant plus inconfortable que, bordé d'impénétrables marécages, le cours d'eau n'a pas de rives solides. Les naufragés sont finalement recueillis par l'embarcation qui ferme la marche du convoi. Les derniers arrivés ne parviennent à bon port que tard dans la nuit, transis, affamés, ayant perdu quelques objets, dont un appareil photo, dépourvus du moindre vêtement sec, mais heureux de s'en tirer à si bon compte.

### Casseroles et vieux fusils

A la lueur des boîtes de conserve où brûle du gazole, ils font bouillir au ragoût d'antilope. Mais ensuite, ils prêtent peu d'attention aux mélodies de pirogiers qui campent à proximité, et s'endorment sous les moustiquaires humides. Un orage grande au loin. L'aventure africaine...

Le lendemain, plus question de départ en fanfare. Les rescapés demandent grâce, et découvrent la clairière où ils viennent de passer la nuit. Constituée de huttes disparates, encombrée d'impediments et envahie de lianes mis à sécher, le village a l'allure d'un campement de bohémiens. Désillusion aussi du côté des Pygmées.

D'abord, ils sont de taille quasiment normale, et constitués comme vous et moi. Ensuite, ils sont vêtus d'oripeaux européens et de blue-jeans déchirés à la mode de Saint-Germain-des-Près. Enfin, les chasseurs brandissent de vieux fusils manufacturés à Saint-Etienne, tandis que leurs épouses, cigarette au bec, mani-

plent de bien prosaïques casseroles. Comble d'infortune, des milliers d'abeilles s'abattent en vomissant sur tout ce qui est comestible. Elles ne lèveront le siège qu'à la nuit.

La randonnée cynégétique est donc remplacée par une courte promenade dans les environs, avec pique-nique au bord d'un étang, genre bois de Boulogne. A l'exception d'une modeste pintade et d'un couple de singes, à peine entraperçus, les hôtes de ces bois demeurent invisibles. Le soir, les Pygmées donnent sur commande, mais sans rechigner, une sorte de dîner-spectacle. Martelant des tambourins, chantant et dansant,

ils dialoguent avec Bobé, le dieu de la chasse.

Le jour suivant, les villageois font la preuve de leurs talents d'apiculteurs. A une heure de marche du camp, ils ont repéré, on ne sait comment, un essaim caché à dix mètres en l'air, dans le creux d'un arbre. Grimper le long du tronc comme un liard sur un poteau téléphonique, le plus agile de la bande s'ouvre la voie à coups de hache et pille le miel qu'il recueille dans un panier de fortune. La dégustation suit immédiatement la récolte. Demain, l'arbre sera carrément abattu afin de récupérer ce qui reste au fond du nid.

(Lire la suite page 14.)

### MAROC CONTACT

LE MAROC EST NOTRE PASSION  
PARTAGEONS-LA

### CLUB SANGHO AGADIR

La liberté à son club

situé dans l'un des plus beaux jardins  
d'Agadir, avec accès direct à la plage.

MAROC CONTACT/SODETAM

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS

Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage



## ESCALES



## Le prix de l'évasion

Facile de déplorer que « dans notre société de consommation le voyage se banalise ». Plus difficile, en revanche, d'éviter les plus éculés des clichés, style « danseuses souples comme des lianes », « foisonnante Djakarta » ou « pays aux mille visages ». Reste que dans l'univers de l'évasion organisée, ces mots font encore de l'effet. Il est vrai que réunir, dans un itinéraire, les noms de Djakarta, Jogjakarta, Surabaya et, surtout, Bali revient à préparer une potion presque magique. Surtout en bouchant le périple par un arrêt à Singapour, paradis du shopping.

Concocté par le voyageur Privilegia à l'intention du Racing Club de France (renseignements et inscriptions au 47-20-04-76), un circuit de 12 jours propose de découvrir, du 7 au 20 août, quelques-uns des « must » de cet archipel de 13 000 îles. Citons le sanctuaire de Prambanan, le temple de Borobudur, l'escalade du volcan Bromo (avec lever de soleil au bord du cratère) et les rizières en terrasses de Bali. Le prix est élevé (27 880 F par personne en chambre double) mais justifié, au dire des organisateurs, par la qualité et le raf-

inement des prestations offertes : transfert en voiture avec chauffeur du domicile parisien à l'aéroport (au départ seulement...), hébergement dans les meilleures chambres d'hôtels de luxe avec accueil privilégié, dîner chez un prince et avalanche de colliers de fleurs. Certains seront sensibles à ces détails, d'autres resteront dubitatifs. D'autant qu'à ce prix on pourrait faire voler ces « privilégiés » en classe affaires. Ce qui est prévu, d'ailleurs, mais pour un supplément de 11 300 F...

## Un toit pour l'été

Les derniers seront les premiers pour l'été, qui fait à ceux qui n'ont pas encore pu réserver un logement pour cet été un traitement de faveur. L'organisme de séjours en locations de vacances renouvelle son opération « prêt à partir » à moitié prix en établissant, chaque lundi, une liste des logements disponibles à partir du samedi suivant pour une semaine et qui sont proposés à moitié prix. Ces logements sélectionnés figurent dans le catalogue. Le choix est vaste, comprenant la plupart des régions touristiques en France, en Espagne, en Italie, en Suisse et en Autriche, au bord de la mer, en montagne et à la campagne.

Le catalogue est disponible gratuitement au siège d'Interhome (15, avenue Jean-Aicard, 75011 Paris. Tél. : 43-55-44-25) et dans les agences de voyages.

## Au pays de Lancelot

Vous prenez une des dernières forêts pauloises, la forêt des Andaines et, au cœur de cet océan de verdure de 7 000 hectares, vous disposez, romantiquement, autour d'un lac où se mire un casino d'opérette, une petite station thermale nommée Bagnoles-de-l'Orne-Tessé et qui, grâce aux propriétés de ses eaux, revendique d'être la « capitale des volcans ». Il est vrai qu'on se baigne ici depuis le XII<sup>e</sup> siècle et que les cures qu'on y suit (à base de bains et de douches), dans un établissement entièrement rénové, vous font, notamment, une belle jambe. Vous saupoudrez ensuite de romans de la Table Ronde et venez une bonne louche de légende arthurienne. Sur place, on vous propose d'ailleurs un circuit touristique et culturel sur les pas de Lancelot du Lac, héros d'un festival dont les manifestations

se succèdent jusqu'en septembre.

Enfin, pour conser le tout, vous ajoutez une rase de tennis (avec l'un des plus beaux complexes de l'Ouest de la France), de golf (avec un 9 trous municipal plein de charme, niché dans un vallon à l'anglaise) et d'équitation avec un village du cheval où l'on peut pratiquer toutes les disciplines équestres, attelage (et frissons) compris. Il ne vous reste plus qu'à déguster avec le sourire. Demandez la recette à la Maison de Bagnoles (58, rue Rambuteau, 75003 Paris. Tél. : 43-87-74-96) ou à l'office du tourisme local (place de la République, BP. 32, 61140 Bagnoles, tél. : 33-37-85-68).

Précisons que ce cocktail bucolique et tonique est servi à 220 km seulement de Paris et à 60 km d'un Mont-Saint-Michel qui mérite toujours le détour. Et qu'il doit sa saveur particulière à un exceptionnel sens de l'accueil dont témoignent, par exemple, la famille Rebutard (au village du cheval), M. Jean-François Lipka (au golf), M. et M<sup>me</sup> Petit (au tennis) et Marie-France et Paul Quinton, propriétaires du Manoir du Lys (tél. : 33-37-80-69), une délicieuse auberge (membre des Relais du silence) nichée dans la forêt, sur la route de Juvigny, à deux pas du golf. Comptez 315 francs par personne, en chambre double et demi-pension.

## Greens basques

Si l'Irlande était mauvaise joueuse, elle demanderait que soit immédiatement rayée de la carte la grève immense et couverte d'écrue que l'on découvre du Centre international d'entraînement au golf d'Illaritz, à Bidart, au sud de Biarritz. Sompieuse, en effet, cette section de côte basque digne des paysages marins qui ont fait la célébrité d'Irlande. A couper le souffle (d'autant que la vent est souvent de la partie) des golfeurs qui s'habitent ou se perfectionnent (entrée 50 francs, nombreux stages à partir de 1 750 francs, se

renseigner au 59-23-74-65) dans le plus beau et sophistiqué décor qui soit. Et des autres, aussi, séduits par un endroit où l'on peut déjeuner avec ou sans supplément, l'une des plus belles vues du littoral français.

Pour les golfeurs, il est vrai, le côté basque, avec ses six golfs dans un rayon de 25 km (sans oublier les superbes parcours de Moliets, Hossegor et Seignosse, dans les Landes), a quelques choses de magique.

Parmi les nombreux hôtels qui proposent des forfaits golf, citons la Mariola (tél. : 59-47-30-10), à Urrugne (six jours, sans les repas, pour 3 500 francs par personne), l'Adanthal (tél. : 59-42-08-09), à Anglet, où l'on conjugue leçons individuelles de golf et cure de thalasso (7 364 francs par personne pour six jours en pension complète) et l'hôtel du Palais (tél. : 59-24-09-40), pour une cure de charme rétro dans un palace rénové et embelli, avec des forfaits golf de 6 625 à 7 555 francs par personne pour sept nuits en chambre double avec petit déjeuner. A signaler également les forfaits « avion + hôtel + voiture » (et golf) proposés par Visit France, la filiale tourisme d'Air Inter. Pour se renseigner : l'Agence de tourisme du Pays basque (1, rue de Donzac, BP 247, 64108 Bayonne cedex, tél. : 59-59-28-77) et la Comité du tourisme de Biarritz (tél. : 59-24-20-24). Par Minitel : 3615 code Biarritz.

## Culture estivale

Bateau-livre à Palavas et au Cap-d'Agde, café littéraire à Collioure, nuit de flamenco avec Manitas de Plata, chapiteau de l'enfant à Palavas toujours, nuit de l'Image à Camon : du 17 juillet au 1<sup>er</sup> septembre, du Grand-du-Roi à Port-Bou, deux-cent cinquante manifestations culturelles gratuites animeront le littoral du Languedoc-Roussillon. Ce que le ministère de la culture, qui en est responsable, appelle « les Arts au soleil ».



Les deux millions d'estivants attendus cet été dans cette région pourront aussi participer à des festivals et assister aux représentations de troupes itinérantes dans des domaines aussi divers que la musique (classique, rock, jazz et un carillon ambulant de quarante-neuf cloches), la danse, le théâtre, les marionnettes ou le cirque. Pour connaître le détail de ces manifestations ainsi que les lieux et dates des spectacles des troupes itinérantes, appeler le 67-66-19-09 ou, sur place, consulter les syndicats d'initiative.

## Divas italiennes

Rome, Florence, Venise : une trilogie que l'on peut voir et revoir avec un plaisir renouvelé. Dans chacune de ces cités italiennes, Cité Evasion (3, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 42-66-00-90, et agences de voyages) propose des séjours avantageux - trois nuits pour le prix de deux - le temps de respirer la Dolce Vita et de faire le plein d'émotions esthétiques et culturelles. Les trajets en train ou en avion et un choix d'hôtels élargissent encore l'éventail des prix.

Avec un voyage en train, le séjour dans la Ville éternelle coûte de 1 590 F en hôtel trois étoiles à 2 770 F en hôtel cinq étoiles et, si l'on préfère l'avion, de 2 110 F à 3 190 F, vols inclus. Dans les mêmes conditions, le séjour dans la cité des Médicis coûte de 1 510 F à 1 880 F et de 2 350 F à 2 720 F. Pour la Sérénissime, prévoir de 1 390 F à 2 040 F et de 1 990 F à 2 730 F. Dans chacune de ces trois villes, on peut aussi réserver des traits supplémentaires.

En ce qui concerne Rome, notons l'existence d'un tarif très spécial avion-hôtel à 1 590 F (hôtel trois étoiles) avec départ le vendredi et retour le lundi sur vols Alitalia.

OBJECTIF : MONTAGNES & DESERTS

VOYAGES - AVENTURES à pied, en 4x4 sous les étoiles

Sahara Kenya Népal Maroc Mali Turquie, etc.

**NOMADE**

130 rue de la Harpe 75005 Paris 01 47 33 55 55

**Le Monde**

**ABONNEMENTS VACANCES**

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (vols normaux)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

**« LE MONDE » ABONNEMENTS**  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

(Attention : le retour en place de votre abonnement vous sera remboursé en chèque de 100 francs.)

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) \_\_\_\_\_

Sur minitel 3615 LEMONDE, code ABO

VOYAGE  
Pygmées à touristes

(Suite de la page 13.)

Voici venue l'heure de la chasse. Mais, pour cette activité-là, vitale, les Pygmées refusent d'être accompagnés par un Blanc. Il pourrait avoir « le mauvais œil ». Les voyageurs doivent se rabattre sur une démonstration de construction de hutte. En marchant puisque nous devons lever le camp dès demain, ces dames font une charpente de perches, puis, en guise de toiles, la couvrent de larges feuilles vernissées.

Le troisième jour de l'expédition est aussi le dernier. Lever dès l'aube. Tout le monde plie bagage, et, en quelques allées et venues de pirogues, passe sur la rive opposée. Pour gagner la route et le camion, il faut encore franchir ce diable de marécage.

En un instant, les explorateurs prennent la mesure de la jungle. Les seuls points fermes sont les entrelacs de racine rayonnant autour des arbres. D'un « flot » à l'autre, la vase vous attend, dormant sous les feuilles mortes et les touffes d'herbe traitées. Au mieux, on patauge jusqu'aux genoux, au pis, on se retrouve dans la glu jusqu'aux aisselles. La colonne avance au rythme de 500 mètres à l'heure.

Les Blancs, qui ne portent pratiquement rien, s'échinent, et prennent des allures d'égoutiers. Heureusement, les Pygmées sont là. Outre leurs hottes et leurs marmots, ils charrient les encombrants bagages de l'expédition qui arrivent sans la moindre trace de boue. Ce déplacement les enchante, car, au bout de la route,

il y a le bourg des forestiers, les copains, les boutiques et un débit de boissons. Déjà, l'une des femmes rêve tout haut de s'acheter une paire de chaussures. Réponse du mari en dialecte pygmée : « Mais pour quoi faire ? Regarde ces couillons de Blancs, leurs godasses les empêchent de marcher... »

Ceux-ci vont faire tout à l'heure, au sec, le compte des vêtements définitivement

incrustés de boue rougeâtre, des chaussures portées par plusieurs jours d'humidité et des appareils photo à faire réviser. Le coup de grâce leur est porté dans l'avion léger - et sans toilettes - qui les ramène à Brazza. Une épidémie de « turista ». Chacun songe avec un frisson aux séqueles qui l'attendent peut-être demain : bubilardie et autres crises de paludisme. Ce serait cher payer pour une rencontre manquée avec les Pygmées.

Le moment est venu de préciser que la compagnie Pullman, organisatrice du voyage, gère une quarantaine d'hôtels en Afrique. Ceux de Brazza, désertés par les hommes d'affaires à la suite de la crise pétrolière, cherchent de nouveaux clients... On a songé à faire venir des touristes. Que leur proposer de nouveau ? Une rencontre avec les Pygmées. Avec les aventures et les risques que comporte toute expédition dans la jungle. Se faire peur, tout en jouant les ethnologues, tel est le dernier ressort du tourisme exotique. Lévi-Strauss coiffait le casque colonial de Savorgnan de Brazza. Déjà plusieurs voyageurs français ont inscrit dans leur catalogue un séjour en forêt équatoriale congolaise. Sans grand succès jusqu'ici. Contre une invasion touristique, les Pygmées et la grande forêt se défendent fort bien, merci.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Carnet de route

## ● Y aller

Quatre organismes au moins proposent un voyage au pays des Pygmées.

Airtour Afrique en collaboration avec Pullman International Hotel (dans les agences de voyages) : A la rencontre des Pygmées. Paris, Brazzaville, Pokola, quelques jours dans la région de la rivière Sangha et retour. Guide : Michel Courtois. Groupe de huit personnes maximum. Prix : entre 15 000 et 20 000 F.

Visages du monde (5, rue Jean-du-Bellay, 75004 Paris, tél. : 43-29-63-10) : Aventure chez les Pygmées. Paris, Brazzaville, Ouesso, Kabo, dix jours de randonnée et de bivouac en forêt. Guide : Francis Marion. Groupe maximum : douze personnes. Prix pour 16 jours : 16 800 F.

Fleuve du monde (28, rue du Lac, 75015 Paris), tél. : 42-73-06-39) : Pirogues et Pygmées dans la jungle. Paris, Berville, descente de l'Oubangui, randonnée pédestre en forêt, taxi-brousse. Accompagnateur : Christophe Sentuc. Groupe maximum : neuf personnes. Un départ chaque mois. Prix pour 15 jours : 12 000 F, de juin à décembre 1989.

Jungle Adventure (Jeunes sans frontières, 3, rue Garibaldi, 83000 Toulon, tél. : 94-62-03-81) : Bivouac en pays Pygmée. Paris, Brazzaville, Ouesso, descente de rivière et randonnée en forêt. 16 jours. Guide : Francis Marion. Prix : 15 800 F. Groupe : dix personnes maximum.

## ● A lire

Le Congo aujourd'hui, de Jean-Claude Klotz. Editions du Jaguar, 1987.

MARRAKECH  
EN  
CONCORDE  
10-12 nov. 1989

Documentation et inscription :

## AIRCOM

93, rue de Monceau  
75008 Paris  
Tél. : 45-22-86-46  
Tél. : 64-37-80 F

حضانة الأطفال



## Piperades

**L**e mot poivre, on le sait, vient du latin *piper*. Il a donné son nom au poivre doux que les Espagnols nomment *pimentos*, alors que notre piment, lui, vient du latin *pimentum*. Au Pays basque, terre de liaison hispano-française, c'est de ce mot *piper* que l'on a fait *piperade*, un ragout de poivrons doux.

Que le lecteur ne voie pas ici l'étalage d'érudition. Simplement l'explication d'une recette basque qui est fondue de poivrons, tomates, relevée d'oignon et d'ail. Aussi faudrait-il écrire « la piperade », car elle est une en soi. Mais cette fondue (cuisinée à la graisse d'olive ou à l'huile d'olive selon le goût) peut être accompagnée d'œufs, brouillés ou en omelette. Ce qui devrait être précisé sur les cartes. Et plus encore lorsque cette piperade aux œufs brouillés est escortée de tranches de jambon (de Bayonne) poêlées.

Or, le plus souvent, le jambon est présent sans être indiqué sur la carte, surtout hors du Pays basque. Je reviens de Biarritz. Au *Gulf Stream* de Chiberta, la carte précise bien « piperade basquaise et sa tranche de jambon poêlé », tout comme aux *Jardins de l'Océan* (hôtel Régina de Biarritz) et au *Miramar*. Tandis qu'au *Relais de Parme*, plus précisément encore, il est indiqué « piperade aux œufs et jambon ».

Jambon de... Bayonne, bien sûr ! Encore faut-il dire que, jusqu'à ces derniers temps, le plus souvent, on retrouvait dans l'assiette une tranche sèche et salée d'un jambon de porc élevé (que l'on me pardonne l'expression) « comme un cochon » !

André Hargous et quelques autres proposent à présent, comme dans les restaurants plus haut cités, un jambon Ibaïens.



Voulu par une petite équipe d'éleveurs et de salaisonniers basques, il provient de porcs de bonne race (large white, notamment), ayant atteint neuf mois au moins et nourris de céréales (orge, blé, maïs). Pesant entre 9 et 11 kilos, ces jambons, travaillés par les « quatre saisons », c'est-à-dire séchés à l'air du pays, portent une médaille à la patte et possèdent une carte d'identité. Celui dégusté au *Relais Miramar*, la carte d'identité en fait foi, provenant de l'élevage de M. Chabagno, salé par M. Mayté Sauvageur, avait été abattu le 21 mars 1988.

A Paris, vous dégusterez au gentil *Relais basque* (un oublié du Michelin, négligé par le Guide-Millau aussi) une piperade comme à Macaye. Le couple Sorhondo, né-natif, en ce décor typique (11, rue Saint-Lazare, Paris-9 - tél. : 48-78-29-27 :

fermé samedi et dimanche) n'a certes pas ici encore les jambons Ibaïens, mais vous vous régalez du gaspacho de Cambo, des chipirons à l'encre, du fromage Ardi Gasna (avec son verre de jerez) avant le... « secret de la chambre d'amour », un dessert qui nous ramène ainsi à Biarritz. J'ajoute que l'on sert ici dès 19 heures, ce qui permet des dînettes avant-spectacle bien agréables.

LA REYNIERE

P.-S. A propos de cuisine basquaise, je puis recommander le petit ouvrage de Michel Barbecousse *Cuisine basque d'hier et d'aujourd'hui* (Tiki éditeur, BP 73, Biarritz). Il y donne, entre autres, deux recettes de piperade, l'une agrémentée de ventriche et l'autre de jambon de Bayonne et de petites chipolatas. Toutes deux comportant un morceau de piment fort dont Espelette est, en pays, le berceau.

## Le Vin de paille

C'est dans cette rue que, sortant du Ritz, Max Maupuy s'installa après-guerre, avant d'ouvrir Chez Max, rue de Cassini. Depuis... en dehors de la boulangerie Saint-Philippe, au coin, et d'un indien, rien. Et voici que dans deux petites salles claires Jean-Luc Masfina s'épanouit.

C'est incontestablement un cuisinier qui aime découvrir le parfait des choses et les échanges de saveur. Ses tagliatelles au sabayon de toky (d'Alsace, il devrait l'indiquer, le toky hongrois ici conviendrait mieux), sa poêlée de champignons sauvages, son saumon frais au fumet de crustacés, sa papillote de truite rose en infusion de citronnelle, la noix d'entrecôte grillée « retour du Médoc » et un lapereau désséché aux quiches et à l'ail doux en chemise sont de qualité.

Peut-être aimerais-on des portions un peu plus « solides » au regard aux prix, et faire soi-même son choix des fromages de saison. Mais les desserts (le flottant au caramel blond, marques chocolat amer saucé au thé de Chine, glace au parfum d'oignon et rhubarbe confites) sont originaux. Le service de Guy et Alain a un côté bon-enfant-distingué agréable. La carte des vins devra s'étoffer, et l'addition atteint 300 F.

● **LE VIN DE PAILLE**, 3, rue du Commandant-Rivière, 75008 Paris. Tél. : 43-59-22-85. Fermé samedi et dimanche. Ouvert en août. CB - DC. Chiens acceptés.

## La Fontaine d'Auteuil

Mai à l'aise dans sa trop petite maison de la rue du Cherche-Midi, Xavier Grégoire n'a pas cherché 14 heures pour s'installer au village d'Auteuil, dans un gentil cadre de discrète élégance où les gourmets avisés viendront vite se régaler de plats originaux sans être nouveaux. Tels ce gâteau de sardines au caviar d'aubergine (68 F), la poêlée de tagliatelles à la chair de tourteau (82 F), le saint-pierre au riz basmati et herbes fraîches (120 F), la pièce du boucher à la moelle et au vin de Graves (82 F), etc.

Bons fromages signés du fromager Quatrehomme et succulents desserts, dont un feuilleté à la crème aux grannies-smith et un gratin d'ananas au beurre d'oranges. Aux déjeuners, un menu « affaires » (choix de deux plats, fromages et dessert) à 160 F. A la carte, compter 250-300 F avec, par exemple, un parfait côtes-du-rhône de chez Guigal.

● **LA FONTAINE D'AUTEUIL**, 36 bis, rue La Fontaine, 75016 Paris. Tél. : 42-89-04-47. Fermé samedi midi et dimanche. Salon 15-20 couverts. CB - DC. Chiens acceptés.

## Alain Raye

Mai à l'aise, lui aussi, qui nous venait de Savoie, dans le moule parisien, ce timide, très bon et modeste cuisinier se fait petit à petit une place méritée. Même si Michelin semble ignorer qu'une étoile lui conviendrait parfaitement. Originalité des mets, recherche séduisante des saveurs comme dans ce gâteau de grenouilles aux pommes de terre et à l'ail. Si à la carte on peut compter 400 F, le menu, midi et soir, comportant un choix de cinq entrées, autant de plats, fromage et desserts (à 205 F) est remarquable.

Les amuse-bouche sont plaisants, les six sortes de pain maison donnent appétit, le beurre vient de la coopérative d'Echirolles (Idem-est, ce qui est bien... et rare !). Enfin, une jeune comédienne, Véronique Perrin, vous conseillera utilement entre les vieux millésimes de la carte (hors de prix, on l'imagine) et des vins agréables comme le prieur saint-jean-de-débian 1988 à 130 F. A noter que la maison sera ouverte en août.

● **ALAIN RAYE**, 49, rue du Colisée, 75008 Paris. Tél. : 42-25-66-76. Fermé samedi midi et dimanche. Salon : 8-12 couverts. AE - DC - CB. Chiens acceptés.

## Le Saint-Vincent

Depuis que j'ai ici signalé la reprise de ce café-tabac par Pierre Cambin, le tabac a été supprimé, le comptoir harmonisé pour permettre aux amateurs de déguster au verre, notamment les beaujolais (y compris le dixième cru nouveau, le Régné).

Et dans cette série de salles claires agréables, on se régale de la salade de quous de boeuf (26 F) d'une andouillette ou du tablier de sapeur lyonnais, du coq au fleurie, d'un hachis Parmentier, d'une brochette d'onglet sauce moutarde, de spare ribs, tous plats entre 60 et 70 F, avec en entrée le metafen savoyard (32 F), un jambon Serrano d'Espagne (35 F) et aussi un casoulet (70 F) et un méchoui d'épaule d'agneau aux pommes boulangères (75 F). Vin de pays à moins de 100 F. Une adresse « sympa » !

● **LE SAINT-VINCENT**, 26, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris. Tél. : 47-34-14-94. Ouvert en août. Fermé dimanche. Parking : 1, rue Camborne.

## Le Bistrot de l'Etoile

C'est l'ancien Santenay, repris par Guy Savoy qui avait déjà, en face de sa glorieuse maison de la rue Troyon, un *Bistrot de l'Etoile* numéro un. Il a ici délégué ses pou-

voirs à Bruno Gendarmes, excellent second et qui sait mûrner la cuisine adéquate : des œufs durs farcis tapenade à la salade de petits gris pommes de terre, de la morue crème d'ail au pied de porc confit, d'une bouillabaisse de volaille à la langue d'agneau aux ravioles.

Le pot de cépage merlot est à 50 F, et les vins comme les plats conduisent à des additions de 200-250 F pour peu que l'on soit mis en bonne humeur et bon appétit par l'ambiance maison.

● **LE BISTROT DE L'ÉTOILE**, 75, avenue Niel, 75017 Paris. Tél. : 42-27-89-44. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

## L'Aiguière

J'ai signalé il y a quelques mois l'arrivée (et la persée) ici de Patrick Massatini. La neuve carte fait appel à Massatini (le Cuisinier Royal et Bourgeois), avec notamment la poularde à la Sainte-Mane-hould (deux fautes d'orthographe sur la carte à cette occasion !). Le menu « affaires » (deux plats, fromage ET dessert) du déjeuner reste à 155 F.

Et, tout juillet, exposition d'automobiles et d'États-Unis.

● **L'AIGUIÈRE**, 37 bis, rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. : 43-72-42-32. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert en août. CB - AE - DC.

L.R.

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

**CHAMPAGNE Dir. de ppte**, élevé en foudre de chêne, amoureux-mat, pour vous. AMATEURS, profitez de nos cuvées spéciales : RÉDEMPTEUR brut mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur demande à R.M. DUBOIS P. & F. (3), « Les Alouettes », VENTUEIL, 51200 EPERNAY. 26-58-48-37.

GRANDS VINS DE JURANÇON **CHATEAU DE ROUSSE** Direct. du producteur en consommateur. Qualité et millésime en sec et moelleux. J. LABAT-LARONDE, 64110 JURANÇON. Tarif sur demande.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Aquitaine

**ENTRE MER ET MÉDOC**  
**HOTEL RESTAURANT \*\*\*\***  
Parc forestier 2 ha. Piscine, tennis, parcour santé, piste cyclable, prox. golf. 1/2 pension 260 F.  
**LES ARDILLIÈRES**, 33100 SALAUNES. Tél. 56-58-98-86.

#### Côte d'Azur

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*\*  
Hôtel de charme près mer, cuisine, grand confort.  
**50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES**  
**TV COULEUR PAR SATELLITES**  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-57-62-56 - Tél. 478-418. Télécopie 93-16-17-99.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-58-39-60.  
Piscine, centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.  
150000 direct, minibus.

#### Montagne

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Village XVIII<sup>e</sup> s. Piste lisse. Eau. d'Évoque, 2040 m. Randon. pédestre.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
Tennis, billard. Chambres, studios gd confort de 55 F à 160 F par jour.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo en sept. Piscine, tennis, billard.

#### Paris

**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

#### Grande-Bretagne

**68 - QUEENSGATE**  
**EDEN PLAZA HOTEL**  
68 QUEENSGATE,  
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7  
Tél. 19-44-1-378-4111. Tél. 916228.  
Télécopie 19-44-1-378-4578.  
Hôtel moderne et accueillant.  
Près de Knightsbridge, Harrods  
Hyde Park, musées.

#### Italie

**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
**ET DES ARTISTES \*\*\***  
Saint-Marc 1936  
Réservation : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-43-721.  
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

**VÉRONE**  
**NOVO HOTEL ROSSI**  
Via Delle Case, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservation : 193945/56-90-22  
Fax : 193945/57-82-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

## TOURISME

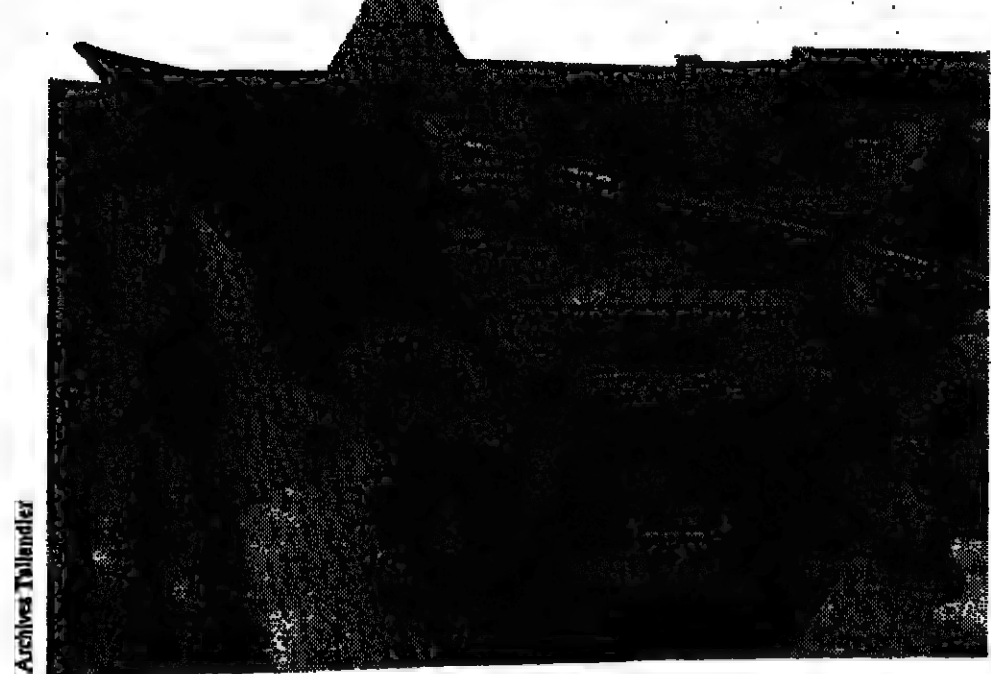
**ÉTÉ 1989**  
**SÉJOURS ENFANTS**  
**A LA MONTAGNE**  
(agréé Jeunesse et Sports)  
**Haut-Doubs. Alt. 900 M.**  
**TGV 3 heures de PARIS**  
Yves et Liliane accueillent vos enfants (5 à 14 ans) dans ambiance très familiale dans ancienne ferme XVII<sup>e</sup> siècle, confortablement restaurée, au milieu des pâturages et des forêts. Accueil limité à 15 enfants. Activités proposées : tennis, poney, jeux collectifs, découverte des fleurs, milieu rural, peinture sur bois, fabrication du pain...  
Prix : 1 650 F par semaine/enfant.  
Tél. (16) 81-38-12-61.  
**LE CRÉT L'AGNEAU**  
25600 MONTBENOIT

1939/1940

## L'ANNÉE TERRIBLE

L'HISTOIRE DE DE TRAGIQUE L'EFFONDREMENT LA FRANCE

par Jean-Pierre AZEMA



Chaque jour, pendant tout l'été, le Monde raconte la drôle de guerre et l'Occupation : la déclaration de guerre, les premiers affrontements, les Allemands à Paris, l'exode, l'appel du 18 juin, Pétain et le gouvernement de Vichy, les juifs hors la loi, la collaboration avec l'occupant.

Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 17 JUILLET (NUMÉRO DATÉ MARDI 18)  
CHAQUE JOUR DANS LE MONDE



## JEUX

## échecs

N° 1341

## UNE PAIRE DE FOUS

(Championnat d'URSS, Tbilissi, 1988)  
Blancs : CHIROV  
Noirs : ANKOPIAN  
Défense Grünfeld

1. e4	Cf5	17. Dd3	Td8
2. Cf3	e5	18. Fd2	Cd7
3. Cc3	e4	19. Fd3	Td8
4. e5	Cd5	20. d6	Td8
5. f4	Cc6	21. Td4	Cd7
6. f5	Fg7	22. Fg5	Cd7
7. Cc3	Fg7	23. Fg5	Cd7
8. Td1	0-0	24. Fg5	Cd7
9. Rg2	Dd5	25. Fg5	Cd7
10. 0-0	Dd5	26. Fg5	Cd7
11. Rg2	Dd5	27. Fg5	Cd7
12. Dd3	Dd5	28. Fg5	Cd7
13. Rg2	Dd5	29. Fg5	Cd7
14. Dd3	Dd5	30. Fg5	Cd7
15. Cc3	Dd5	31. Dd7	Cd7
16. Dd3	Dd5	32. Fg5	Cd7

## NOTES

a) Une variante assez populaire depuis une dizaine d'années qui permet d'éviter la variante d'échange classique 7. Fg4, Fg7; 8. Cc2, gxd4; 9. gxd4, Cc6; 10. Fd3, 0-0; 11. 0-0, Fg4.  
b) 8. Fd3 et 8. Fd2 sont également jouables.  
c) Après 8... Cc6; 9. d5, Fxg3+; 10. Fd2, Fxg3+; 11. Dxd2 les Blancs ont déjà pris l'avantage. De même, si 8... Dd5; 9. Td5, Dxc3+; 10. Fd2, Dc3; 11. Txc5, 0-0; 12. Dd3.  
d) On a aussi essayé 9... Fg4; 9... Cc6 et 9... b6 avec des succès divers.

e) Ce sacrifice de pion est probablement supérieur aux suites 10. Td5; 10. Fd2 et 10. Dd2.  
f) Ou 10... Dxc3; 11. d5, Dd5; 12. Fg5, Td8; 13. Dd3, a6; 14. Td1, Cd7 ou encore 11. Td7, Dd3; 12. Dd2, Fd7; 13. Td7, Fd6; 14. Td3 (si 14. Tg7, cxd4; 15. Tg6, d3 et 14. Td7, gxd4; 15. Tg7, Dd6; 16. Fd5, Fd7, suivi de Cc6), Fd4; 15. Td3, Fxg2; 16. dxc5, Fxg4 avec égalité. Dans la pratique, les Noirs acceptent plus souvent le sacrifice du pion a2 que celui du pion g3, sans que les raisons de ce choix soient bien claires.  
g) Si 11... Td8; 12. Fb5!  
h) Après 12. d5, Td8; 13. Dd4 les Noirs doivent jouer précisément: si 13... Dg6; 14. Dd3, Dg7; 15. Fg4, Td8; 16. d6, f6; 17. Fd4 si 13... Cc6; 14. d5, Td8; 15. Fg4, h6; 16. Dd2 ou 16. Fd3 avec des complications souvent favorables aux Blancs mais 13... h5; 14. d5, Dg4; 15. Dxc4, Fxg4; 16. Fxg7, Td5; 17. h3, Td7; 18. Fxc5, Ff5 avec égalité.  
i) Si 12... Dd6; 13. Dd3 et si 12... Cd7; 13. Dd3, Cb6; 14. Cc5! Peut-être faut-il envisager ici 12... Td8.

j) Mieux que 13. Dd3, Fd6; 14. d5, Dd6; 15. c4, e5!  
k) Seul, ce sacrifice d'un second pion permet aux Blancs de conserver l'initiative et de justifier le premier sacrifice du pion a2, une idée osée mais logique du maître Epichin contre Henkin en 1988 à Barnaul. A noter que sur 13. Dd3 les Noirs prennent l'avantage par le blocage 13... e5!  
l) Et non 16. Fd4, Dd6; 17. Dd3, Td8 et les Noirs tiennent bon.  
m) La seule défense. Si 16... Fd6; 17. Fxg6, Cxg6; 18. Td7, suivi de Fxg7 etc.  
n) Si 17. Fd3, Cd7 et si 17. Fd4, e5; 18. dxc6, Dxc2; 19. Fxd2 (si 19. fxc7+, Txf7; 20. Fxd2, Fd6; 21. c4, Fb7); fxc6!; 20. Ff3, Txf3; 21. gxf3, Fb7 et les Noirs sont mieux.  
o) Et non 17... f67; 18. Ff4.  
p) Et non 18... e57; 19. dxc6; 20. Td1!  
q) La partie Epichin-Henkin continua ainsi: 19. Td1, Cb6; 20. c4, Ff7; 21. Td1 (au lieu de 21. Td1), a6; 22. Ff4, Dd7; 23. h3, h5; 24. Fd5, Rh7; 25. Df4, Tg8; 26. Dg5, Cc8; 27. Ff4, Td8.

28. Txc7, Dd8; 29. Dd6+, Rg8; 30. Fd5, abandon.  
r) Après 21... Fb7; 22. Fxb7, Txb7; 23. Fg5, Dd5 (si 23... Dd6; 24. Df3 et 25. Td1); 24. Fxg7 les Blancs ont une compensation certaine pour le pion ni moins.  
s) Ou 26... cxf4; 27. Dxf4 menaçant 28. Fd5 (si 27... Cc5; 28. d7, Cxc6; 29. Dxb8).  
t) Ou 30... Txc6; 31. Dd8+, Df8; 32. Dxc6, gxf4; 33. Fxf7 et si 31... Rh7; 32. Fd4+.  
u) Si 31... Td6; 32. Fxb7, gxf4; 33. d7, Td6; 34. Fg8. Si 31... Fd5; 32. Dxb8+.  
v) Si 32... gxf4; 33. Fd5 (Fd5) et les Noirs ont plus de défense. Les Fous des Blancs ont joué un grand rôle.

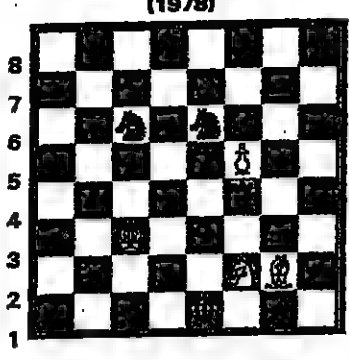
Cxb4; 7. Fg2+, Rb8 (si 7... Ra7; 8. Td1 et si 7... Cc6; 8. Td1); 8. Rg3, Ca6; 9. Td1+, Ra7; 10. Td7 mat.

CLAUDE LEMOINE

ÉTUDE N° 1341

T. WHITWORTH

(1978)



a b c d e f g h

BLANCS (4) : Rc3, Fd2, Cf2.

NOIRS (4) : Rf1, Td4, Cc6 et 66.

Les Blancs jouent et gagnent.

## bridge

N° 1339

## LES RIVAUX DE TURKU

Au précédent Championnat d'Europe, les Suédois avaient remporté le titre européen avec une nette avance sur les Anglais, les Norvégiens et les Polonais. Le match Suède-Pologne s'était soldé par un match nul, et le chelem suivant avait été un coup d'épée dans l'eau car il avait été remporté aux deux tables.

♠ V64	♠ R1052
♥ R62	♥ V3
♦ R10	♦ V8743
♣ 1063	♣ V84
♠ 9873	♠ AD
♥ 993	♥ AD1074
♦ 65	♦ A102
♣ 9552	♣ AD7

Ann. : N. don. Tous vuln.

Salle ouverte

Quest Nord Est Sud

Landq. Bizon Fallen. Will.

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

Quest ayant entamé le 8 de Pique pour le 4 et le 10, comment le Polonais Andrzej Wilkosz en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELIEU A CŒUR contre toute défense?

## RÉPONSE

Wilkosz a pris avec la Dame de Pique, puis il a battu trois fois atout et il a tiré l'As de Pique. Il est remonté au mort à Carreau pour couper le dernier Pique (le Valet), puis, après avoir réalisé l'As de Carreau et le Roi de Carreau, a joué le 3 de Trèfle du mort dans l'intention de mettre le 7 de Trèfle si Est fournissait un petit. Mais Est comprit que le déclarant avait préparé un placement de main, et, pour que Ouest ne soit pas obligé de prendre le 7 de Trèfle, il a joué le 8 de Trèfle couvert par la Dame et pris par le Roi. Afin de ne pas jouer le 9 de Pique dans coupe et défausse, Ouest a continué avec le 5 de Trèfle. Mais la situation était :

♠ 995 ♠ 10A7 ♠ 09V4

Le déclarant fournit le 6 du mort et il fit les deux derniers Trèfles.

## Appauvrissement mortel

Il ne suffit pas d'avoir de gros jeux pour gagner au bridge, encore faut-il savoir s'en servir. Ainsi, dans la partie suivante jouée il y a quelques années à Bruxelles, le déclarant avait eu deux fois l'occasion d'assurer son contrat, mais il ne s'en était pas rendu compte et avait finalement chuté.

♠ 97	♠ 97
♥ 76	♥ 76
♦ 8754	♦ 8754
♣ DV862	♣ DV862
♠ 106543	♠ 106543
♥ 953	♥ 953
♦ V103	♦ V103
♣ 107	♣ 107
♠ 97	♠ 97
♥ 76	♥ 76
♦ 8754	♦ 8754
♣ DV862	♣ DV862
♠ 106543	♠ 106543
♥ 953	♥ 953
♦ V103	♦ V103
♣ 107	♣ 107
♠ 97	♠ 97
♥ 76	♥ 76
♦ 8754	♦ 8754
♣ DV862	♣ DV862
♠ 106543	♠ 106543
♥ 953	♥ 953
♦ V103	♦ V103
♣ 107	♣ 107

Ann. : N. don. Tous vuln.

Salle ouverte.

Quest Nord Est Sud

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

— — — —

Ouest a entamé le 3 de Cœur pour le 10 d'Est qui a continué avec l'As de Cœur. Comment Sud doit-il jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense? Quelles étaient les assurances que le déclarant aurait pu souscrire pour faire dix levées?

## NOTE

Avec une main qui pouvait être évaluée à environ... 26 points (en comptant la distribution et les plus-values), Sud avait dû être déçu d'être barré par Est. Que déclarer, en effet, sur « 3 Cœurs » ? Certains joueurs vont faire un essai bid à « 4 Cœurs », mais il est peu probable que le partenaire puisse annoncer les Piques et, s'il répond « 5 Cœurs », que fera-t-il faire ?

Pour cette raison le contre est la surenchère qui permet les meilleurs développements : si Nord décide de passer parce qu'il aura une ou deux levées d'amort, la pénalité sera très sévère; s'il annonce « 4 Cœurs », on déclarera « 4 Piques » : enfin, s'il dit « 4 Trèfles » (comme ce fut le

cas), il n'est pas exclu de s'entendre à « 6 Trèfles » (ce qui n'a pas été le cas).

## COURRIER

## DES LECTEURS

Une remarquable sécurité (n° 1332). — « Je dois dire, écrit F. Scherich, que je n'aurais pas pensé, à la table, à cette défausse du Roi de Carreau sur l'As de Trèfle pour se protéger contre une mauvaise répartition des atouts et des carreaux. J'ai noté que vous n'aviez pas indiqué que le mort, qui avait besoin de trois remises, avait coupé un Cœur. D'autre part, la deuxième rentrée à Pique était l'As et non pas le Roi qui avait déjà été joué. »

D'autres lecteurs ont fait les mêmes remarques. Bismut, Daladie, Frémont, Louvain, etc., mais il reconnaissent tous que le coup est remarquable. Il reste à savoir combien de champions seraient réellement capables de le réaliser ?

PHILIPPE BRUGNON.

## dames

N° 358

## LA REVANCHE

## DE CLERC

Coupe du monde 1988, Carroux

Blancs : Tadjikow (URSS).

Noirs : Clerc (Pays-Bas).

Ouverture : Ruy Lopez.

1. 32-28	19-13	27-32	13-19
2. 28-32	13-19	27-32	13-19
3. 32-28	13-19	27-32	13-19
4. 32-28	13-19	27-32	13-19
5. 32-28	13-19	27-32	13-19
6. 32-28	13-19	27-32	13-19
7. 32-28	13-19	27-32	13-19
8. 32-28	13-19	27-32	13-19
9. 32-28	13-19	27-32	13-19
10. 32-28	13-19	27-32	13-19
11. 32-28	13-19	27-32	13-19
12. 32-28	13-19	27-32	13-19
13. 32-28	13-19	27-32	13-19
14. 32-28	13-19	27-32	13-19
15. 32-28	13-19	27-32	13-19
16. 32-28	13-19	27-32	13-19
17. 32-28	13-19	27-32	13-19
18. 32-28	13-19	27-32	13-19
19. 32-28	13-19	27-32	13-19
20. 32-28	13-19	27-32	13-19
21. 32-28	13-19	27-32	13-19
22. 32-28	13-19	27-32	13-19
23. 32-28	13-19	27-32	13-19
24. 32-28	13-19	27-32	13-19
25. 32-28	13-19	27-32	13-19
26. 32-28	13-19	27-32	13-19
27. 32-28	13-19	27-32	13-19
28. 32-28	13-19	27-32	13-19
29. 32-28	13-19	27-32	13-19
30. 32-28	13-19	27-32	13-19
31. 32-28	13-19	27-32	13-19
32. 32-28	13-19	27-32	13-19
33. 32-28	13-19	27-32	13-19
34. 32-28	13-19	27-32	13-19
35. 32-28	13-19	27-32	13-19
36. 32-28	13-19	27-32	1







# Légion d'honneur

Par décret publié au *Journal officiel* du 14 juillet 1989, M. Paul-Louis Weiller, médecin et membre de l'Institut, a été élevé à la dignité de grand-croix, et MM. Henri Dutilleul, compositeur, et Paul-Emile Victor, explorateur, à celle de grand-officier.

An-déjà, dans l'ordre des promotions et nominations, la liste publiée ci-dessous comporte, Bicentenaire oblige, nombre d'historiens et d'intellectuels, notamment : Maurice Agulhon, Blandine Barret-Kriegel, Emmanuel Leroy-Ladurie, Mona Ozouf et Michel Vovelle. Le monde des arts et des spectacles est lui aussi bien représenté avec Edwige Feuillère, Madeleine Robinson, Michel Etcheverry, Jean Danet, Bernard Chevry. Trois champions olympiques, Pierre Durand, Jean-François Lamour et Philippe Riboud, ainsi que le navigateur Olivier de Kersauson sont également distingués, de même que la journaliste Françoise Girod et l'universitaire et germaniste Alfred Grosser.

## Grande chancellerie

### M. Paul-Louis Weiller grand-croix

Est élevé à la dignité de grand-croix : M. Paul-Louis Weiller, président de la fondation Paul-Louis Weiller.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

M. Henri Dutilleul, compositeur ; M. Eugénie Ollaga, née Valois, ancienne députée-républicaine ; MM. Guy Lacroix, membre de l'Institut ; Paul-Emile Victor, ancien directeur des expéditions polaires françaises.

Est promu commandeur :

M. Pierre Maillard, ambassadeur de France.

Sont promus officiers :

MM. Jacques Boidin, ancien professeur à l'université Claude-Bernard de Lyon ; Roger Nion, ingénieur général honoraire de la météorologie nationale ; Bernard Nivet, ancien général honoraire près la cour d'appel de Poitiers ; Louis Verrière, ancien inspecteur général à l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont nommés chevaliers :

M. Pierre Baroth, ancien chef de bureau principal aux Houillères du bassin de Lorraine ; M. Marceline Barak, ancien attaché de préfecture ; Paul Bruchin, directrice d'école honoraire ; M. Jean, Dany-Lafrance, ancien ingénieur ; Gaston Lesage, inspecteur divisionnaire honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Nguyen Duc Vinh, ancien chef de bureau à la direction des personnels enseignants de lycée ; Parvato Paley, ancien administrateur de la France d'outre-mer ; Léon Peyroux, commissaire divisionnaire honoraire de la police nationale ; Jean Raymond, ingénieur général honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; André Soulat, sous-directeur honoraire à la Régie autonome des transports parisiens.

## PREMIER MINISTRE

Est promu commandeur :

M. André Monod, membre de l'Institut.

Sont promus officiers :

MM. Alfred Grosser, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris ; Pierre Guillen, vice-président de la Société ; André Houtrebe, ancien secrétaire confédéral de Force ouvrière ; Yves Jacques, directeur des études de l'Institut des hautes études de défense nationale ; Lucien Robuffet, vice-président national de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises ; Maurice Zivovitch, secrétaire général de la Commission générale de la langue française.

Sont nommés chevaliers :

MM. David Aozon, président du groupe Identité et dialogue ; Michel Biane, administrateur civil hors classe ; M. Marie-Thérèse Joly-Lambert, inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre ; Hélène David-Weill, présidente d'association culturelle ; MM. Louis Guillo, président de l'association des auditeurs de l'Institut des hautes études de la défense nationale et de l'union des associations de l'IHEDN ; M. Anne-Marie Percheron, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique ; MM. Louis Quinio, président de l'Association des auditeurs de l'IHEDN ; Paul Villandier, ancien professeur des universités ; Jacques Villennet, ethnologue.

## ACTION HUMANITAIRE

Est promu officier :

M. Claude Hertz, secrétaire général de Médecins du monde.

Est nommé chevalier :

M. Pierre Borne, médecin chirurgien.

## Educational nationale, jeunesse et sports

Sont promus commandeurs :

MM. Jacques Dubouché, professeur honoraire d'université ; Henri Gauchier, recteur d'académie honoraire ; Hugues Gonnelle, professeur de médecine.

Sont promus officiers :

MM. Jean Castaigne, professeur de chirurgie orthopédique et traumatologie ; Gustave Choquet, membre de l'Institut ; Pierre Duchêne-Marulaz, professeur de pharmacologie à Clermont-Ferrand ; Jacques Fabre, professeur d'université à Caen ; Jean Flahaut, professeur de la faculté de pharmacie Paris-V.

Sont nommés chevaliers :

MM. Maurice Agulhon, professeur au Collège de France ; Yves Assencher, professeur d'université à Montpellier ; M. Blandine Barret-Kriegel, professeur d'université à Paris-I ; MM. Louis Bertrand, directeur d'école honoraire ; Maurice Boucher, président d'une délégation départementale de l'éducation nationale ; M. Claude Chazimail, professeur au lycée à Lyon ; MM. Jacques Chevrier, maître de

conférences à l'université Paris-XII ; Roland Chiron, avocat ; Robert Coet, professeur de lycée à Versailles ; M. Simone Dumont, professeur de lycée à Lyon ; M. Michel Falise, recteur de l'Institut catholique de Lille ; M. Berthe Glazier, inspectrice départementale de l'éducation nationale à Lille ; M. Philippe Kourilsky, directeur d'unité à l'Institut Pasteur ; Roger Lophelia, président d'honneur de l'Association nationale des parents et anciens élèves des écoles privées ; Lucien Louchet, directeur d'école honoraire ; Philippe Lucas, recteur de l'académie de Bordeaux ; Barthélemy Mercadal, professeur au Conservatoire national des arts et métiers ; Henri Mitterand, professeur à l'université Paris-III ; M. Ariette Montagnier, maître de conférences ; Mona Ozouf, professeur agrégée ; Jeanne-Marie Parry, professeur à Paris-Dauphine ; Simone Paria, professeur de lycée à Amiens ; M. Germain Fielet, conseiller d'éducation au collège de Besençon ; Guy Penzard, professeur à l'université Aix-Marseille-I ; M. Yvonne Ragnaud, professeur de lycée professionnel au Kremlin-Bicêtre ; M. Serge Renaudin, président de l'université de Nantes ; M. Claude Ruge, inspecteur d'académie ; M. Marc Saint-Hubert, inspecteur principal de l'enseignement technique à Bordeaux ; Armand Sarazin, directeur de l'Institut national des sciences appliquées de Toulouse ; Pierre Vayns, chirurgien ; Roger Ycart, professeur honoraire d'enseignement général de collège ; Paul Zech, président de l'université Lyon-I.

## Jeunesse et sports

Est promu officier :

M. Emile Schoebel, professeur d'éducation physique et sportive retraité.

Sont nommés chevaliers :

MM. Gilbert Barillon, inspecteur général de la jeunesse et des sports ; Alain David, membre du bureau de l'association française des internationaux golfers ; Daniel Jamin, médaillé de bronze en tennis de table aux Jeux Paralympiques de Séoul ; Olivier de Kersauson de Fautendreff, vainqueur de la coupe senior du monde à la voile en solitaire ; Georges Lapeyre, ancien conseiller technique régional ; Jacques Lecharrier, directeur technique fédéral ; Joseph Orsini, fondateur d'une amicale sportive ; Jean Vuillez, dirigeant de sauvetage de secourisme en montagne ; Pierre Durand, médaillé d'or individuel en équitation (saut d'obstacles) et médaillé de bronze par équipe aux Jeux olympiques de Séoul ; Jean-François Lamour, médaillé d'or individuel au saut aux Jeux olympiques de Séoul ; Philippe Riboud, médaillé d'or par équipe à l'épée et médaillé d'argent en individuel aux Jeux olympiques de Séoul.

## Economie

### finances, budget

Sont promus commandeurs :

MM. Yves Coroll, président de sociétés ; Lucien Coroll, receveur général des finances.

Sont promus officiers :

MM. Pierre Bailly, président d'une association de sociétés financières ; Jean-Claude Hase, associé-gérant d'une banque ; André Masco-Mandré, conservateur des hypothèques à Montpellier ; Roger Michaux, président de la chambre de commerce et d'industrie de la région de la Cour des comptes ; M. Marie-Louise Riffault, ingénieur civil hors catégorie ; M. Edouard Valenti, ingénieur ; M. Edouard Winer, chef de département dans une société ; Pierre David, ancien expert immobilier ; Pierre Frey, ancien interné résistant.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean Ambialet, avocat agréé à l'agence judiciaire du Trésor ; Paul Blich, secrétaire général d'un groupe industriel ; Jean Boulard, directeur général de compagnies immobilières ; Pierre Rostaing, président d'honneur et conseiller de société ; Léon Demaillac, membre de la commission de la sécurité des consommateurs ; Michel Deroy, président-directeur général de sociétés ; M. Marguerite Dujardin, chef de section des impôts à Lille ; M. René Girard, conservateur des hypothèques à Toulouse ; Jean Hoguet, directeur interrégional des assurances ; M. Pierre Lamoignon, trésorier payeur général de la Loire ; Pierre Mayne, directeur général adjoint dans une compagnie d'assurances ; André Migon, agent général d'assurances ; M. Simone Mur, contrôleur divisionnaire des impôts à Bordeaux ; MM. Emmanuel Philippon, directeur général adjoint dans une banque ; Jean Pinvidic, trésorier principal à Boulogne-Billancourt ; Fabrice Foyat, conseiller maître à la Cour des comptes ; Jean-Pierre Thiolon, président du directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; Xavier de Verdalen, inspecteur général des finances ; Serge Viron, chef de fabrication des monnaies et médailles ; Michel Vuillaume, directeur général adjoint.

## FONCTION PUBLIQUE ET REFORMES ADMINISTRATIVES

Est promu officier :

M. René Lenoir, inspecteur général des finances.

Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Ferrari, professeur agrégé de droit public à l'université de Metz ; Edouard Lassa, trésorier principal de 1<sup>re</sup> classe ; André Leguillon, chargé de missions régionales à la Garante mutuelle des fonctionnaires.

## Affaires étrangères

### PERSONNEL

Est promu commandeur :

M. Gilles Curien, ambassadeur de France.

Sont promus officiers :

MM. Alain Deschamps, ambassadeur de France au Burkina ; Roger Duzer, ambassadeur de France en Australie ; Serge Elouache, ministre plénipotentiaire à l'administration centrale ; Bernard Jean Lopinot, ancien ministre plénipotentiaire.

Sont nommés chevaliers :

M. André Ciza, ambassadeur de France en Uruguay ; M. Monique Gachet, secrétaire administratif à l'administration centrale ; M. Bernard Garcia, conseiller des affaires étrangères à l'administration centrale ; M. Jacqueline Massat-Jacoby, ancien chef de division à l'office français de protection des réfugiés et apatrides ; M. Jean-François Nougarede, ambassadeur de France au Pérou.

### PROTOCOLE

Est promu commandeur :

M. Jean-Jack Demorot, professeur de langues romanes.

Sont promus officiers :

MM. Marcel Calinard, professeur de haute couture ; Jean-François Watteau, professeur à l'université de Californie à Los Angeles.

Sont nommés chevaliers :

MM. Bernard Deaux, fonctionnaire international de banque ; Gabriel Desdoin, président d'une société ; M. La Grandin, religieuse ; M. René Lohmeier, président du conseil de surveillance d'une société ; M. Monique Vachez, comtesse honoraire de France à Guadeloupe ; Pierre Guidoni, ancien ambassadeur.

ÉTRANGERS EN FRANCE

Sont nommés chevaliers :

M. Hans-Mo, couturier ; docteur Miroslav Zecovic, directeur général de banque.

### Justice

Est promu commandeur :

M. Jean Reliquet, avocat général honoraire à la Cour de cassation.

Sont promus officiers :

M. Denise Régnier, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; M. Bruno Cheramy, conseiller d'Etat ; Jean Constant, premier président honoraire de la cour d'appel de Reims ; Jean Constant, avocat au barreau de Paris ; Jean Lapeyre, conseiller à la Cour de cassation ; Alfred Lecayeur, premier président de la cour d'appel de Poitiers ; Jacques Pankov, conseiller à la Cour de cassation ; Robert Tenger, avocat au barreau de Paris.

Sont nommés chevaliers :

MM. Henri Adet, avocat au barreau de Paris ; François Bantz, avocat général près la cour d'appel de Colmar ; Hubert Bonaldi, directeur régional des services pénitentiaires de Paris ; Claude Burgaud, avocat général près la cour d'appel de Reims ; Paul Caimon, procureur général près la cour d'appel d'Orléans ; Jean Charvot, procureur général près la cour d'appel de Caen ; Yves Daply, président de chambre à la cour d'appel de Grenoble ; M. Marie-Thérèse Egal, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; M. Bernard Eno, directeur régional de l'éducation surveillée pour la région Basse et Haute-Normandie ; M. François Rida, président de chambre à la cour d'appel de Versailles ; M. Armand Chénier, avocat au barreau de Lyon ; Jean Guyot, avocat général près la cour d'appel de Paris ; Pierre Jeanjean, chef du service du casier judiciaire national ; Bernard Lyonne, avocat au barreau de Paris ; Bernard Maillet, président honoraire du tribunal de commerce de Nantes ; Joseph Peretti, avocat général près la cour d'appel de Paris ; Jean Quendaile, conseiller d'Etat ; Philippe Ricard, président du tribunal de grande instance de Besançon ; Marie Salomon, président du tribunal de grande instance de Chalon-sur-Saône.

## Défense

Sont promus commandeurs :

MM. Charles Marguerite, ancien résistant ; Gabriel Renandini, ancien député résistant.

Sont promus officiers :

MM. Louis Angis, ancien résistant ; Guy Darrieux, directeur dans une société ; Jean-Louis Remy, directeur d'établissement dans une société nationale ; Robert Rida, administrateur civil hors classe.

Sont nommés chevaliers :

M. Flore Bernard, directrice d'une maison d'enseignement ; M. Michelins Carrey, attaché de service administratif ; M. Philippe Cazin, cadre supérieur dans une officine nationale ; Hervé Leprieux-Ringuet, pilote d'essai dans une société ; Robert Revolt, ancien ouvrier d'Etat ; M. Marie-Louise Riffault, ingénieur civil hors catégorie ; M. Edouard Valenti, ingénieur ; M. Edouard Winer, chef de département dans une société ; Pierre David, ancien expert immobilier ; Pierre Frey, ancien interné résistant.

Sont promus officiers :

MM. Edouard Baudouin, ancien conseiller général de la Deux-Sèvres ; Jean-Claude Auzoussat, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais ; Pierre Blondel, préfet du Val-d'Oise ; Arabe Boulay, ancien président du conseil général du Puy-de-Dôme ; Roger Carcassonne ; André Danbard ; Raymond Julliard, maire de Bussières ; Bernard Landouzy, préfet de la région Auvergne ; Henri Laval, président d'honneur de l'association Le Foyer protestant (Tarn) ; Camille Lomberton, conseiller général des Deux-Sèvres ; Robert Millot, ancien maire d'Entzheim ; Aimé Paquet, ancien ministre ; Louis Robin, ancien député de l'Ain.

## Intérieur

Sont promus officiers :

MM. Edouard Baudouin, ancien conseiller général de la Deux-Sèvres ; Jean-Claude Auzoussat, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais ; Pierre Blondel,

préfet du Val-d'Oise ; Arabe Boulay, ancien président du conseil général du Puy-de-Dôme ; Roger Carcassonne ; André Danbard ; Raymond Julliard, maire de Bussières ; Bernard Landouzy, préfet de la région Auvergne ; Henri Laval, président d'honneur de l'association Le Foyer protestant (Tarn) ; Camille Lomberton, conseiller général des Deux-Sèvres ; Robert Millot, ancien maire d'Entzheim ; Aimé Paquet, ancien ministre ; Louis Robin, ancien député de l'Ain.

Sont nommés chevaliers :

MM. Firmin Bedoussac, ancien député ; Claude Belot, secrétaire général de la préfecture des Hauts-Pyrénées ; Jean-Marie Bertrand, ancien maire de Montmorillon ; Xavier Bertrand ; André Bouillard, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers ; Christian Chastel, chef de bureau à la direction de la sécurité civile ; Alain Chénard, ancien député ; Pierre Day, conseiller général de l'Aisne ; Pierre Drouin, conseiller technique feux de forêts au CIRCOSEC de Valaise ; Edgar Fournier, conseiller municipal d'Elbeuf ; Jean-François Frouin, préfet de l'Yonne ; Joël Gadin, préfet de la Meuse ; Roger Gasly, maire de Salers ; Jean-Pierre Gloux, sous-directeur des affaires politiques de la vie associative ; Gilbert Gouard, administrateur civil ; Raymond Gren, brigadier-chef de la police nationale ; Jean Linder, maire de Pongibaud ; M. Colette Longueville ; M. Pierre Magali, inspecteur général de la police nationale ; Maurice Malin, chef de service administratif à la préfecture du Cher ; Alexis Marrot, conseiller général de la Haute-Garonne ; Jackie Mercier, directeur départemental des services d'incendie et de secours du Gard ; Michel Mondesert, évêque auxiliaire de Grenoble ; François Morille, ancien député ; Pierre Mougin, conseiller général du territoire de Belfort ; Paul Pélissier, ancien sénateur de la Loire ; Paul-Louis Prieur, conseiller technique de l'Union nationale de la protection civile ; Pierre Provost, ancien député ; Jean-Pierre Richer, directeur à la préfecture de police ; Jean-Claude Rigault, inspecteur général de la police nationale ; René Rouiller, sous-brigadier de la police nationale à la préfecture de police ; Théophile Rudel, contrôleur général de la police nationale ; Antoine Somet, maire de Chantilly-Saint-Georges ; Jean-Claude Tournier, préfet de la Creuse ; Edgar Waag, ancien pasteur.

Industrie et aménagement du territoire

Est promu officier :

M. Bernard Maitenay, président-directeur général de la société.

Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Bernadot, président-directeur général de la société ; Jean-Pierre Capron, administrateur général de la Commissariat à l'énergie atomique ; Arthur Clement, président du directoire d'une entreprise de confection ; Jacques Coublin, président-directeur général et administrateur de sociétés ; Jean Curat, chef, président-directeur général de la société ; Gustave Defrance, directeur régional de l'industrie et de la recherche du Nord-Pas-de-Calais ; Gérard Foubert, président-directeur général de la société ; Bernard Fournier, président-directeur général de la société ; Louis Gilbert, directeur général de la société ; Pierre Girard, président d'une chambre syndicale ; Gabriel Lafuma ; Yves Lesage, directeur général de la société ; Jean Levi, directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère ; Maurice Levy, président d'un groupe publicitaire ; Jacques Meyer, président d'une compagnie horlogère ; Marc Ponget de Nadailles, directeur général adjoint de la société ; Georges Vallerot, directeur général d'une société de traitement de gaz et génie industriel ; Pierre Valentin, président-directeur général de la société.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RECONVERSIONS

Est promu officier :

M. Henri Lagache, président du comité d'expansion économique et social de Champagne-Ardenne.

Sont nommés chevaliers :

MM. Roger Barria, vice-président du comité d'expansion économique et social de Midi-Pyrénées ; Roger Cales, président d'un syndicat intercommunal ; Claude Estélin, dit Favre-Estélin, président d'une association ; Henri Rombach, syndicaliste.

COMMERCE ET ARTISANAT

Sont promus officiers :

MM. Victor de Cadenet, président honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de Brest ; Maurice Lefort-Lavaurille, ancien administrateur de sociétés ; Georges Parodin, président-directeur général de la société.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Pierre Allais, vice-président national de la chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile ; Jacques Marcollin, directeur général d'un groupe commercial ; Raynal Millet, président de la chambre des métiers de Montreuil ; Philippe Roche, conseiller maître à la cour d'appel d'un hôtel ; Michel Vermeulen, commissaire général du comité d'organisation des manifestations économiques et touristiques de la ville de Caen.

TOURISME

Sont promus officiers :

MM. Louis Loue, restaurateur retraité ; Cécile Magnone, délégué général adjoint de l'Union nationale des centres sportifs de plein air.

Est nommé chevalier :

M. Georges Tronamont, président du Syndicat national des agents de voyage.

## Affaires européennes

Est promu officier :

M. André Mercier, vice-président d'une société.

Est nommé chevalier :

M. Paul Denis, président du directoire d'une société.

Équipement, logement, transports et mer

Est promu commandeur :

M. Jean-Philippe Cusot, directeur général de la SNCF.

Sont nommés chevaliers :

MM. Yves Courvaier, directeur général d'un office public interdépartemental d'habitat ; Mlle Joëlle Crisencolo, présidente nationale du groupement pour l'habitat des handicaps physiques ; Bernard Gancel, président-directeur général d'une société immobilière d'investissement ; Hubert Gerard, directeur général d'un office public d'aménagement et de construction ; Alain Mangard, directeur à l'administration centrale ; Jacques Rantet, chef-adjoint à Air-Inter ; Jules Sporer, ancien délégué-chef ; Camille Stankiwark, professeur.

## MER

Est promu officier :

M. Nance Mazi, vice-président de l'association des marins corsaires de Marseille.

Sont nommés chevaliers :

MM. Maurice Benoit, président-directeur général de la société ; Jean-Pierre Isard, directeur général de la Société nationale maritime Corse-Méditerranée.

## Travail, emploi et formation professionnelle

Est promu commandeur :

M. Maurice Letalle, président de la Confédération des travailleurs intellectuels.

Sont promus officiers :

MM. Pierre Chambard, président du comité d'entraide de la Légion d'honneur de Neuilly-sur-Seine ; Jean de Saint-Christophe, président de la Confédération française de l'encadrement CGC.

Sont nommés chevaliers :

MM. Gérard Bellanger, médecin du travail à Air France ; Emile Bertrand, secrétaire régional de l'union régionale des syndicats FO du BTP de Langue-d'Oc-Roussillon ; Jean Bernard, président de la Confédération française des travailleurs chrétiens ; Yves Carasso, chef de service, adjoint au délégué à l'emploi ; Jean Courvoisier, directeur de l'Institut national du travail, vingt-trois ans de services civils et militaires ; Robert Delmas, médecin du travail du bâtiment et des travaux publics ; Gérard Donnadieu, ancien membre du Conseil économique et social ; Marcel Hupel, secrétaire général de la fédération FO du bâtiment et des travaux publics ; Michel Lsz, ancien maître ouvrier d'art sur architecte ; MOF ; Claude Rosset, président-directeur général de la SA Champagne T. Roudier ; Joseph Sahr, directeur régional du travail et de l'emploi des Pays de la Loire.

Coopération et développement

Sont promus officiers :

MM. Michel Keller, administrateur de sociétés en Côte-d'Ivoire ; Jean-Marie Rive, conseiller technique en Côte-d'Ivoire.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Jacques Arnaud, technicien radio au Cameroun ; Jean Boncompagni, chef de bureau du personnel à l'administration centrale ; Genevieve Bovagnet, directrice d'un collège au Tchad ; Fère Bonot Brum, missionnaire délégué auprès du vicaire apostolique de Dapoung (Togo) ; M. Michel Serelle, sous-directeur des relations extérieures UTA ; Robert Coron, directeur général d'une entreprise de travaux forestiers au Cameroun ; Jacques Delard, ancien missionnaire au Togo ; Jean-Louis Gignoux, directeur de la Caisse centrale de coopération économique au Sénégal.

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire

Est promu commandeur :

M. Edwige Cusati, épouse Feuilleire (dit Edwige Feuilleire), artiste dramatique.

Sont promus officiers :

M. Pierre d'Arquennes, président fondateur d'une association de musique contemporaine ; Mme Genevieve Rodin (dit Genevieve Rodin), artiste peintre, graveur ; MM. Bernard Chevry, producteur de films ; André Danet (dit Jean Dase), comédien ; Michel Etcheverry, artiste dramatique, secrétaire honoraire de la Comédie-Française ; Denis Hulman, écrivain.

Sont nommés chevaliers :

M. Isabelle Basset (dit Jacqueline Delnabe), artiste dramatique ; M. Pierre Bédichou, journaliste ; M. Denise Blietron (dit Denise René), directrice de galerie d'art ; MM. Daniel Coccadi, artiste dramatique ; François-Xavier Darasse, compositeur de musique ; Jean-Louis Dumas, président-directeur général de la société ; M. Albert Férrière, professeur d'histoire romaine ; M. Odette Joyeux, écrivain ; M. l'abbé Charles Lacroix, archéologue, restaurateur de monuments historiques ; MM. Claude Molard, directeur de sociétés ; Gilbert Monillon, directeur général adjoint d'une société d'économie mixte ; Frantz Schmitt, conservateur, chef du service des archives du film du Centre national de la cinématographie ; M. Madeleine Svoboda (dit Madeleine Robinson), artiste dramatique ; MM. Michel Vovelle, historien ; Jean-Claude Zyl,

bergstein, avocat ; Jean-Louis Subleau, directeur général d'une société d'économie mixte.

## Communication

Sont nommés chevaliers :

M. Monique Davoine, épouse Traka, secrétaire général de la production d'une chaîne de télévision ; MM. Jean-Claude Dumoulin Martial, directeur général d'une chaîne de télévision ; Régis Hulin, président-directeur général d'une société d'édition ; Gérard Morin, journaliste.

## Départements et territoires d'outre-mer

Sont nommés chevaliers :

MM. Eugène Beauport, président d'association d'anciens combattants, à Saint-Pierre-et-Miquelon ; Gérard Holder, maire de Cayenne (Guyane) ; Marie-Rose Lorto, ancien principal de collège à la Martinique ; Philippe Mazellier, directeur d'une société de relations publiques ; M. Caroline Noreudon, (en religion Sœur Caroline), directrice d'un centre d'accueil au Nouvelle-Calédonie ; MM. Sosthène Richard, ancien directeur d'école au Guadeloupe ; Claude Tind, professeur d'éducation physique et sportive à la Réunion.

## Agriculture et forêt

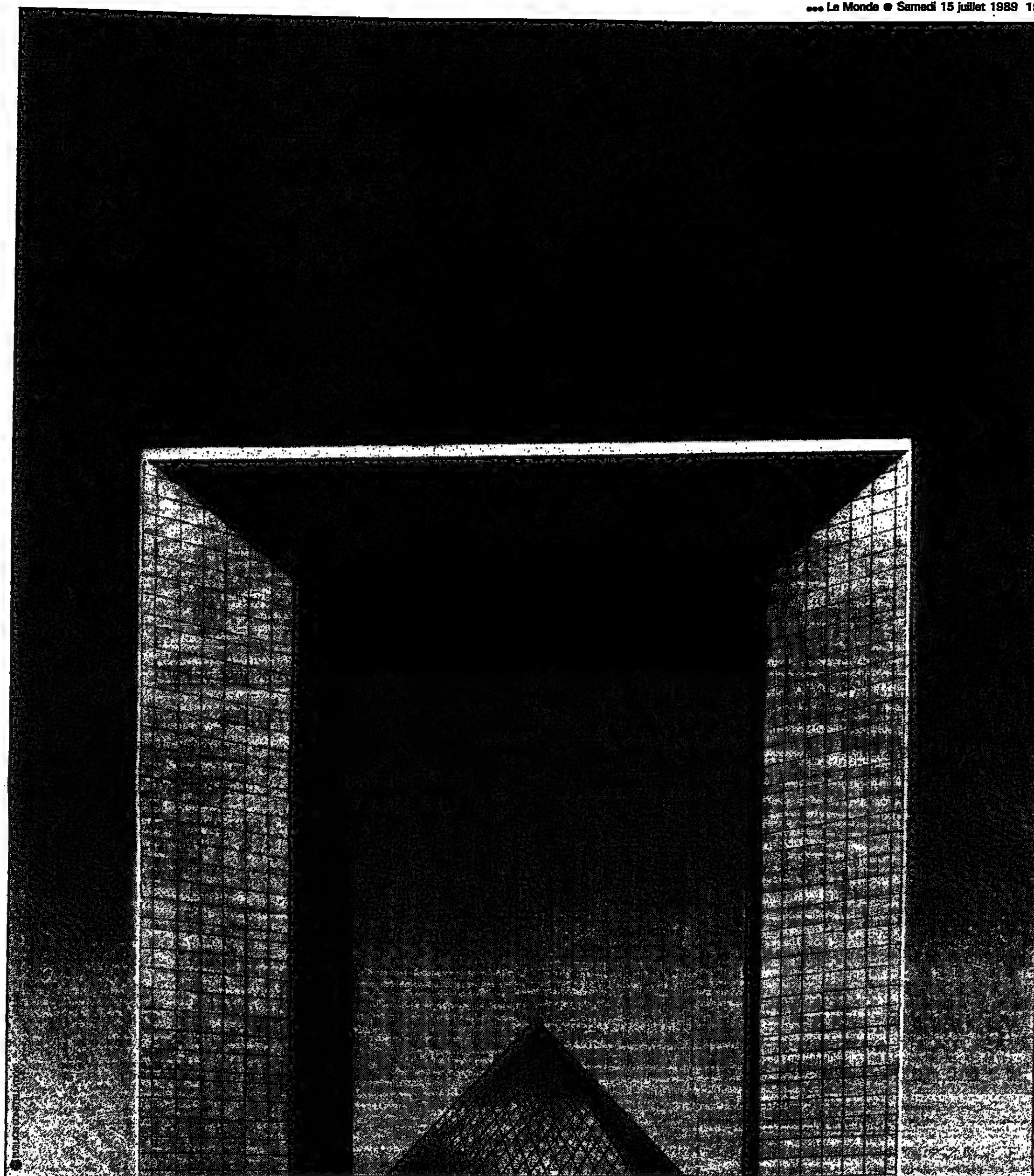
Sont promus officiers :

MM. Albert Duchalais, président de l'Union nationale des coopératives agricoles d'approvisionnement ; Raymond Nezer, président de l'Union française pour le développement de l'économie céréalière.

Sont nommés chevaliers :

MM. Paul Bodry, directeur régional du travail et de la protection sociale agricoles de la région MIDI-Pyrénées ; Paul Caste, président de la caisse régionale de Crédit agricole mutual de Toulouse ; Gabriel Dubarry, président-directeur général d'honneur des établissements Ducs de Gascogne, à Gimont ; André Grammont, ingénieur général d'agronomie ; Michel Guez, ingénieur général du génie rural des eaux et des forêts ; René Hulo, président de la caisse de mutualité sociale agricole de la Sarthe ; Henri Labarrière, responsable d'associations ; Maurice Lepeut, directeur à la Caisse nationale de crédit agricole ; Etienne Leprieux, agriculteur ; Henri Rougon, président de l'Institut technique de la vigne et du vin ; Jean-Pierre Solacroup, vice-président du conseil général vétérinaire.





## Saint-Gobain suit les grandes perspectives du début à la fin.

Pour la Pyramide du Louvre, Saint-Gobain avait déjà mis au point le verre le plus transparent. Aujourd'hui, pour l'Arche de la Défense, Saint-Gobain fournit 20.000 m<sup>2</sup> de verre feuilleté réfléchissant. Bientôt, pour le prestige de l'architecture,

nous proposerons "cool-lite", vitrage associant à une large variété de teintes une protection solaire efficace.

Pour le progrès de la technique et le bien-être des hommes, Saint-Gobain promet encore de belles perspectives.

  
**SAINT-GOBAIN**



## Sports

## CYCLISME : le Tour de France

## Tibaldi creuse l'écart

L'avance de Valerio Tibaldi sur le peloton (21 minutes et 40 secondes) à l'arrivée de la treizième étape du Tour de France Toulouse-Montpellier, jeudi 13 juillet, est l'un des écarts les plus importants enregistrés dans une course cycliste. Elle ne modifie pourtant pas les classements généraux. Laurent Fignon conserve le maillot jaune et Sean Kelly le maillot vert.

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

SEULS un Espagnol, Viejo, et un autre Italien, Baffi, ont fait mieux. Le premier avait gagné à Manosque en 1976, avec une avance de 22 minutes et 50 secondes. Le second était arrivé seul à Bordeaux en 1957, 21 minutes et 48 secondes avant le peloton. Mais Tibaldi — un nom célèbre — a pour lui d'être un redoutable récidiviste.

Les suiveurs n'ont pas oublié le succès qu'il avait obtenu à Reims l'an passé, à l'issue d'un raid de 195 kilomètres effectué en compagnie de Philippe Casado. Cette fois, le jeune routier lombard (vingt-cinq ans) a placé la barre sensiblement plus haut : 220 kilomètres d'échappée avec son compatriote Perini et le Français Dominique Arnaud, malheureusement retardé par une chute à 20 kilomètres du but.

« Catholique  
presque mystique »

Les conditions de cette étape de transition, empruntant les routes rugueuses d'un Languedoc calciné par un soleil torride, ne se prêtent guère à l'offensive. En revanche, elles conviennent aux hommes courageux que ne rebutent ni la chaleur ni la distance. De Toulouse à Montpellier, les coureurs ne traversaient pas moins de trois départements : la Haute-Garonne, le Tarn, l'Hérault, et manifestement les héros étaient fatigués. Ils se gardèrent d'intervenir quand les trois attaquants eurent creusé l'écart au-delà des proportions décentes : 28 minutes à mi-parcours. Les vedettes pensaient déjà aux Alpes...

Parmi les raisons qui ont incité Tibaldi à agir de la sorte, il y a une très forte inspiration. Originaire de Bergame, comme Felice Gimondi, ce catholique presque mystique croit à son destin et pense que celui-ci est intimement lié au Tour, l'unique objet de ses préoccupations. C'est en vérité la seule épreuve qui l'intéresse.

Il y participe avec ferveur. Son geste quotidien traduit l'application de l'artisan qui se consacre totalement à son œuvre. Voilà, en somme, un vrai compagnon du Tour de France.

## Deux participations : deux victoires

Depuis le départ de Luxembourg, il a multiplié les démarrages. Jusqu'au présent, toutes ses tentatives avaient avorté. Mais l'échec a chez lui des vertus stimulantes. Il est persuadé que l'effort, tôt ou tard, produit ses effets, et les résultats justifient ses convictions.

En deux participations à la Grande Boucle, il a remporté deux victoires. Un objectif que des routiers d'expérience mettent des années à atteindre. Il n'a pas choisi — il ne choisit jamais — la facilité. C'est peut-être pour cela, en définitive, qu'il réussit si bien.

JACQUES AUGENDRE.

## Les classements

## DOUZIÈME ÉTAPE

Toulouse-Montpellier

1. Valerio Tibaldi (It., Chateau d'Az), 242 km en 3 h 40 min 54 s (moyenne : 42,593 km/h) ; 2. Giancarlo Perini (It.), même temps ; 3. Dominique Arnaud (Fr.), à 2 min 9 s ; 4. Thomas Wegmüller (Sui.), à 21 min 24 s ; 5. Jan Gossens (Bel.), à 21 min 40 s.

Classement général. — 1. Laurent Fignon (Fr., Super U), 55 h 52 min 15 s ; 2. Greg Lemond (E-U), à 7 s ; 3. Charly Mottet (Fr.), à 57 s ; 4. Pedro Delgado (Esp.), à 2 min 53 s ; 5. Andrew Hampsten (E-U), à 5 min 18 s.

## TOUR FÉMININ

## DEUXIÈME ÉTAPE

Bédarieux-Montpellier

1. Monique Kael (F-B), 36 km en 2 h 7 min 27 s (moyenne : 40,486 km/h) ; 2. Jeanine Longo (Fra.), même temps ; 3. Monica Bendini (It.), à 2 s ; 4. Sarah Neil (Can.) ; 5. Elena Pischtschakova (URSS). Tous mêmes temps.

Classement général. — 1. Monique Kael (F-B), 4 h 3 min 12 s ; 2. Jeanine Longo (Fra.), à 17 s ; 3. Susan Ellis (E-U), à 34 s ; 4. Vivia Paslitz (RFA), à 35 s ; 5. Bunka Bankatins-Davis (E-U), même temps.

● **ESCRIME** : championnat du monde. — Les sauteurs français ont réussi leur sortie des championnats du monde d'escrime, qui s'achèvent à Denver (États-Unis) en enlevant, jeudi 14 juillet, la troisième place du tournoi par équipes. Ils terminent derrière l'URSS, vainqueur de la République fédérale d'Allemagne 3 à 2. La bande à Jean-François Lamour conserve ainsi la médaille de bronze conquise aux précédents championnats et efface l'échec du tournoi individuel au cours duquel aucun des sauteurs français n'avait figuré parmi les huit finalistes.

## LES HEURES DU STADE

## Automobilisme

Grand Prix de Grande-Bretagne de formule 1. — Silverstone, dimanche 16 juillet. (TF 1, à partir de 15 heures.)

## Athlétisme

Coupe d'Europe des épreuves combinées. — Tønsberg (Norvège) pour les hommes, et Helmond (Pays-Bas) pour les dames, samedi 15 et dimanche 16 juillet.

## Cyclisme

Tour de France. — Jusqu'au dimanche 23 juillet. (A 2, chaque jour à partir de 15 h 30, résumé à 19 h 30.)

## Escrime

Championnats du monde. — Denver (États-Unis), jusqu'au dimanche 16 juillet.

## Football

Copa America. — Rio-de-Janeiro, jusqu'au dimanche 16 juillet.

## Golf

Open de Paris. — La Bouffe (Yvelines), jusqu'au samedi 17 juillet.

15 juillet. (Canal Plus à 16 heures.)

Open de Grande-Bretagne. — Troon, à partir du jeudi 20 juillet.

## Motocyclisme

Grand Prix de France de vitesse. — Le Mans, dimanche 16 juillet. (TF 1 à partir de 15 heures.)

## Omnisports

Jeux de la francophonie. — Casablanca, jusqu'au samedi 22 juillet. (FR 3, chaque matin à 10 h 45 ; A 2, chaque jour à partir de 17 h 15.)

## Tennis

Arcachon Ladies' Cup. — Arcachon, samedi 15 et dimanche 16 à 17 h 10 ; dimanche 16 à partir de 15 h 45. (France.)

## Tir

Championnats d'Europe. — Zagreb (Yougoslavie), jusqu'au lundi 17 juillet.

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

CYRILLE Guimard est catégorique : pour une équipe du Tour de France cycliste, le 14 juillet, même s'il s'agit de celui du Bicentenaire, est un jour comme un autre. Si le directeur sportif de l'équipe Super U consentait, jeudi 13 juillet, au départ de Toulouse, à exprimer un souhait, c'était tout simplement qu'il n'y ait pas, le lendemain, de... révolution, autrement dit qu'à l'arrivée à Marseille Laurent Fignon garde son sceptre, en l'occurrence son maillot jaune.

Cyrille Guimard propose, la course d'après, et pas seulement la course... On l'a bien mesuré vers la fin de cette étape Toulouse-Montpellier où des gens fort en colère ont carrément coupé la voie au y disposant des branches d'arbres. Il s'agissait d'habitants de Murviel-lès-Montpellier, commune sur le territoire de laquelle la ville de Montpellier a négocié et obtenu le droit d'établir une décharge d'ordures ménagères.

Depuis plusieurs mois, l'affaire a pris, sur place, la dimension d'une affaire d'État. Les gens de Murviel-lès-Montpellier ne veulent pas de cette décharge. Il la tiennent pour défective et se plaignent de ne pas avoir été consultés. Ils disent aussi que, ne faisant pas partie du district de Montpellier, ils ne voient pas pourquoi ils auraient à recevoir les déchets de cette ville, fût-ce pour

## Entrée en 14 juillet

les détruire. Leur cause n'ayant toujours pas été entendue, ils ne pouvaient manquer de profiter du passage du Tour de France pour le rappeler au bon souvenir tant de leur propre maire que de celui de Montpellier, M. Georges Frêche, qui, de surcroît, se trouvait être, depuis Toulouse, l'un des invités de la direction du Tour à suivre l'étape.

L'incident faillit tourner à l'aise lorsque, voyant l'obstacle, Jacques Chancel voulut jouer les bons Samaritains pour trois coureurs échappés depuis plus de 200 kilomètres. Il entreprit de dégrader les branches. L'animateur de « A chacun son tour » sait parler et même négocier. Cela n'empêcha pas un coup de poing donné par surprise et dont les effets durent être réparés par des points de suture.

Comme quoi le Midi est imprévisible. Il donne aussi bien dans l'accolade de joie et d'enthousiasme que dans l'accolade de colère. Il est pourtant tout à fait heureux que le Tour ait fait cette année, sur ses terres, son entrée en 14 juillet. Car le 14 juillet, surtout en une année comme celle-ci, commence dès le 13 et même le 12. Depuis la région de Toulouse, chaque traversée de village fut, en général, une fête. A Martres-Tolosane, en Haute-Garonne, comme à La Bastide-Roussillon, dans le Tarn, mais aussi à Saint-Germain-des-Près comme à Aniane, à Puy-lauroux comme à Bédarieux ou à Saint-Amans-Soul, ainsi nommé pour avoir été le pays natal du

maréchal Sout, c'était profusion de bonnets phrygiens, de tricoteurs en cravattes, en drapeaux, en bannières, en cocardes, en banderoles gravant la façade des maisons, palpitant dans le vent brûlant du Sud. C'était pour chacune de ces communes à qui annoncerait pour ces 13 et 14 juillet du Bicentenaire les jours les plus fous, les feux d'artifice les plus somptueux, les bals les plus populaires. Seul l'enthousiasme ne se trouvait point programmé, sans doute parce qu'il était de soi.

## Chutes multiples

Montpellier, elle, ouvrait au Tour son nouveau quartier appelé Antigone. Ricardo Bofill, l'architecte catalan, a édifié là un de ces ensembles néoclassiques bien dans la manière qui le caractérise. Montpellier paraît très fier de son nouveau quartier. Elle nourrit d'ailleurs d'autres ambitions, toujours avec le concours de Ricardo Bofill. Elle envisage de créer un port qui a déjà reçu son nom : port Marianne.

Dans toute cette liesse, pour suivie, vendredi 14 juillet, jusqu'à Marseille par cet itinéraire archaïque, les générations d'habitants de la région de Toulouse, chaque traversée de village fut, en général, une fête. A Martres-Tolosane, en Haute-Garonne, comme à La Bastide-Roussillon, dans le Tarn, mais aussi à Saint-Germain-des-Près comme à Aniane, à Puy-lauroux comme à Bédarieux ou à Saint-Amans-Soul, ainsi nommé pour avoir été le pays natal du

sur chute avec des fractures diverses.

Le ciel s'est montré en revanche tout à fait favorable à deux Italiens, Valerio Tibaldi et Giancarlo Perini. En bonne logique, ces deux-là auraient dû être trois. Hélas ! le Français Dominique Arnaud, l'un des équipiers de Pedro Delgado qui, en leur compagnie, avait réussi la « belle », s'échoua bêtement, en fin de parcours, dans un fossé. Il en ressortit sans dommage, mais en ayant perdu toute chance de victoire.

Serait-ce là signe de mauvais augure ? lions-nous vers un 14 juillet du Bicentenaire sans « cocorico » ? Le temps de ceux qu'on appelait les coureurs à panache, du type Louison Bobet, pour qui se confondait Tour de France et histoire de France, serait-il révolu ? Ceux-là, assurément, auraient mérité d'avoir pour chantre un nouvel Edmond Rostand. Mais aujourd'hui il n'y a vraiment plus que l'Algion pour lancer : « Il attend le soleil. Il le voit se lever du haut d'un promontoire. Et d'un sourire il met ce soleil dans l'histoire. » De toute façon, les Austerlitz cyclistes ne sont jamais signés à Marseille. Toujours ils ont été la conclusion des grandes batailles de la montagne. Mais voilà audacieusement anticiper. Même si Napoléon était considéré par Anatole France comme la Révolution bêtée, 1789 n'est encore que l'année du futur général Bonaparte.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## FOOTBALL : le championnat d'Amérique du Sud

## L'exode des surdoués

geants brésiliens. En vain. « Bebeto », bien que réputé très fragile moralement, est inestimable.

Surtout, les responsables du club carioca connaissent parfaitement les lois du marché du football. Ils savent que la cote de leur joueur ne peut que grimper dans les jours qui viennent. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet et jusqu'au 16, le Brésil accueille la Copa America, le championnat d'Amérique du Sud des nations. En dehors de la Coupe du monde — la prochaine aura lieu en juin 1990 en Italie — il n'est pas meilleure occasion pour les joueurs sud-américains de se mettre en valeur.

RIO-DE-JANEIRO  
de notre envoyé spécial

JOSÉ-ROBERTO GAMA DE OLIVEIRA est un homme malheureux. Bien sûr, il peut revendiquer le titre de meilleur joueur de football brésilien et porter à merveille le surnom exotique de « Bebeto ». Bien sûr, il n'a pas à se plaindre des quelques millions de dollars que lui verse mensuellement Flamengo, le plus grand club du pays. Mais tout cela n'empêche pas ce petit bout d'homme, âgé de vingt-quatre ans, d'afficher le regard triste et timide d'un gamin auquel on aurait refusé le plus convoité des cadeaux.

« Bebeto » attendait le Père Noël. Le Père Noël n'est pas venu. Une déception d'autant plus cruelle que le bienfaiteur en question s'appelle Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, et que le cadeau tant espéré était une enveloppe d'au moins 2 millions de dollars, largement suffisante pour assurer l'avenir du champion et de la vingtaine de parents et d'amis qui gravitent en permanence autour de lui.

Mais ce jeune homme en passe de supplanter Zico, le « Pelé blanc », dans le cœur des supporters de Flamengo ne devait pas rester malheureux bien longtemps. D'abord, parce que tout espoir de voir débarquer au Brésil des émissaires du club français ne paraît pas perdu. Ensuite, parce que d'autres présidents, tout aussi généreux que celui de FOM, viendront sûrement de France, d'Italie et d'ailleurs lui proposer l'été prochain d'aller jouer en Europe. Du reste, certains sont déjà venus. Lundi 10 juillet, des représentants d'un club portugais ont aligné les zéros sur un chèque en dollars devant les diri-

geants brésiliens. En vain. « Bebeto », bien que réputé très fragile moralement, est inestimable. Surtout, les responsables du club carioca connaissent parfaitement les lois du marché du football. Ils savent que la cote de leur joueur ne peut que grimper dans les jours qui viennent. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet et jusqu'au 16, le Brésil accueille la Copa America, le championnat d'Amérique du Sud des nations. En dehors de la Coupe du monde — la prochaine aura lieu en juin 1990 en Italie — il n'est pas meilleure occasion pour les joueurs sud-américains de se mettre en valeur.

Qu'ils soient Péruviens ou Argentins, Uruguayens ou Brésiliens, tous trouvent dans cette compétition un tremplin idéal vers le jackpot européen. Rares sont en effet les clubs du Vieux Continent ou les « agents » de joueurs, intermédiaires parfois peu scrupuleux, à ne pas surveiller les faits et gestes des plus talentueux d'entre eux, à collectionner les renseignements et à noircir des carnets de notes.

## Tout s'achète

La Copa America prend alors des allures de gigantesque foire aux joueurs, où chacun vient faire ses emplettes en fonction de ses besoins et, surtout, de ses moyens. Dans les halls d'hôtel, à la sortie des vestiaires, tout s'achète et tout se vend, pourvu que l'on sache jongler avec les taux de change officiels et parallèles, qui ne cessent de fluctuer au gré de l'inflation.

Ainsi s'est-on aperçu à Salvador-de-Bahia et à Recife, lors du premier tour, deux envoyés spéciaux du Stade Rennais (dernière division) : l'ancien joueur et entraîneur Jean Prouff et Manuel Garcia, un impresario connu en France pour avoir facilité la venue dans l'Hexagone du Brésilien Julio Cesar et du Colombien Carlos Valderrama à Montpellier. Souvent traité de « proxénète » par certains présidents de clubs qui lui reprochent de s'attribuer automatiquement 15 % du salaire des joueurs qu'il « conseille », il revendique pourtant le titre de leader du marché français. L'objet de son voyage au Brésil : l'attaquant paraguayen Alfredo Mendoza, vingt-six ans. « Un bon joueur, une bonne affaire », assure-t-il. Aux dernières nouvelles, les négociations semblaient en bonne voie.

Pour d'autres joueurs, des offres bien plus minifiques encore affluent de toutes parts. Le jeune milieu de terrain du Paraguay, Gustavo Neffa, pourrait signer en Italie, en Espagne ou en France. Il vient d'avoir dix-sept ans ! Quant aux attaquants argentins Alfaro Moreno et Oscar Dertycia, ils sont annoncés en Italie la saison prochaine, et bien des clubs espèrent dénicher en eux les Maradona de demain.

## L'appel des dollars

L'Italie demeure d'ailleurs la destination préférée des surdoués du ballon. Salaires « haut de gamme » et football de qualité garantis. En pleine période de recrutement, comme leurs homologues espagnols, les dirigeants transalpins n'ont pas raté une minute de la compétition, à l'effet de la moindre promesse de talent.

Déjà exodés par l'agitation et la frénésie financière qui entourent en permanence leurs joueurs vedettes — par exemple Diego Maradona, dont les « fausses vraies » négociations avec l'OM ont largement contribué à animer la vie de la sélection argentine — les dirigeants des dix équipes nationales en présence au Brésil ont parfois dû rappeler à leurs meilleurs éléments que l'heure était au jeu et à l'intérêt national plutôt qu'aux négociations d'arrière-boutique.

« Tous les ans à la même époque, en juin et juillet, le même cirque recommence. On voit défilez agents de joueurs et dirigeants. Cette année, avec la Copa, c'est encore pire ! » Installé derrière son bureau de vice-président du Flamengo, Josef Berensztejn soupire, comme vaincu par une situation qu'il ne mérite pas.

Que peut-il faire en effet, verrouillé entre la passion des supporters locaux soucieux de garder leurs idoles, l'intérêt financier des joueurs et la survie de son club ? Car tout le problème est là, les clubs sud-américains, même les plus célèbres — comme Flamengo à Rio ou River Plate en Argentine — ne peuvent s'aligner sur les tarifs européens : « Je ne peux pas donner plus de 2000 dollars par mois à mes meilleurs joueurs, et c'est déjà énorme pour un pays comme le nôtre. A Rome, notre ancienne vedette Renato touche désormais 25 000 dollars chaque mois ! On ne peut pas lui reprocher d'avoir voulu partir. Au Brésil comme en Argentine ou en

Uruguay, l'inflation est telle que nous n'avons pas d'autre solution. C'est vendre ou mourir. » Et le vice-président d'ajouter qu'il vient de céder son défenseur international Aldair pour 1,5 million de dollars aux Portugais de Benfica, qu'un autre défenseur, Jorgeinho, s'appête à rejoindre la RFA et le Bayer Leverkusen, et que son club dispose d'un compte dans une grande banque romaine pour y amasser les dollars soutirés aux Italiens !

Après cette Copa America d'un excellent niveau, malgré les piètres prestations des sélections brésiliennes et argentine en début de compétition, l'exode des talents sud-américains devrait donc encore s'accroître. Six cents Brésiliens jouent déjà à l'étranger, dont près de deux cents au Portugal où ils bénéficient de la double nationalité. Depuis 1986, trente-six internationaux ont quitté le pays. Au Paraguay, douze joueurs de premiers plan ont opté pour l'exil doré depuis 1987. En Uruguay et surtout en Argentine, ils sont chaque fois quelques dizaines à succomber à l'appel des dollars. Et l'engrenage paraît sans fin. Les meilleurs jeunes, propulsés sur le devant de la scène en raison du départ de leurs aînés, se mettent très vite en valeur et attirent les recruteurs. Ceux-ci, s'appuyant parfois sur des cassettes vidéo avantageuses pour le joueur (on ne garde que les meilleures actions), vendent le gamin en question aux clubs européens en mal d'exotisme. Un joueur en moins, des dollars en plus... Le football sud-américain survit de ses exportations.

Afin de freiner cet exode, la fédération brésilienne vient de doubler la taxe imposée aux acheteurs. De 5 %, elle est passée à 10 %. Mais une telle mesure aura bien du mal à dissuader les acquéreurs européens, japonais (la dernière mode) ou arabes (pétrodollars) de piller régulièrement cet extraordinaire réservoir de joueurs.

Pour les gamins des banlieues de Rio ou d'ailleurs, l'exil est devenu l'objectif. Sur les plages de Copacabana ou d'Ipanema, des ribambelles de gosses vêtus du maillot de Flamengo jouent sous le soleil en imitant les gestes de l'idole « Bebeto ». Tous rêvent de suivre son exemple. Surtout si cela doit les mener à la fortune.

PHILIPPE BROUSSARD.



FESTIVAL D'AVIGNON

« Brûle, rivière, brûle », de Jean-Pol Fargeau

Noirs et Blancs

Après sa création mondiale à la Maison de la culture de La Rochelle, voici à Avignon la nouvelle pièce de Jean-Pol Fargeau mise en scène par Robert Gironès. 1794 : l'abolition de l'esclavage vu d'Afrique. Le Bicentenaire pris à rebours.

Il fallait bien que quelqu'un s'en aille prendre le Bicentenaire à revers. La Maison de la culture de La Rochelle, le Théâtre Pitois-Charantes et le Festival d'Avignon s'y sont employés. Ils ont fait confiance à deux hommes, deux amis, l'écrivain Jean-Pol Fargeau et le metteur en scène Robert Gironès, qui, de leur connivence avec l'Afrique, ont fait un spectacle et débattent en pleine célébration du Sud. Le Nord n'a qu'à bien se tenir.

Là, un café dans une baraque de brique et de bois ; plus loin, quelques cases que l'on rejoint après s'être collés à deux superbes cochons noirs. Des hommes et des femmes, Noirs et Blancs mêlés, s'affairent. Les voilà bientôt comédiens qui vont entrer en scène. Ou plutôt quitter cette esquisse de village africain pour rejoindre le pont immense et bombé d'un navire improbable face auquel le spectateur, après la promenade, se sera installé.

Le vent le pousse vers l'arrière, le passé lointain ? 1794. Tandis que, dans les colonies, les marchands sont à leur négoce, les esclaves à leurs travaux de force — certains abusant déjà des quelques pouvoirs qu'ont leur a données — les bourgeois à leur langage, à peine détrempés par les pigures d'insuccès, à Paris, la Révolution triomphe. Les conventionnels décrètent l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies. Après des siècles d'exploitation de l'homme noir par l'homme blanc, après des siècles de révoltes insaisissables, de révoltes étouffées par la répression ou le coustou du maître, un continent ouvre les yeux. Tout d'un coup, c'est comme si la coque du bateau s'ouvrait et qu'un nouveau monde allait commencer.

Il ne faudrait pas pour autant se faire trop d'illusions. Le jour mis à bas, les plaines se vident et les cultures s'éteignent. Un peuple si longtemps né dans son existence même a bien de la peine à prendre conscience qu'il est encore en vie, qu'il pourrait disposer de sa vie. En métropole, personne ne s'accorde sur l'avenir des colonies et, malgré l'édit du 4 février 1794, il faudra attendre une autre révolution, celle de 1848, pour que soit abrogé le code noir. Fargeau, qui s'empare du code noir, l'écrit que l'impérialisme et la proposition à la domination seront longtemps et sont encore profondément inscrits dans la tête de l'homme blanc, l'homme noir devra et doit aujourd'hui encore border le lit de sa douleur.

Fargeau nous dit tout cela, sans le dire vraiment. Il s'attaque — et c'est trop rare ces temps-ci — à quelques-uns des universaux qui fondent ce qu'on appelle désormais les rapports Nord-Sud, mais le fait par un biais singulier : *Brûle, rivière, brûle* est une succession de scènes très courtes, où s'affrontent ou se côtoient des personnages qu'on a parfois du mal à situer, à reconnaître, qui ont souvent à peine

le temps d'esquisser une idée, un sentiment, un geste. Chacun de ces séquences s'estompe à peine ébauchée. Ce parti donne à la pièce sa dimension poétique, onirique quelquefois, mais frappe le spectacle d'une certaine arthritie.

Alchimie

Pourtant Robert Gironès, déjouant le piège de l'exotisme et du folklore, s'est rapproché le plus possible des mots, des êtres qui les prononcent, en une succession de gros plans dont plusieurs sont magnifiques, de chair, de sueur, de violence et aussi, en certains endroits, de trouble et d'érotisme. Comme si la réconciliation qu'il nous indique toujours possible entre deux continents, deux couleurs de peau, passait en premier lieu par le mélange du sang, des humeurs, du souffle. L'idée est belle mais ne parvient pas à capter notre attention du début à la fin du spectacle.

On oubliera pourtant les faiblesses du nouveau spectacle de Jean-Pol Fargeau et Robert Gironès pour se

souvenir plutôt des qualités prometteuses qu'il recèle : le courage, l'obstination, le soin. Courage de parler une nouvelle fois sur la création d'un texte contemporain ; obstination de son auteur à parcourir un continent immense, l'Afrique, et à trouver la force d'en transcrire tant d'impressions fragiles et justes ; obstination encore d'un metteur en scène qui, mettant ses pas dans les pas de l'auteur, a parcouru tant et tant de kilomètres entre Sénégal, Cameroun et Martinique pour rassembler une troupe de vingt comédiens en Noirs et Blancs qui trouve à une surprise unitaire ; soin de la représentation théâtrale enfin car — alchimie d'un décor, de costumes et de lumières superbes — *Brûle, rivière, brûle* s'inscrit dans la mémoire comme certains de ces tableaux de petits-maîtres qui, d'abord, n'ont l'air de rien puis, très vite, rejoignent le musée vivant, intime, de nos pensées.

OLIVIER SCHMITT.

★ Salle de Courrière à 21 h 30. Jusqu'au 29 juillet (relâche les 20 et 25 juillet). Le texte de la pièce est disponible dans la collection *Actes Sud* Papiers, 40 pages, 52 F.

MUSIQUES

Un album, une tournée

Le retour des Rolling

Mardi dernier, à New-York, au cours d'un semblant de conférence de presse, les Rolling Stones annonçaient leurs retrouvailles autour d'un nouvel album et d'une nouvelle tournée.

En fait de conférences de presse, l'événement a relevé du cirque. Le lieu : la gare centrale de New-York, 42<sup>e</sup> Rue, dans un salon d'arrivée, au bout de la voie 42. La couverture de la brochure de presse donnait vite la raison : le nouvel album (et la future tournée, la première depuis huit ans) a pour titre *Steel Wheels* (*Roues d'acier*).

Comme d'habitude, les Stones sont en retard. Sur un écran géant, s'affichent les premières dates de la tournée : elle débutera le 1<sup>er</sup> septembre (une semaine après la sortie mondiale de l'album). Pour combler l'attente (et l'attente), l'animateur cède la parole aux différentes puissances d'argent : Michael Kohl, organisateur-producteur (« Les autres font du rock and roll, les Stones sont le rock and roll ») ; et les sponsors : le président de MTV et le représentant de la bière Labatt.

Sur l'écran géant, un wagon découvert style Cotton Club entre en gare, qu'il 42 en provenance de la 125<sup>e</sup> Rue, à Harlem (rapport de leur tube *Harlem Shuffle*). Les Stones apparaissent comme des politiciens en tournée électorale, descendant du train, remoncent le quai (Jagger devant, Richards quelques pas derrière), la caméra les suit, ils s'approchent.

Et entrent en scène, Jagger prend très vite la parole : nous sommes venus annoncer la sortie de

notre prochain album, *Steel Wheels*, et la tournée qui débutera une semaine plus tard, le 1<sup>er</sup> septembre à Buffalo. Une question est posée sur la tension entre lui et Keith Richards ? Il contourne Charlie Watts et Bill Wyman et va enlacer Richards. « Voilà ce que je pense de lui » — presque à l'enfouir. S'écrit leur dernière tournée ? « Non. » L'argent est-il la raison principale de leurs retrouvailles (la tournée *Steel Wheels* devrait leur rapporter 65 millions de dollars) ? Jagger : « Et que faites-vous alors du plaisir, de la gloire, de la célébrité ? » Richards : « On le fait pour la gloire. » Pocheront-ils dans leur répertoire individuel et leurs albums respectifs ? Jagger des sa chemise (projecteurs, cris des fans) : « Non. Des chansons des Stones. Pas de solo ! » On lui écrit l'album ? Richards : « Du côté des Caribbes ? On-ils mis longtemps à l'écrire ? Jagger : « Non. Très vite. Très compact. » Influence de la musique des Caribbes ? « Non, on s'est très rock, très direct, sans chichi. » Jagger s'empare d'un gigantesque microphone, l'approche du micro, appuie sur le bouton. En sort un son qui, malgré la mauvaise qualité, semble renouer avec l'époque *Satisfaction*. Jagger coupe au bout de trente secondes : « Vous voyez ce que je veux dire ? », une voix de speaker lance : « Mesdames messieurs : les Rolling Stones ! », et, sur un ultime signe de la main, protégé par un cordon de police, le groupe va s'engouffrer dans ses limousines. Sa prestation aura duré moins d'un quart d'heure.

Bilan : Grand Central Station a bien du talent, le cirque était réussi. Il ne manquait que la musique... HENRI BÉHAR.



■ Sans même attendre le 14 juillet, le Festival danse. A peine est-il commencé que la musique envahit les rues et les places qui font la gloire d'Avignon. On joue, on écoute, on regarde et on se regarde regarder. Ici, pendant trois semaines, tout est spectacle.

« Kurt Weill Revue », à Berlin

Le chant de la dérision

Kurt Weill, le plus universel des compositeurs allemands n'a pas fini de faire rêver. Et c'est à Berlin, forcément, qu'on parle le mieux de lui, sans excessif respect.

Les deux Berlins célèbrent le Bicentenaire. A l'Est, au Musée de l'histoire, par une exposition qui, à l'aide de documents, de quelques costumes, de quelques objets, enseigne l'influence des idées de la Révolution en Europe, y compris à travers les guerres napoléoniennes. A l'Ouest, c'est différent, l'Institut français a demandé à Jérôme Savary d'organiser un grand bal populaire au muséum, devant le Reichstag — on n'arrête pas d'exorciser les démons.

Deux Berlins, deux façons de voir, deux façons d'être. L'esprit d'impertinence, en tout cas, se trouve actuellement à l'Ouest. On le trouve même à la Schaubühne — où les représentations de la *Cerise* par Peter Stein viennent de se terminer et reprendront à la rentrée, on en parlera avec le spectacle de Luc Bondy, le *Temps et la Chambre*, de Bobo Strauss. On trouve l'esprit d'impertinence au Hebbel dans la *Kurt Weill Revue*, conçue par Helmut Baumann, une production du Westend Theater.

Kurt Weill n'appartient ni à l'Est ni à l'Ouest. Il a écrit les plus belles, les plus célèbres chansons de Brecht, s'est exilé en 1933, est resté quelques mois à Paris, puis en 1934 est parti pour New-York, où il a rejoint Brecht, Max Reinhardt et les autres.

Il y est resté jusqu'à sa mort, est devenu un bon compositeur de Broadway, et ses musiques bien carées ont perdu leur agressivité, leur décision vénéneuse.

Trois périodes trois femmes

Dans l'ordre chronologique, la *Revue* offre un patchwork de ces trois périodes, qui s'organisent autour de trois femmes. D'abord Angelika Mistler, plantureuse blonde platifiée en robe-esc toute de paillettes argent, un peu comme le rêve ringard d'une Amérique de vieille carte postale pour immigrés. C'est le caractère même de *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny* et de *Happy End* (où sont tirées presque toutes les chansons). La scène est plongée dans le noir, la blonde Angelika Mistler est recroquevillée sur un divan trop grand sur lequel crapahotent des voyous blafards, au maquillage expressionniste. C'est très fort, on pense à la mise en scène du *Toller* de Tankred Dorst, par Patrice Chéreau au Piccolo Teatro de Milan : là c'était sur un fauteuil géant, rouge et râpé, que crapahotaient comme des fourmis les chalcals de la politique.

Naturellement, on ne peut pas parler de Kurt Weill sans nommer la plus fameuse de ses œuvres, *l'Opéra de quat'sous*. Helmut Baumann et Jürg Burtch l'ont traité en ballet, dans le même style désolé moité Kurt Weill, moité comédie musicale, mais ça ne fonctionne pas si bien.

Puis entre une femme en manteau, Hana Hegerova. D'une voix grave, elle détaille en allemand le *Grand Lustern*. C'est le début de la période française, qui se poursuit après l'entracte. Sur scène, des hommes et des femmes en transit, le regard tourné vers ailleurs, affaillés sur des chaises de bistrot. Pendant son séjour en France, Kurt Weill a écrit de magnifiques chansons cruelles, comme, sur des paroles de Maurice Maeterlinck, cette *Complainte de la Seine* que Lys Gauty avait créée.

Que serait devenu Kurt Weill s'il était resté, au moins jusqu'en 1939 ? On l'a laissé partir et en « grand professionnel », il s'est adapté à l'énergie joyeuse et au sentimentalisme de Broadway. Il a écrit des lyrics et un musical fameux, *Lady in the Dark*. Pratiquement sans décor, mais avec une troupe bien rodée, qui autour d'une formidable clownesque anastasiennne, Gaye Mac Farlane, s'amuse et fait partager son bonheur, Helmut Baumann réussit à pasticher impitoyablement drôle du rêve américain, c'est flamboyant, suffisamment méchant, pour qu'on s'en aille avec une sorte de joie à fleur de peau, mêlée d'amertume, car ce qui reste dans la tête, ce qui est éternel, c'est la *Chanson de Mandalaï*, ou la *Chanson des gens heureux*, le *Tango de l'Opéra de quat'sous*. *Moons of Alabama*, ces musiques qui dérapent et vous labourent le cœur.

COLETTE GODARD.

★ Hebbel Theater, Berlin, jusqu'au 30 juillet.

JAZZ

Les états généraux de la guitare au Festival de la côte d'Opale

George Benson en majesté

Al Di Meola, Super Guitar Trio, avec Larry Coryell et Birelli Lagrene ; Pierre Bensusan, Marcel Dadi et la rencontre unique de George Benson, et Dizzy Gillespie : entre un concert de Cure (remis) et Womack and Womack, le Festival de la côte d'Opale sous le signe des guitares.

La dernière fois qu'on a entendu George Benson, on n'a rien entendu. Sono hystérique, martiaux piqueurs, labourage de corveaux — c'est la fameuse sonorisation des concerts de rock : plusieurs généra-

tions à jamais lobotomisées, — il a fallu battre en retraite. Waterloo audif. Ce soir-là George Benson était entouré de son groupe binaire et électrique.

L'avant-dernière fois qu'on l'a écouté, il était dans sa formule « crooner ». Il chantait la *Mer* (« qu'on voit danser la long des golfes clairs... ») avec beaucoup de sentiment. George Benson déborde de talent et de qualité. Comme la génération établie (Herbie Hancock, Chick Corea, Keith Jarrett, tous anciens sous-officiers de Miles Davis ou Pat Metheny) George Benson est devenu par la force des choses un acteur musical. Un comédien à l'ère de composition. A chaque tournée il varie les formules. Circuits différents, publics renouvelés, il est cette fois plus rock, la suivante plus proche de la grande variété, un autre été carrément jazz, c'est au choix. Selon l'humeur et les tendances. Un musicien doit se dédoubler, se déguiser, se contredire. Il change de « concept » — c'est le mot des directeurs artistiques — comme de chemise. Il change même de « look ».

Il y faut une capacité d'adaptation et une mobilité peu aisées à acquérir, encore moins à maîtriser. Seuls les plus grands. George Benson n'a connu que les pointes d'une carrière brillante. Sans jamais cesser de plaire au plus grand nombre, il continue d'éblouir ses pairs, les guitaristes. Il est le premier à avoir

introduit l'instrument chez Miles Davis, en 1967. Il n'a rien de musicien maudit. Il collectionne les succès commerciaux (*This masquerade*) comme d'autres les records. Et de temps en temps, comme on revient au pays embrassant ses vieux parents et quelques consins éloignés, il effectue un retour au jazz. « *This World is a Ghetto* » a-t-il un jour intitulé un de ses albums en guise d'avertissement ambigu. Son dernier disque est dans l'orthodoxie parfaite de la guitare.

En jazz, on s'aperçoit alors que tout ce qui fait le charme de sa simplicité, un phrasé très pur, très net, une précision acrobatique dans les harmoniques, une extraordinaire souplesse de la main gauche, toutes ces qualités parfaitement contrôlées, il sait les remettre en jeu dans la rencontre et l'improvisation. Au Tonquet, il dialoguera avec Dizzy Gillespie. Pour l'interprète de la *Mer*, c'est l'occasion du grand large. Et dans la salle, peut-être, au premier rang, verra-t-on l'auteur de la chanson, Charles Trenet, qui lui succède deux jours plus tard dans un festival particulièrement éolastique.

FRANCIS MARMANDE.

★ Festival de la côte d'Opale : Al Di Meola, Larry Coryell, Birelli Lagrene (Vieux-Port, le 16) ; Steve Womack and Womack (Le Touquet, le 20) ; Herbie Hancock (Bapaume, le 21) ; Dizzy Gillespie, All Stars et George Benson (Le Touquet, le 22) ; Charles Trenet (Berck, le 25), etc. Renseignements : 21-30-40-33.

ARTS

« De Géricault à Léger » au Musée de Lyon

Une leçon de dessin

L'exemple de ce que peut faire un musée bien pourvu en puisant dans ses ressources.

L'exposition « De Géricault à Léger » préluide, avec 136 pièces choisies sur un fonds de 4 000 dessins et autant de gravures, à la constitution d'un cabinet d'art graphique prévu dans les plans d'aménagement du Musée de Lyon. Même si la conception du dessin est ici élargie à quelques gouaches, aquarelles ou pastels, c'est une belle leçon sur l'art du trait et son évolution.

On peut suivre la voie royale jalonnée de chefs-d'œuvre des maîtres : un superbe lavas de Géricault où paraded des cavaliers aux montures fouguesuses ; une étude pour la *Sourde*, par Ingres, dont la consistance libre contraste avec les contraintes de la famille Flaminio qu'il file d'un trait éternel ; un dessin de Delacroix où son gracieux modèle, Laura, pose pour la *Femme au perroquet*, le tableau célèbre du musée ; le paysage italien de Corot traité en habçures et en signes elliptiques ; les *Femmes dans les bûches*, de Courbet, inscrites puissamment au fusain ; les poncutions de Théodore Rousseau qui disent, sur un tout petit format, l'infini d'une plaine ; les études de

Millet — les *Glaneuses* — et de Dandier — les *Lutteurs* — où le trait, cessant d'être une frontière abstraite, suggère le mouvement en s'embrassant.

De là, par Rodin, Bourdelle, Degas, Odilon Redon et Vuillard, on arrive à un Van Dongen tout proche de Lautrec ; à Marquet, sténographie du réel ; à Valadon, rude observation d'une petite fille à sa toilette, pour conclure le voyage graphique sur l'*Amphitrite* de Dufy, les variations de Matisse, sur le thème de la femme assise, lumineuses en noir et blanc, et le nu « mécanisé » de Léger.

On peut préférer l'école buissonnière du regard et les découvertes piquantes qu'elle propose chez des artistes moins connus. Ainsi, Alfred Delobeno, dont les études nerveuses sur des scènes de rue à Tanger peuvent rivaliser avec les pages orientalistes de Delacroix ; Luc Olivier Mercier, qui, au crayon noir, à la sanguine et avec quelques rehauts à la craie, précise des figures ambigües d'enfants aux animaux ; Henri Martin, tricotant en réseau de mailles un portrait de jeune fille ; Séon, traçant d'un trait pur la figure allégorique de la *Pensée* ; Joseph Bernard, dont l'ivresse dionysiaque évoque Rodin, ou encore Aman-Jean, qui dessine au pastel une *Femme à l'ampoule* d'une forme

classique et dans un esprit symboliste.

Sortis de leur ghetto et placés dans la continuité historique, les Lyonnais — ceux qui ont vécu reclus dans leur ville et ceux qui « montèrent » à Paris — font bonne figure dans cet ensemble. Beaucoup témoignent d'une sensibilité poétique, d'une gravité mélancolique dans l'expression d'une ambition spirituelle communes à ceux qui sont nés des brumes. On trouve, pile-mille, dans cette troupe rêvée, un paysagiste comme Grobet, les Flaminis, disciples moroses d'Ingres, les « troubleurs » Revoll et Richard, le préraphaélite Jammot portraitiste des âmes, Puvis de Chavannes, surpris ici en flagrant délit de sensualité avec une étude de draperie d'où surgit un sein de mensonge.

La générosité lyrique gagne la partie avec Ravier dont le paysage rappelle qu'il fut, devant le motif italien, le compagnon de Corot, François Vernay qui résume les grands rythmes de la nature, et Combet-Descombes — mort en 1966 — dont le nu, enlevé au pastel et au fusain, caractérise un marginal du vingtième siècle dont ses compatriotes commencent seulement à célébrer la singularité.

JEAN-JACQUES LERRANT.

★ Musée des beaux-arts de Lyon : jusqu'au 3 septembre.



## Spectacles

## cinéma

## LES FILMS NOUVEAUX

**ARISE MY LOVE** Film américain de Mitchell Leisen, v.o. : Action Christiane, 14 (45-29-11-30).

**CHEERY, HARRY ET RAQUEL** (\*\*) Film américain de Russ Meyer, v.o. : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; Les Trois Luminaires, 6 (45-74-94-94) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**MAIS QUI EST HARRY CRUMB ?** Film américain de Paul Flaherty, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**NO TIME FOR LOVE** Film américain de Mitchell Leisen, v.o. : Action Christiane, 14 (45-29-11-30).

**RETOUR DE LA RIVIERE KVAL** Film américain d'Andrew V. McLaglen, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**SANS DÉFENSE** Film français de Michel Verrier, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

## La Cinémaèque

**PALEIS DE CHAILLOT** (47-04-24-10).

**SALLE GARANCE**

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU** (42-78-37-38).

Hommage à Anatole France : Tragédie de Dostoevski (1976), de Phil. Népius, Oshima, 14 h 30 ; *Châli* (1970), de Michel Rispal, les Deux Merveilles (1968), de J. Camille et A. Labarthe, 17 h 30 ; *Viva Zapata* (1952, v.o. s.t.), de Elia Kazan, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS** (48-26-34-30).

## Les exclusivités

**L'AMI RETROUVÉ** (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES INSCOMES** (C. philippin, v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÉTÉ** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

## PARIS EN VISITES

**SAMEDI 15 JUILLET**

« Les nouvelles salles révolutionnaires du Musée Carnavalet », 10 h 30, 23, rue de Sévigné (P.-Y. Jastel).

« Le Marais, de l'hôtel de Beaulieu à l'hôtel de Sully », 11 heures, métro Saint-Paul (M.-C. Lasserre).

« Le faubourg Saint-Germain révolutionnaire », 14 h 15, devant le 70, rue de Valenciennes (Arts et spectacles).

« Sur les pas des Templiers », 15 heures, sortie métro Temple (L. Haullier).

« L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Le quartier Latin révolutionnaire », de la rue de la Harpe au boulevard de la Chapelle, 15 heures, devant la fontaine, place Saint-Michel (C. Merle).

**MONUMENTS HISTORIQUES**

« L'abbaye royale du Val-de-Grâce », 15 heures, angle rue Saint-Jacques/boulevard de Port-Royal.

« L'église Saint-Séverin, sa « palme », ses charnières », 15 heures, devant l'église, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin.

## DIMANCHE 16 JUILLET

« Le Marais, de l'hôtel de Sully à la place des Vosges », 10 h 30 et 14 h 30, sortie métro Pont-Marie (Art et histoire).

« La Conciergerie, de Philippe le Bel

**LA BELLE ET LE CLOCHARD** (A. v.o.) : Épée de Boh, 9 (43-57-57-47) ; Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (45-26-10-09).

**MISSISSIPPI BURNING** (A. v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**MONSIEUR HIRE** (Fr.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**NEW YORK STORIES** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**DRAG RACING** (Fr.) : Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**THE RIGHT THING** (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**ESCLAVES DE NEW YORK** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**SANS DÉFENSE** (Fr.) : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**FAUX-SEMBLANTS** (C. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS** (Esp. v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LE FESTIN DE BASTILLE** (Den. v.o.) : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**FORCE MAJEURE** (Fr.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).

**FRAMES FROM THE EDGE, HELMUT NEWTON** (A. v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**FRANCE** (Fr.) : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**GANASHTATRU** (Ind. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 12 (42-43-01-59) ; 14 Juillet Bastille, 12 (42-43-01-59) ; 14 Juillet Bastille, 12 (42-43-01-59).

**GORILLAS DANS LA BRUME** (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; v.f. : Faevette, 13 (43-31-56-86).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.o.) : La Triomphe, 14 (45-62-41-46) ; La Grande Rex, 2 (42-36-43-93) ; Les Montparnasse, 14 (42-37-53-37).

**HELLBOUND : HELLRAISER II** (\*\*) (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LA LÉGENDE DU SAINT BŒUF** (Fr.-It. v.o.) : Utopia Champillon, 5 (42-26-84-65) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

## MONUMENTS HISTORIQUES

« Le quartier Latin, de Saint-Germain à Saint-André-des-Arts », 15 heures, portail central de l'église Saint-Germain-des-Prés.

« Beaumont, le très vieux, le tout nouveau : réhabilitation d'un quartier », 15 heures, sortie métro Rambuteau, côté Centre Georges-Pompidou.

## CONFERENCES

## DIMANCHE 16 JUILLET

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Initiation à l'astrologie. Venez découvrir les secrets des astres », par P. Bonelli (apportez votre carte du ciel pour expérience) ; « Le discernement des esprits », par Natya.

## Vendredi 14 juillet

**MOUREUX DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (45-26-10-09).

**MISSISSIPPI BURNING** (A. v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**MONSIEUR HIRE** (Fr.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**NEW YORK STORIES** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**DRAG RACING** (Fr.) : Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**THE RIGHT THING** (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**ESCLAVES DE NEW YORK** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**SANS DÉFENSE** (Fr.) : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**FAUX-SEMBLANTS** (C. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS** (Esp. v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LE FESTIN DE BASTILLE** (Den. v.o.) : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**FORCE MAJEURE** (Fr.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).

**FRAMES FROM THE EDGE, HELMUT NEWTON** (A. v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**FRANCE** (Fr.) : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**GANASHTATRU** (Ind. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 12 (42-43-01-59) ; 14 Juillet Bastille, 12 (42-43-01-59) ; 14 Juillet Bastille, 12 (42-43-01-59).

**GORILLAS DANS LA BRUME** (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; v.f. : Faevette, 13 (43-31-56-86).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.o.) : La Triomphe, 14 (45-62-41-46) ; La Grande Rex, 2 (42-36-43-93) ; Les Montparnasse, 14 (42-37-53-37).

**HELLBOUND : HELLRAISER II** (\*\*) (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LA LÉGENDE DU SAINT BŒUF** (Fr.-It. v.o.) : Utopia Champillon, 5 (42-26-84-65) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

## MONUMENTS HISTORIQUES

« Le quartier Latin, de Saint-Germain à Saint-André-des-Arts », 15 heures, portail central de l'église Saint-Germain-des-Prés.

« Beaumont, le très vieux, le tout nouveau : réhabilitation d'un quartier », 15 heures, sortie métro Rambuteau, côté Centre Georges-Pompidou.

## CONFERENCES

## DIMANCHE 16 JUILLET

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Initiation à l'astrologie. Venez découvrir les secrets des astres », par P. Bonelli (apportez votre carte du ciel pour expérience) ; « Le discernement des esprits », par Natya.

**UNE AUTRE FEMME** (A. v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.) : Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Fanny, 13 (43-31-60-74).

**WORKING GIRL** (A. v.o.) : UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40).

**YOUNG GUNS** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

## Les grandes reprises

**ACCATONE** (It. v.o.) : Épée de Boh, 9 (42-71-52-36).

**L'ARNAQUE** (A. v.o.) : Reflet Média Logos II, 5 (43-54-42-34).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LES LIENS DANGEREUX** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

## Les autres salles

**AKRON-THÉÂTRE** (43-38-74-62). L'adaptation de comment s'est préparé le 3<sup>e</sup> Congrès mondial : 20 h 30.

**BATACLAN** (47-00-30-12). O. Nicodème dans la Lune on la Révolution pacifique : 21 h.

**BOUFFES DU NORD** (42-39-34-50). L'Union sacrée : 20 h 30.

**BOUFFES PARISIENS** (42-36-60-24). O. Nicodème dans la Lune on la Révolution pacifique : 21 h.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-55). Ah ! Ca ira, ça ira, ça ira : 21 h.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). Gérard Philou, Thomas qui zappe avec ses fignoles : 21 h.

**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Voltaire italien : 21 h.

**COMÉDIE ITALIENNE** (42-21-22-22). Les Délices de la vie : 20 h 30.

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (42-50-00-15). Sola Richebourg. O. Le Mariage de Figaro : 14 h.

**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). O. Nicodème dans la Lune on la Révolution pacifique : 21 h.

**DEJAZET-T.L.P.** (42-74-20-50). Le Vercors ou Comment s'est préparé le 3<sup>e</sup> Congrès mondial : 20 h 30.

**DUNOIS** (45-84-72-00). O. Nicodème dans la Lune on la Révolution pacifique : 21 h.

**EDGAR** (42-30-45-11). Les Balcons : 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire : 22 h.

**ELDORADO** (42-49-60-27). La Marseillaise : 20 h 15.

**FONTAINE** (48-74-74-40). Mirabaud et le Dilemme comique : 20 h 30.

**GRAND THÉÂTRE D'ÉDOUARD** (42-20-90-09). O. Existe en trois tailles : 20 h 15.

**HUCHETTE** (42-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Loge : 20 h 30. Les Mythes de la Révolution : 21 h 15.

**LE BOURVILL** (42-73-47-44). Mabo : 20 h 30.

**MARIE STUART** (45-08-17-80). Portrait de Vincent : 18 h 30. Bono, c'est révoltant : 20 h 30.

**NOUVEAUTES** (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.

**OUVRÉ** (48-74-42-52). Le Bal de N'ongs : 20 h. L'Amour-Golf : 22 h.

**PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS)** (42-03-11-35). Les Contes d'Histoires : 20 h 30.

**PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE)** (42-02-71-71). Les Vamps : 21 h 15.

**PALAIS ROYAL** (42-97-59-31). Au second, tout va mieux : 20 h 45.

**POCHE-MONTMARTRE** (45-48-92-97). Sola Richebourg. O. Le Mariage de Figaro : 14 h.

**SAINTE-GEORGES** (48-78-43-47). Comment devenir une mère juive en dix leçons : 20 h 45.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-93). Quelle Chère : 21 h.

**THÉÂTRE DE PARIS** (42-80-09-30). Cas : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE VENDREDI DU JARDIN SEIGNEUR** (42-02-06-39). O. Le Mariage de Figaro : 19 h 30.

**LAWRENCE D'ARABIE** (A. v.o.) : Kinoparadise, 15 (45-06-50-50).

**LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE** (Fr.) : L'Europe, 14 (45-43-41-63).

**LES LIENS DANGEREUX** (Fr.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

**LA MAISON DES OTAGES** (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

**LA MAISON DU DOCTEUR EDWARDS** (A. v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).

**MASOULIN-FEMMININ** (Fr.-Su.) : Épée de Boh, 9 (42-71-52-36).

**MES NUITS SONT PLUS BELLES QUE VOS JOURS** (Fr.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).

**MIDNIGHT EXPRESS** (\*\*) (Brit. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).

**MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE** (Brit. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

**LES NUITS DE LA PLEINE LUNE** (Fr.) : Locomotive, 1 (45-44-57-34).

**OPERATION JAPON** (A. v.o.) : Reflet Média Logos II, 5 (43-54-42-34).

**PINK FLOYD THE WALL** (Brit.-A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Georges V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parapentes, 14 (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59).

**LA PORTE DU PARADIS** (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-80-25) ; Les Trois Luminaires, 6 (45-74-94-94).

**LE PROCÈS PARADISE** (A. v.o.) : Action Christiane, 6 (43-29-11-30).

**QUI VEUT LA PEAU DE ROGER BARRE** (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (45-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**SALAAM BOMBAY !** (Indo-Pk. v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

**TEX AVERY CARTOONS N° 3** (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).

**TOP GUN** (A. v











# ENTREZ DANS LA DIMENSION EUROPEENNE AVEC FRANCE TELECOM



**L'Europe de 1992 s'annonce pleine de promesses. France Télécom est prêt, dès aujourd'hui, à vous aider à gagner ce challenge. Avec France Télécom vous accéderez au système téléphonique le plus numérisé du monde, au plus important réseau de transmission de données par commutation de paquets, au système vidéotex le plus utilisé au monde et à un RNIS pleinement opérationnel.**

**Qu'il s'agisse de lignes spécialisées, de réseaux publics ou privés, de liaisons par satellite ou d'interconnexions par câble fibre optique, nous offrons, avec nos partenaires européens, les solutions les plus efficaces et les plus rentables pour répondre à vos besoins en matière de communication. Avec France Télécom, donnez une nouvelle dimension à vos affaires. Entrez, dès aujourd'hui, dans l'Europe de demain.**

**FRANCE  
TELECOM**   
**UN AVENIR D'AVANCE**



# Économie

## ÉTRANGER

### Un entretien avec le président du Venezuela « Notre priorité : stimuler la compétitivité des entreprises » nous déclare M. Carlos Andrés Pérez

Le président du Venezuela, M. Carlos Andrés Pérez, est l'un des quatre chefs d'État latino-américains invités par M. François Mitterrand pour les célébrations du 14 juillet à Paris. C'est une occasion de faire le point sur la situation de ce pays dont le revenu demeure encore le plus

faible au sud du Rio Grande, grâce à ses ressources pétrolières — ce qui ne l'a pas empêché d'être, fin février, le théâtre de très graves émeutes dont le déclenchement a pesé, assure-t-on, sur la décision des États-Unis de lancer l'initiative Baker — en faveur d'une réduction de la

dette du tiers-monde. La rhétorique naguère enflammée de M. Carlos Andrés Pérez a fait place, désormais, à une approche de type somme toute social-démocrate : à l'européenne : « une bonne mesure de l'évolution des esprits, ces dernières années, parmi les élites latino-américaines.

Dans le bureau Empire de M. Carlos Andrés Pérez, l'œil est aussitôt attiré par un portrait dans un gigantesque cadre doré : celui du « Libertador », bien sûr, enfant du pays : Simon Bolívar n'est-il pas l'inspirateur proclamé de « CAP », comme on surnomme le président vénézuélien ? Il avait rêvé, lors de sa première présidence (1974-1979), de faire du POPEP et de son pétrole l'instrument d'émancipation du tiers-monde. Ce rêve est désormais rangé au magasin des accessoires en raison d'une actualité nationale plus brillante.

Après son retour triomphal au palais de Miraflores, « el Presidente » a immédiatement dû faire face à la plus grave crise traversée par le Venezuela depuis vingt ans : fin février, l'annonce d'un plan d'austérité comportant notamment des hausses vertigineuses des prix des transports publics a déclenché de violentes émeutes. Plus de mille victimes selon la presse locale ; « seulement » trois cents selon M. Carlos Andrés Pérez, qui dément devant nous la brutalité de la répression : « Ce n'était pas seulement la fait des forces armées ; lors du pillage des magasins, beaucoup de gens ont été décapités en brisant les vitrines ; d'autres sont morts dans des rixes, et puis les habitants du voisinage ont été pour se défendre des assaillants. » Mais l'intervention de l'armée ne risquait-elle pas, en toute hypothèse, de ternir l'image d'une démocratie pourtant solide ? « Notre police est très mal organisée, répond CAP ; elle n'a pas d'armes anti-émeutes, elle n'est pas habituée à ce genre de situation, à l'inverse de la police française qui n'avait pratiquement pas fait de morts en mai 1968, dans des circonstances pourtant plus graves. Nous venons d'ailleurs de recevoir à ce sujet une mission de Paris. »

Les événements récents ont surpris tout le monde, à commencer par le président. Ils sont, selon lui, le premier symptôme grave d'une crise qui accable, depuis dix ans, les classes les plus pauvres de la population. Le plan d'austérité qui avait mis le feu aux poudres n'a pas été changé d'un iota ; mais des réformes constitutionnelles sont envisagées. « L'énorme concentration de pouvoir entre les mains du seul président — qui nous vient d'une tradition autocratique et dictatoriale, explique CAP, a déjà mis notre régime politique en péril ; de sur-

croît, les conflits sociaux se focalisent dangereusement sur une seule personne ; c'est pourquoi je souhaiterais la création d'un poste de premier ministre — un chef de gouvernement nommé par le président, — un peu dans le style gaullien. Et puis il faudrait aussi envisager la rééligibilité immédiate ; attendre dix ans, comme c'est le cas à présent, pour un second mandat, c'est absurde ! »

#### Corruption et corrupteurs

Une réforme que les partisans de M. Jaime Lusinchi, président sortant, qui disputent aux sympathisants de M. Pérez les commandes du parti Action démocratique, ne verseraient certainement pas d'un bon œil. Le dernier scandale politico-financier en cours traduit assez bien l'état d'esprit des différents courants du parti gouvernemental. Sous l'administration Lusinchi, un organisme d'État, RECAD, dépendant du ministère des finances, a fourni environ 55 milliards de dollars « préférentiels » (à la moitié de la valeur du marché) aux entreprises déléguées d'importer. Or le montant des pots-de-vin payés pour les obtenir représentait 10 % des sommes octroyées ; et les stocks de marchandises importées grâce à RECAD devraient subvenir aux besoins du pays pour les trois années à venir !

L'administration de M. Lusinchi est, bien sûr, sur la sellette ; mais l'enquête se dirige surtout vers le secteur privé : une vingtaine de grands patrons — dont un seul personnel du président — ont déjà été incriminés. M. Carlos Andrés Pérez reconnaît l'ampleur du malaise. Il assure, pourtant, que « l'augmentation de la corruption est due en grande partie aux énormes commissions distribuées par les multinationales à leurs représentants ». « Nous allons les obliger à déclarer toutes les sommes perçues pour des affaires réalisées au Venezuela », dit-il. Les directeurs de Renault, Ford, General Motors, Toyota-Tosca, pour ne citer que ceux-là, ont interdiction de sortir du territoire... bien que pour la plupart ils aient déjà quitté le pays clandestinement.

#### La pêche et la paie

Quant à l'administration publique — environ deux millions de per-

sonnes, soit 40 % de la population active (1), seraient employés dans les divers ministères, entreprises et organismes d'État — « elle n'est pas seule en cause, estime le président, pour un corrompu dans le secteur public, il y en a deux ou trois dans le secteur privé ». Finalement, on retombe toujours sur le même vieux dilemme : qui est coupable, celui qui pêche pour la paie ou celui qui paye pour la pêche ? Selon la formulation plaisante du président. Cette hydre, dont les têtes se sont multipliées par sept en quinze ans, est le produit de la « monoculture pétrolière » (dont proviennent 80 % des exportations) et de la « créolisation » d'un État comprenant qui subventionnait le pays tout entier. « Nous allons sortir de ce schéma patrimonial », affirme M. Pérez. Notre priorité est désormais de stimuler la compétitivité des entreprises. Les crédits accordés pour les trois ans à venir par le FMI et la Banque mondiale (environ 5,5 milliards de dollars) serviront à moderniser la petite et moyenne industrie et à stabiliser l'économie ; cela développera la confiance dans le secteur privé. »

Cet argent frais ne risque-t-il pas de « s'évaporer », comme les milliards de « pétrodollars » placés à l'étranger au grand bénéfice des banques américaines, auprès desquelles les avoirs d'une classe aisée représentent un montant au moins égal à celui de la dette — 32 milliards de dollars ? « Ces fuites de capitaux sont le résultat inévitable de notre liberté démocratique, estime M. Pérez : la capitale n'a pas de patrie. Nous allons donc le faire revenir en créant les conditions de la rentabilité ; les mesures que nous avons prises en ce sens ont déjà porté leurs fruits puisqu'il y a de

nombreux projets d'investissements. »

L'extension des classes moyennes ces dernières années a été parallèle à la prolifération des « ranchitos », modestes ou misérables sur les collines de Casca, bien peu a été fait pour la vie des sept millions qui vivent en-dessous du « seuil de pauvreté ». Les sacrifices nécessaires au redressement de l'économie pourraient être répartis plus équitablement grâce à une réforme fiscale : « Il n'y a jamais eu d'impôt sur la fortune au Venezuela », précise M. Pérez, mais nous avons un impôt sur le revenu ; pour en avoir un meilleur contrôle, nous demanderons nous une déclaration des patrimoines. Mais pas pour l'imposer ! Peut-être y aura-t-il aussi des taxes sur les produits de luxe et les biens superflus. »

Cette taxe aurait certes porté ses fruits si elle avait été appliquée lors du premier mandat de M. Pérez : le Venezuela figurait alors parmi les premiers importateurs de champagne du monde !

Que reste-t-il, à présent, de la première « ère Pérez » ? « Toute une génération de scientifiques, de techniciens, d'économistes formés grâce à des bourses d'étude, qui préparent l'avenir du pays. Au bout du compte, conclut le président, optimiste tout de même, les circonstances difficiles que nous vivons ne nous ont pas empêchés de changer la mentalité des Vénézuéliens. »

Propos recueillis par  
LAURENCE TACOU

(1) Chiffres publiés par le quotidien El Nacional. M. Pérez estime que le total est plus proche de 1,2 million.

## AFFAIRES

Pour un montant de 10 milliards de francs

### Unilever rachète Fabergé et Elizabeth Arden

AMSTERDAM  
de notre correspondant

« Nous nous hissons à la hauteur de L'Oréal, en tête du marché mondial des cosmétiques. » C'est en ces termes, mais sans triomphalisme, que le porte-parole de la multinationale anglo-écossaise Unilever a situé la portée jeudi 13 juillet du rachat annoncé le même jour des firmes Fabergé et Elizabeth Arden (articles de toilette, maquillage et parfums) à l'homme d'affaires américain Riklis.

De fait, cette acquisition, conclue pour la somme de 1,55 milliard de dollars (environ 10 milliards de francs), représente pour Unilever une étape stratégique de la première importance. Les marques de Fabergé (Fabergé, Aqua Net et Brut) viennent compléter sa gamme de produits de soins des cheveux et de parfums. Les lignes d'articles de maquillage et de parfums de luxe d'Elizabeth Arden (Lagerfeld, Fendi et Chloé) renforcent sa présence dans le domaine des produits de prestige.

L'opération Fabergé suit de quelques semaines le rachat de Rimmel et de Chicco (le Monde du 25 juin) et de quelques jours l'annonce d'une OPA sans doute fructueuse sur Calvin Klein (le Monde du 4 juillet). Ces trois acquisitions feront progresser le chiffre d'affaires annuel du secteur cosmétique d'Unilever de 2,9 milliards de dollars actuellement (18 milliards de francs) à 4 milliards de dollars à l'avenir. La multinationale de Rotterdam contrôlera ainsi 10 % du marché mondial des cosmétiques, rattrapant effectivement L'Oréal et dépassant l'actuel leader japonais Shiseido et l'américain Avon.

Dans le communiqué annonçant la transaction, le président d'Unilever, M. Peter Malinga, laisse percer une évidente satisfaction : « Nous nous réjouissons que les négociations aient été reprises et aient abouti à une transaction aux conditions initiales. » Ainsi se trouve résumé le déroulement d'une des discussions les plus mouvementées qu'ait eu à mener ces dernières années la multinationale anglo-

écossaise. Il y eut tout d'abord le 10 février l'annonce à la suite des fuites de la conclusion d'un accord de principe avec M. Riklis. Vint ensuite la « désannonce » le 28 avril : Unilever renonçait une dizaine de jours seulement avant le terme fixé pour la signature du contrat définitif à acquiescer Fabergé parce que son propriétaire « proposait une nouvelle construction qui rendait l'opération plus onéreuse » (le Monde Affaires du 17 juin).

Les responsables d'Unilever n'ont jamais révisé quelles conditions supplémentaires posaient M. Riklis et ses négociateurs. De même se refuse-t-il aujourd'hui à « spéculer » sur les raisons qui ont poussé leurs interlocuteurs à revenir vers eux courant juin pour proposer la reprise des discussions. Le fait est que cette proposition a été « naturellement acceptée » d'autant que M. Riklis était disposé à verser au prix initial convenu (1,55 milliard de dollars).

C'est effectivement sur cette base que les négociations ont été menées à leur terme : cette fois-ci un « contrat de vente » a été signé. Il entrera en vigueur « dans les trente jours ». Sa prise d'effet n'est plus soumise qu'à certaines « conditions techniques » qu'Unilever présente comme des « formalités ».

CHRISTIAN CHARTIER.

● Shell et Esso investissent 7,2 milliards de francs en mer du Nord. — Les deux groupes pétroliers Shell et Esso, qui exploitent une des principales plateformes pétrolières de la mer du Nord, ont approuvé un projet de développement de 700 millions de livres (7,2 milliards de francs environ) pour le développement de Gannet, situé à 180 km à l'est d'Aburdeen (Écosse). Ce gisement qui devrait entrer en production en 1992 a des réserves estimées à 170 millions de barils de pétrole et 19 millions de mètres cubes de gaz. Trois installations sous-marines seront reliées à une plateforme centrale « Gannet A », laquelle écoulera le pétrole vers le terminal de Saint-Fergus. Ce projet, qui doit être approuvé par les autorités britanniques, entraînera à court terme quelque 120 millions de livres (1,23 milliard de francs) de commandes pour l'industrie pétrolière britannique.

## SOCIAL

### Durée annuelle du travail

#### Les ouvriers effectuent plus d'heures que les autres salariés

Entre 1982 et 1986, après la réduction de 40 à 39 heures de la durée hebdomadaire de travail, la durée annuelle du travail des salariés ne travaillant pas en équipes a baissé en moyenne de 50 heures, passant de 1812 heures à 1762 heures, indique le ministère du travail dans un document publié le 13 juillet.

Les conséquences de la baisse de la durée hebdomadaire, qui est passée de 39,8 heures en 1982 à 39 heures en 1986, sont inégales selon les secteurs d'activité. En 1986, les employés des hôtels, cafés et restaurants ont travaillé le plus longtemps (1867 heures). Et ce sont les ouvriers de l'industrie et du gaz qui ont travaillé le moins, avec 1683 heures dans l'année.

#### Fin de la grève au BRGM

Au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'intersyndicale a proposé l'arrêt définitif du mouvement de grève qui avait été suspendu le vendredi 7 juillet (le Monde du 8 juillet). L'intersyndicale (CFDT, FO et CGT) s'est pourtant déplacée à Paris, mardi 11 juillet, pour marquer son opposition au plan de réduction des effectifs de cent trente personnes (sur un total de mille six cent trente).

Le BRGM « sera vraisemblablement proche de l'équilibre en 1989 », selon la direction, qui justifie néanmoins les mesures de réduction d'effectifs en argument de l'incertitude pour l'avenir et du besoin de « changer des structures », devenues trop lourdes. Le sureffectif serait en outre un obstacle à la revalorisation des salaires et un frein à de nouveaux investissements.

Pour sa part, l'intersyndicale a reçu de la direction l'assurance d'un « statut quo » jusqu'en septembre. Contre « l'argumentation insupportable » de la direction, l'intersyndicale propose la mise en œuvre d'un plan d'embauche pluriannuel et l'arrêt du désengagement de l'État d'une entreprise qui réalise 40 % de son activité dans le service public de la recherche.

Parmi ceux qui font le plus d'heures, on trouve les ouvriers de l'industrie (1843 heures). Ceux de la chimie (1715 heures) et les employés des assurances (1698 heures) figurent parmi les moins assidus.

Globalement, un quart des salariés travaillent entre 1760 et 1780 heures, mais ceux qui sont employés dans les établissements de 10 à 49 salariés sont davantage présents (1780 heures et plus). La moitié des ouvriers travaillent entre 1743 et 1802 heures (1777 en moyenne) et ceux qui ne sont pas ouvriers exercent leur profession pendant moins de temps puisqu'ils effectuent, pour la moitié d'entre eux, de 1724 à 1773 heures (1751 en moyenne). Un ouvrier travaille 39 heures 18 par semaine, en moyenne. Un salarié non ouvrier 38 heures 52.

#### Impôts : les grévistes de la faim cessent leur mouvement

Les trois fonctionnaires des impôts de Nice, en grève de la faim depuis dix jours, ont annoncé, jeudi 13 juillet, qu'ils allaient mettre fin à leur action, après la journée symbolique du 14 juillet. Ils estiment leur objectif atteint après la remise du comité technique paritaire ministériel des 12 et 13 juillet. Au cours de cette réunion, ont en effet été confirmées la levée des mesures de suspension des congés des agents de Marseille et la non-suppression de postes en 1990 à la direction générale des impôts. Par ailleurs, le personnel des impôts se prononcera lundi 17 juillet sur les suites qu'il compte donner au mouvement de grève.

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
45-55-81-82, poste 4330

### Un important trafic de main-d'œuvre a été découvert en Isère

Après des semaines d'enquête, le ministère du travail vient d'annoncer qu'un important trafic de main-d'œuvre avait été découvert, en mai dernier, dans le département de l'Isère. Celui-ci pourrait s'être étendu à des départements voisins et avoir des ramifications dans la région parisienne.

Jusqu'à présent, cinq cents porteurs de fausses cartes de travail ont été identifiés, et le contrôle systématique se poursuit. Il s'agit de travailleurs portugais, employés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Des responsables de deux sociétés d'intérim de Grenoble, qui avaient organisé des transports en car depuis le Portugal, ont été inculpés et incarcérés.

Le trafic, qui est lié à la reprise économique et à la proximité des Jeux olympiques d'hiver, valait d'une « véritable organisation », explique le ministère du travail. De fausses cartes étaient fabriquées, et

des candidats à l'emploi étaient recrutés puis acheminés en France, où ils étaient utilisés de façon illégale.

Tandis que les investigations se poursuivent, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a dépêché sur place son chef de cabinet. Le ministre a prévu de recevoir, la semaine prochaine, les responsables des fédérations professionnelles, avant de réunir les entreprises régionales du BTP pour « déterminer les besoins en main-d'œuvre qualifiée et les moyens permettant de les satisfaire par la formation professionnelle et la mobilité géographique ».

Dans un communiqué, la Fédération nationale du bâtiment (FNB) « condamne sans réserve » des pratiques qui « constituent des distorsions concurrentielles ». La FNB se déclare en outre « favorable à une concertation » avec le ministère du travail.

## EN BREF

● Les « dix » de Renault-Billancourt : prochains rendez-vous, le 17 juillet. — M. Laverne, dans le cadre de sa mission bonifiée que lui a confié le gouvernement, a reçu le 13 juillet les représentants de la Fédération CGT de la métallurgie et le syndicat CGT de Renault-Billancourt. La délégation, réaffirmant « l'urgence à régler ce dossier » des « dix » de Billancourt, a indiqué que la prochaine réunion avec M. Laverne était fixée lundi 17 juillet, à 9 heures, soit après le sommet des Sept.

● Grève des électroniciens de la navigation aérienne. — La grève des électroniciens de la navigation aérienne, qui ne doit prendre fin que lundi matin 17 juillet, pourrait avoir des répercussions sensibles sur le trafic dimanche 16 juillet, mais beaucoup moins vendredi et samedi, jours moins chargés. La grève est très suivie au centre régional d'Albi-en-

Provence, mais moins dans les autres centres régionaux de la région parisienne, de Brest, de Bordeaux et de Reims. Les électroniciens, qui s'occupent de l'entretien du matériel, réclament des salaires et des conditions de déroulement de carrière comparables à ceux des contrôleurs.

● 1 % LOGEMENT : l'Agence nationale demande le maintien du taux à 0,86 %. — Le conseil d'administration de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction s'est prononcé le 11 juillet en faveur du maintien à 0,86 % du taux de la participation. L'Agence nationale explique que les récentes réductions du taux ont amputé de 800 millions la capacité d'investissement du système et que, « même à taux constant, le système ne retrouverait pas le niveau de 1988 avant 1992 ».

## REPÈRES

### Chômage

#### La baisse se poursuit en Grande-Bretagne

Le nombre des chômeurs a, de nouveau, baissé en juin en Grande-Bretagne, pour s'inscrire à 1,8 million, soit 8,3 % de la population active. Cette trente-cinquième baisse mensuelle consécutive est plus forte que celle de mai, le nombre des sans-emploi ayant reculé de 28 500 personnes en juin contre 22 000 le mois précédent.

Le ministère de l'emploi précise toutefois que, sur six mois, la baisse du chômage tend à se ralentir, tout comme la croissance économique. D'une moyenne mensuelle de 47 800 durant les six derniers mois de 1988, le recul est passé à 38 000 durant les six premiers mois de 1989.

### Inégalités

#### Plus de six millions de pauvres dans la CEE

Six à dix millions d'Européens vivent dans une grande pauvreté, et les inégalités ne cessent d'augmenter, indique, dans un avis, le comité économique et social de la CEE. Entre 1970 et 1985, le nombre de personnes sans revenus ou disposant de très faibles moyens s'est accru de 15,7 %.

Ces oubliés de la croissance sont généralement des chômeurs et des familles monoparentales, deux catégories dont le poids a fortement aug-

menté dans la population durant la période considérée. La Comité économique et social, organisme consultatif regroupant des employeurs, des syndicalistes et divers groupes d'intérêt économiques et sociaux, préconise, outre la lutte contre l'échec scolaire et une meilleure information sur les droits sociaux, l'instauration d'un revenu minimal d'insertion.

### Commerce extérieur

#### Stabilisation de l'excédent japonais

L'excédent commercial du Japon a représenté 5,29 milliards de dollars en juin, en recul de 11 % par rapport à juin 1988, annonce le ministère des finances. Mais sur six mois le surplus reste stable et s'inscrit à 33,47 milliards de dollars, contre 33,88 milliards durant la période correspondante de 1988.

Vis-à-vis des États-Unis, le solde positif du Japon progresse même de 5,7 % pour s'établir à 22,11 milliards de dollars. Même phénomène avec l'Asie avec 9,21 milliards d'excédent, en hausse de 21,6 %. Par contre, le Japon perd un peu de terrain avec la CEE, la baisse de 8,6 % du surplus le ramenant à 10,69 milliards de dollars. Au total, les exportations japonaises ont augmenté de 8,3 % en six mois pour atteindre 135,63 milliards de dollars alors que les importations progressaient de 11,6 % pour s'inscrire à 102,36 milliards.

هكمان النجلى







ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4 Les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution et le sommet des sept pays industrialisés. 5 Reprise du travail dans les mines de Sibérie. 6 Un ouvrier condamné à dix ans de prison en Chine. - La recherche de la paix au Mozambique.	11 Point de vue : « Où est passé l'Etat-nation ? », par Alain Houliou. - Difficultés dans la construction des drogues européennes. 12 Les Français n'accroissent à leurs députés qu'une confiance limitée, indique un sondage SOFRES.	8 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 17 Le Conseil de l'Europe et l'égalité entre les sexes. - La cavale du « roi de l'évasion ». 20 Sports : le Tour de France cycliste. - Football : le championnat d'Amérique du Sud.	21 Brûle, brûle, brûle, de Jean-Pol Fargue, au Festival d'Avignon. - Kurt Weill à Berlin. - Un nouvel album des Rolling Stones. 24 Communication : l'heure de vérité pour la chaîne de M. Harsant.	26 Un entretien avec M. Carlos Andres Perez, président du Venezuela. 27 Honda entre pour 20 % dans le capital de Rover. - L'automobile, plus que jamais.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 24 Légion d'honneur ..... 18 Loto ..... 23 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 16 Radio-Télévision ..... 22 Spectacles ..... 23	• Admissions aux grandes écoles ..... RES 3615 tapers LEMONDE  • Les offres d'emploi du Monde ..... EMPLOI 3615 tapers LM

Dans son message du 14 juillet

## M. Mitterrand demande aux armées d'envisager « l'avenir avec une plus grande espérance »

Le président François Mitterrand déclare dans son message aux armées, diffusé à la veille de la fête nationale, qu'en raison de l'évolution des relations Est-Ouest, « il y a lieu d'envisager l'avenir avec une plus grande espérance ». « En cette année 1989, où la situation politique inter-

naionale permet une nouvelle approche des rapports entre l'Est et l'Ouest, marquée par la recherche d'un plus grand équilibre militaire en Europe, il y a lieu d'envisager l'avenir avec une plus grande espérance », poursuit le chef des armées. « Il ne faut toutefois pas oublier que cette liberté, gagnée au fil

des siècles, repose avant tout sur notre volonté de garantir l'indépendance de notre pays », observe M. Mitterrand avant d'ajouter : « Il appartient ainsi aux armées de la République, par leurs capacités, leur efficacité et leur disponibilité, de préserver sur le plan militaire cette indépendance. »

### Un défilé militaire plus important que d'habitude

En ce Bicentenaire de la Révolution, les Parisiens ont pu assister, vendredi matin, à un défilé militaire du 14 juillet, sur les Champs-Élysées, plus lourd qu'à l'accoutumée, avec notamment plus de cinq mille deux cents hommes à pied, trois cents blindés et, surtout, une revue aérienne de cent trente avions et cent vingt hélicoptères, soit la moitié du parc de la division aéro-mobilité.

En raison de la présence des nombreux chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers invités par M. Mitterrand, la tribune officielle, sur la Concorde, était exceptionnellement protégée par une large vitre blindée.

Outre les traditionnels représentants de corps constitués, MM. Giacobbi et Chirac ont assisté à cette cérémonie.

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, avait décidé de placer ce défilé sous le thème de « l'armée de la nation », pour donner la priorité autant aux hommes qu'aux différents matériels présentés au public.

Pour la première fois, les Parisiens ont pu assister au défilé des équipes spécialisées dans la recherche du renseignement dans la profondeur du dispositif adverse, qui

relèvent de la 11<sup>e</sup> division parachutiste et du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes. De même, ils ont pu voir les véhicules antichars du 8<sup>e</sup> régiment d'infanterie dont le drapeau porte le nom de la bataille de Valmy (1792) qui sera célébrée en septembre prochain sur les lieux mêmes, en présence du chef de l'Etat.

Dans l'axe des Champs-Élysées sont passés deux cent cinquante avions et hélicoptères, dont des Mirage IV et des Mirage 2000 N aptes à l'export d'une arme nucléaire, ainsi que les hélicoptères Gazelle antichars et Puma logis-

ques, qui appartiennent à la Force d'action rapide.

C'est, comme le veut la tradition, la Légion étrangère qui a clos le défilé des troupes à pied. Mais cette année marquait le cinquantième anniversaire du défilé de la Légion sur les Champs-Élysées puisqu'il faut remonter à juillet 1939 pour la première apparition à Paris du 1<sup>er</sup> régiment étranger, l'unité la plus ancienne de l'armée.

A l'issue du défilé qui a duré quatre-vingt minutes environ, M. Mitterrand a présidé dans le parc de l'Élysée une garden-party réunissant plus de huit mille invités.

### Sur le vif

#### La reprise de la Bastille

Je suis gêné, vous pouvez pas savoir ! Non, c'est vrai, je suis plus que moi-même, moi, aujourd'hui. Dire que j'ai pu dégrader cette fête nationale du Bicentenaire, taper à bras raccourcis sur ce sommet de la régalomnie, imaginer Paris bouché, Paris bloqué, Paris encagé, alors que je me suis amusé comme une reine, dans un Paris dégagé, un Paris débouché, un Paris protégé par des barrières métalliques et des fils débarras.

Vous n'imaginerez jamais ce qui m'est arrivé. Moi, le rat du métro, j'ai traversé en baguette le périmètre interdit. Et quelle baguette, une gigantesque limousine, un vrai cuirassé mis à la disposition de quelques journalistes par une chaîne de télé américaine. Vous m'avez vu, étalé sur la banquette arrière, sauter d'un geste discret de la main, trois heures, pas de bruit de bus, dont le cortège a croisé le mien dans un hurlement de sirènes à la hauteur de l'avenue Gabriel, ça va vite !

Bien sûr, ça n'a pas duré, mais, quand mon carrosse, transformé en citrouille, m'a vraché dans une bouche de métro et que je me suis retrouvé sur un strapontin en plastique, ça

a fait peur. A Chausée-d'Antin, vous vous seriez crus dans la cathédrale de Chartres le jour du Kippour. Il y avait pas un chat. Enfin, si des usagers pas usagés pour deux ronds, des étrangers pour la plupart, rigolards, gognarde, qui, sur le soir, s'écoulaient, long fleuve tranquille, dans des rues bleu blanc rouge de monde, le bonnet phrygien en goguette, la cocarde à la boutonnière, et le cœur en fête. Une vraie fête. Sur un air de musette parfumé à la friture de marguez et poncées de pétards plus pétaradants, plus impétueux que d'habitude.

Vous savez ce qu'il a fait, le peuple de Paris, le 13 juillet 1989 : il a repris la Bastille aux princes qui l'ont occupée le temps d'un opéra. Le violon ici, l'accordéon là. La cour et la ville. Pas flicée, la ville, pas du tout, assez fiévreuse au contraire, de voir le ballet des hélicoptères voler la place aux bals populaires. Je te demande pardon, mon Mimi, c'est toi qui avais raison. Hier, la République et la Révolution se sont enfin données la main dans le respect du citoyen roi et du roi citoyen.

CLAUDE SARRAUTE.

### Affrontements lors d'un bal

#### Un jeune Tunisien est tué en Haute-Savoie

Un jeune Tunisien âgé de vingt-trois ans, Yousef Brakia, a été tué d'un coup de couteau dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 juillet lors d'une rixe entre Italiens et Maghrébins dans un bal populaire à Thiez près de Cluses (Haute-Savoie). Provoquant la colère de ses amis qui s'en sont pris à des magasins et à des bâtiments municipaux dans le centre de Cluses. C'est vers une heure du matin à l'annonce de la mort de leur camarade que de jeunes maghrébins ont décidé de se rendre à la brigade de gendarmerie de Cluses où l'auteur présumé du meurtre avait été transféré. Selon les gendarmes, ils ont alors retourné et incendié partiellement deux Renault 4 avant de s'en prendre à la façade du bâtiment. Puis les manifestants se sont rassemblés devant la mairie, se sont attaqués aux portes vitrées des bâtiments municipaux ainsi qu'aux vitrines de sept magasins et d'un bureau de postes. Une centaine de gendarmes ont réussi à disperser les manifestants vers 3 heures. Craignant de nouveaux affrontements, la municipalité décidera vers 14 heures de la tenue ou non du bal prévu vendredi soir dans le centre-ville.

■ M. Nakase, nouveau président de l'Asahi Shimbun. — L'Asahi Shimbun (Tokyo), qui, avec ses quelque douze millions d'exemplaires par jour en trois éditions, est le quotidien le plus vendu au monde, s'est doté le 24 mai d'un nouveau président, M. Yoshitake Nakase.

Le numéro du « Monde » daté 14 juillet 1989 a été tiré à 493 468 exemplaires.

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

**Etonnante collection de lits de repos...**



**Rémy**

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12, 43-43-65-58.

A C D E F G H

### Principal dirigeant kurde d'Iran

#### Abdel Rahman Ghassemlou a été assassiné à Vienne

Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et principale figure du mouvement autonomiste du Kurdistan iranien, a été tué, jeudi soir 13 juillet, lors d'une fusillade dans un appartement de Vienne, au cours de laquelle deux autres personnes sont mortes, a-t-on appris de source autorisée. Un quatrième homme a été grièvement blessé.

Selon la police viennoise, ces meurtres ressemblent fort à des « exécutions ». Le ou les meurtriers ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui laisse penser que les victimes les connaissaient.

Abdel Rahman Ghassemlou dirigeait le plus vieux parti kurde, ce qui est d'Irak, de l'Arménie, du Liban, de la République de Malabadi qui vit, en 1955, la seule expérience d'indépendance du peuple kurde malgré une lutte armée remuant à des dizaines d'années. Une expérience à laquelle Téhéran mit fin dans le sang, au lendemain de la dernière guerre mondiale. Depuis, et à des degrés divers selon les rapports de force, les Kurdes iraniens ne cessent de revendiquer non plus l'indépendance mais leur autonomie.

■ RTL-Télévision se conformera, sur le câble, à la réglementation française sur le câble. — La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) viennent de conclure un accord au terme duquel la CLT a accepté d'adopter progressivement ses programmes — d'origine luxembourgeoise — RTL-Télévision aux règles françaises régissant la distribution par câble des films. RTL-Télévision s'engage à respecter immédiatement les délais de diffusion des films, les « quotas d'origine », et n'en diffusera plus le samedi avant 20 heures.

Economiste formé à Prague, où il vécut longtemps, Abdel Rahman Ghassemlou partageait sa vie, depuis la révolution islamique de 1979, entre l'Europe — de l'Est tout autant que de l'Ouest — et les maquis du Kurdistan. Homme calme, tout en douceur, il n'était dirigé par les fameux « Pesh-merges » (combattants) d'une poignée de fer. Ses adversaires au sein même du mouvement kurde l'ont souvent accusé de pratiques « anti-démocratiques » pour se maintenir au pouvoir. Ces critiques ont atteint un degré tel qu'un certain nombre de dirigeants du PDKI ont, il y a quelques mois, fait scission pour créer un parti concurrent, qui n'obtient toutefois pas l'adhésion du parti de Ghassemlou.

Ses quelques trente ans d'exil en Europe avaient fait de lui un homme couramment parlé entre l'Université qu'il fut à Prague ou à Paris — il enseigna, entre autre, le kurde à la Sorbonne en 1977 et 1978 — et le combattant, trouvant son costume européen pour le large pantalon kurde,

le style pour le pistolet, l'appartement « bourgeois » pour la vie rudimentaire des villages de montagnes.

Lorsqu'en 1979, le tout nouveau pouvoir islamique lança ses forces contre les foyers autonomistes, il commença par remporter quelques victoires et à tenir la campagne à défaut des villes. Mais après ces succès initiaux, Ghassemlou dut se retirer toujours plus près de la frontière irakienne. Harcelé par les Gardiens de la révolution et par l'armée régulière, accusé de trahison par Téhéran après le déclenchement de la guerre irano-irakienne, il n'eut comme pas moins le combat contre le régime de l'Imam Khomeiny qui refusait toute autonomie pour le Kurdistan. Les Pesh-merges ont finalement été bannis hors de la plupart des zones qu'ils tenaient et Abdel Rahman Ghassemlou retrouva, une fois de plus l'exil. Ces derniers temps, son quartier général se trouvait en territoire irakien. Au lendemain de la mort de Khomeiny, il avait renoué son désir de négocier avec le pouvoir irakien.

### En grève de la faim depuis le 20 avril

#### Les quatre dirigeants d'Action directe sont « en train de mourir » selon leurs avocats

Selon leurs avocats, les quatre dirigeants du groupe Action directe « sont en train de mourir dans les prisons françaises ». Condamné à la prison à vie pour l'assassinat de Georges Besse, PDG de la Régie Renault, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Joëlle Aubron font la grève de la faim depuis le 20 avril. Dans un communiqué diffusé jeudi 13 juillet, leurs avocats, M<sup>rs</sup> Bernard Ripert, Marie-Christine et Christian Biotin et Isabelle Coutant-Peyre, précisent que leurs clients « refusent toujours toute assistance et tout soutien médical ».

« La mort peut survenir pour l'un d'entre eux », ajoutent-ils, demandant que soient rendus publics les bulletins de santé établis le 8 juillet après un examen à l'hôpital central des prisons de France. « Le pouvoir politique et les magistrats (...) seront ensemble responsables de l'issue fatale de cette grève de la faim vers laquelle on s'achemine », concluent les avocats des quatre dirigeants d'Action directe, qui réclament « la fin des quartiers d'isolement et leur regroupement sous le statut de prisonniers politiques ».

Judi après-midi, une dizaine de personnes se réunissent dans une « commission de soutien à la grève de la faim » ont occupé, pendant une heure, les locaux du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire, à Paris.

### Malgré de fortes divergences au sein des Douze

#### La Commission de Bruxelles propose un statut de société anonyme européenne

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne des Etats membres de la CEE, son projet de Société anonyme européenne (SE). Les difficultés éprouvées par l'existence communautaire au cours des derniers mois sont révélatrices de profondes divergences entre les Douze.

L'éventualité d'un accord, espéré par la France, se heurte tout d'abord à l'opposition farouche de la Grande-Bretagne qui, comme le Portugal et l'Irlande, n'accepte aucune forme de participation des salariés dans la gestion des entreprises. Or ce vote est la question-L128 citée par la commission Delors, qui voit dans l'adoption du projet une percée significative de l'Europe sociale.

Ensuite, la République fédérale craint que son système de participation (co-gestion), le régime le plus avancé de la CEE, soit remis en cause par le patronat allemand à la faveur des discussions entre les Douze. En d'autres termes, Bonn occupe quelque inquiétude à l'égard d'un débat qui pourrait menacer le consensus social en RFA.

Consciente de ce risque, la commission propose, au choix, trois modèles de participation, dont le premier correspond au modèle allemand et le deuxième (comités d'entreprise) à celui de la France ou

de l'Italie. Le troisième formule tente de vaincre les appréhensions britanniques mais aussi celles de l'UNICE (Union des industriels de la CEE). Elle prévoit la négociation entre actionnaires et salariés pour la conclusion d'un accord qui, en tout état de cause, devra comporter des contraintes de base.

A défaut de compromis, la direction sera tenue d'accepter un modèle standard établi par l'Etat membre où est installé le siège de la société. Le statut de Société anonyme européenne ne pourra être accordé sans un régime de participation des travailleurs qui, de leur côté, n'auront pas la possibilité de faire obstacle à la constitution d'une société européenne.

Pour les industriels des Douze, les atouts d'une législation européenne seraient loin d'être négligeables. La commission est persuadée qu'ainsi seront facilitées la coopération et la fusion des firmes dans la CEE, y compris des PME puisque le capital minimum exigé est relativement bas (100 000 ECU ou 700 000 F).

MARCEL SCOTTO.

■ SUÈDE : Jugement le 27 juillet dans l'affaire Palma. — Le verdict dans le procès de Christer Pettersson, accusé de l'assassinat du premier ministre suédois Olof Palme en février 1986, sera rendu jeudi 27 juillet, à l'annonce du jour d'assise de Stockholm. Le procureur a requis la réclusion à perpétuité, l'avocat a demandé l'acquiescement. — (Reuters.)

### La banque d'affaires américaine

#### Wasserstein Perella pourrait voler au secours de BAT

Dans la bataille qui s'annonce longue pour le contrôle du groupe britannique BAT, sous le coup d'une OPA hostile lancée mardi 11 juillet par M. Jimmy Goldsmith et ses deux partenaires, la banque d'affaires américaine Wasserstein Perella pourrait jouer les « chevaliers blancs » au profit de l'attaqué. Cette banque étudierait la possibilité de réunir des partenaires pour voler au secours de BAT.

En attendant, de chaque côté, on fourbit ses armes, avec l'aide d'un impressionnant état-major de conseillers : les banques Hambros, Bankers Trust et Drexel-Burnham, Lambert pour Jimmy Goldsmith, Lazarus Brothers, SG Warburg Goldman Sachs et Shearson Lehman pour BAT, qui est assisté par la grande firme d'audit Price Waterhouse, une autre grande firme, Deloitte, Haskins et Sell prêtant son concours à l'attaquant.

A Londres, le cours de l'action BAT a oscillé du terrain, les boursiers redoutant qu'un recours devant la Commission britannique des monopoles et fusions ne vienne, dans l'immédiat, allonger les délais : ce recours pourrait être fondé sur le mode de financement de l'offre de Jimmy Goldsmith, reposant presque uniquement sur des emprunts. Par ailleurs, BAT a été obligé de renoncer à sa première émission (400 millions de dollars) d'Euro-obligations, les milieux financiers internationaux estimant que, de toute façon, BAT devrait s'endetter pour résister à l'OPA ou pour la payer, en cas de réussite.